



# LES ARTICLES DU JOUR .COM

*"Le site internet où le lecteur devient plus intelligent"*



## MERCREDI 14 OCTOBRE 2020

*TOURNANT VERT: il est totalement impossible de RÉ-INDUSTRIALISER la civilisation industrielle pour la rendre plus verte.*

- ▶ **Hydrogène vert : un jeu de dupes** (Michel Gay) p.1
- ▶ **La co-libération pour les blancs comme moi face au chaos climatique** (Jem Bendell) p.5
- ▶ **Rêve impossible : Pourquoi la promesse d'un avenir alimenté par le vent et le soleil est complètement absurde** p.12
- ▶ **Réchauffement climatique : ce que le trajet d'un bateau dit de l'état de l'Arctique** p.15
- ▶ **Impact comparé du nucléaire et des renouvelables sur les émissions de CO2** (Philippe Gauthier) p.18
- ▶ **La Grande-Bretagne a plus qu'assez d'air chaud** (Tim Watkins) p.22
- ▶ **Non, la "courbe de Kuznets environnementale" ne nous sauvera pas** (Jason Hickel) p.24
- ▶ **Qui est "nous" ?** p.31
- ▶ **Le choix végétarien, discutable ou fiable ?** (Michel Sourrouille) p.37
- ▶ **M. Maxime Egger, Se libérer du consumérisme** (Michel Sourrouille) p.38
- ▶ **ASPAS, protection de la nature sauvage** (Michel Sourrouille) p.39
- ▶ **NOUS AVONS BIEN ATTEINT LE NIVEAU DU KRACH VI : "DÉDENSIFICATION" QU'ILS DISENT...** (Patrick Reymond) p.41

### SECTION ÉCONOMIE

- ▶ **CO2 : 60 % de réduction d'ici 2030, un objectif mortifère** p.44
- ▶ **Plus de la moitié des Américains "prévoient de stocker de la nourriture et d'autres produits de première nécessité" pour les mois chaotiques à venir** (Michael Snyder) p.50
- ▶ **« Des aisés qui mettent trop de côté aux dictées aménagées ! »** (Charles Sannat) p.53
- ▶ **Les annonces prématurées d'accord internationaux se succèdent** (François Leclerc) p.59
- ▶ **S'endetter, oui, mais pour faire quoi ?** (Michel Santi) p.60
- ▶ **Hyman Minsky, mal-aimé clairvoyant** (Michel Santi) p.61
- ▶ **Ce qui manque aux "experts" en matière d'inégalité économique** p.62
- ▶ **À lire, les défis de long terme selon les institutions internationales** (Bruno Bertez) p.65
- ▶ **Le lien entre hausse de la Bourse et liquidités repose sur une croyance, souvenez-vous en.** (Bruno Bertez) p.66
- ▶ **Les espoirs sur le vaccin ne sont plus ce qu'ils étaient!** (Bruno Bertez) p.68
- ▶ **La théorie qui va révolutionner l'économie** (George Gilder) p.68
- ▶ **> Élection US : que vont faire les actions ? (2/2)** (Jim Rickards) p.72<
- ▶ **Notre économie simulacre** (Charles Hugh Smith) p.74
- ▶ **Ancienne économie contre Nouvelle économie** (Bill Bonner) p.76

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

## Hydrogène vert : un jeu de dupes

Par Michel Gay. 11 octobre 2020 Contrepoints.org



La possibilité de remplacer les 3 milliards de tonnes de carburants consommés en 2019 dans le monde par de l'hydrogène « propre » n'est pas pour demain...

Des lobbies aux visées divergentes (industriels, nucléaires, écologistes...) veulent faire croire, pour des raisons opposées, que l'hydrogène, qu'il soit « gris » ou « vert », est l'énergie du futur, alors que... il n'est pas une source d'énergie !

Chaque partie participe à un jeu de dupes en cherchant égoïstement à promouvoir ses propres intérêts ou ses croyances incompatibles.

### Hydrogène gris...

La molécule d'hydrogène ( $H_2$ ) n'existe pas seule à l'état naturel. Elle n'existe que combinée avec d'autres atomes tels que par exemple le carbone ( $CH_4$ ), l'oxygène ( $H_2O$ ) ou l'ammoniac ( $NH_3$ ). Il faut donc la fabriquer.

Aujourd'hui, le gaz hydrogène est essentiellement extrait industriellement du méthane ( $CH_4$ ), pour l'industrie des engrais et du raffinage de pétrole, ce qui implique la fourniture d'énergie produite par d'autres moyens.

Cette technique de séparation appelée reformage émet également... beaucoup de dioxyde de carbone ( $CO_2$ ). Une tonne d'hydrogène ainsi produite émet 10 tonnes de  $CO_2$ . Cet hydrogène « gris » est déjà d'un usage courant dans l'industrie qui en a produit 75 millions de tonnes dans le monde en 2019.

Cet hydrogène « gris » donne des émissions de  $CO_2$  par kilomètre équivalentes à celles de l'essence dans une voiture. Mais ce  $CO_2$  est émis en amont alors que la voiture hydrogène ne rejette que de l'eau.

Produire de l'hydrogène à partir de gaz fossile ne permet donc pas de résoudre le problème climatique, même si certains espèrent qu'il sera possible de capturer le  $CO_2$  émis pendant sa production puis de l'enfouir sous terre... mais où ?

## ... ou hydrogène vert ?

L'hydrogène « vert » (sans émettre de CO<sub>2</sub>) par électrolyse de l'eau (H<sub>2</sub>O) avec de l'électricité bas carbone (nucléaire, éolien et hydraulique) est aussi techniquement possible si les coûts de sa production et de son utilisation sont ignorés. Le solaire est déjà trop carboné à cause de la fabrication des panneaux en Chine à partir d'électricité issue du charbon et du gaz.

Ce gaz propulserait des bateaux, [des voitures « propres »](#) et des avions (qui comptent pour seulement 3 % des émissions de CO<sub>2</sub>) afin de débarrasser le monde des énergies fossiles.

De plus, pour les avions, il faudrait utiliser l'hydrogène sous forme liquide à moins 253°C, ce qui est encore plus compliqué. [L'expérience a déjà été tentée](#) il y a plus de 30 ans, et ce fut un échec sans résultats probants. [Mais aujourd'hui, « on » serait beaucoup plus intelligent, même si les lois de la physique n'ont pas changé.](#)

## Hydrogène pour le transport et le stockage ?

Les points de vue ridicules sur la gratuité de l'électricité renouvelable et sur le foisonnement de l'éolien et du solaire ne sont que des illusions entretenues (mais [de moins en moins crédibles](#)). Les barrages ([STEP](#)) et autres [stockages par gaz comprimés](#) ne pouvant suffire pour faire correspondre au besoin les productions fatales et erratiques issues du vent et du soleil, l'hydrogène fait de nouveau figure de miracle pour assumer ce rôle.

[La principale raison de cette propagande sur l'utilité de l'hydrogène pour le stockage d'électricité et le transport est de promouvoir les énergies renouvelables éoliennes et solaires.](#) Leurs zéloteurs espèrent ainsi désamorcer les critiques sur leur intermittence pour pouvoir succéder au nucléaire.

L'objectif serait d'utiliser l'hydrogène pour stocker l'électricité intermittente et la restituer plus tard, quitte à en perdre les trois-quarts. Et donc à multiplier le prix de l'électricité « sortante » au moins par quatre, sans compter l'amortissement des gigantesques électrolyseurs nécessaires pour fournir la quantité suffisante d'hydrogène pour répondre au besoin de la France.

Peu importe ! Dans la tête des écologistes il s'agit de « tuer » le nucléaire coûte que coûte. Ils s'acharneront à montrer que la production d'hydrogène ne doit rien à l'électricité issue du nucléaire.

## À quoi servirait donc l'hydrogène ?

Comme le ruineux [stockage d'électricité par l'hydrogène](#) apparaît encore incertain et lointain, des applications sont recherchées dans un avenir proche, notamment dans les transports (voitures, camions, trains...).

Il faudrait produire une centaine de térawattheures (TWh) d'électricité issue de l'hydrogène pour électrifier seulement les voitures et les utilitaires représentant les trois-quarts des émissions des transports routiers.

Cela nécessite environ 400 TWh d'électricité, soit autant que l'actuelle production d'électricité nucléaire française, pour fabriquer cet hydrogène.

La seule solution réaliste serait donc le doublement de la production nucléaire...

Pour remplacer par de l'hydrogène « vert » tous les carburants (y compris dans les camions), il faudrait doubler la production électrique totale française, soit augmenter la production d'électricité d'environ 500 TWh à 1000 TWh...

Aujourd'hui, l'hydrogène industriel ne sert quasiment pas aux transports (et [pour longtemps encore](#)) car il est dangereux, coûteux, et surtout difficile à stocker et à manier.

Une petite moitié sert à fabriquer de l'ammoniac (NH<sub>3</sub>) pour produire des engrais azotés. [Une autre petite moitié sert dans les raffineries](#) pour retirer le soufre des carburants.

Consacrer de l'hydrogène au chauffage serait une aberration vis-à-vis d'une consommation directe de l'électricité par des radiateurs électriques ou des pompes à chaleur.

## Une utopie qui peut rapporter gros

La possibilité de remplacer les 3 milliards de tonnes de carburants consommés en 2019 dans le monde par de l'hydrogène « propre » n'est pas pour demain...

Toutefois, quelques scientifiques, techniciens et industriels (dont Total qui espère vendre du gaz pour succéder à la production d'électricité nucléaire) sont heureux de voir cette coûteuse fantaisie revenir à la mode. Ils espèrent se valoriser et s'enrichir sur le dos des Français dans cette impasse économique et technique qu'est l'hydrogène « vert ».

Le député du Vaucluse Julien Aubert aura beau avertir du risque hydrogène dans de [beaux articles cohérents](#), les écologistes ne voudront jamais faire de l'hydrogène avec du nucléaire puisque, dans leur tête, il est censé permettre de le supprimer !

C'est donc un jeu de dupes :

- les uns (pro-nucléaires) soutiennent l'hydrogène parce qu'il aura besoin du nucléaire pour produire régulièrement une grande quantité d'électricité nécessaire à sa production ;
- d'autres au contraire (anti-nucléaires) pour le « tuer » en résolvant techniquement et sans considérations économiques le difficile problème du stockage des énergies renouvelables intermittentes (ou fatalement variables de manière erratique...) ;
- d'autres enfin (industriels comme Air Liquide pour l'hydrogène et Total pour le gaz) afin de développer leurs activités sur de juteuses subventions.

Bien que le serpent de mer hydrogène « vert » se morde la queue, de puissants lobbies soutiennent son développement dans leur propre intérêt en surfant sur [des lois iniques](#).

## Le pont du gaz

Faire croire que [le gaz est un pont provisoire](#) dans la transition des énergies fossiles vers les 100 % renouvelables est un mythe débile (tout individu un peu sensé est bien d'accord, même chez les Verts). Mais lorsque le nucléaire aura été tué, il ne reviendra plus. Une fois installé, le gaz sera là pour longtemps, maintenu par le puissant lobby des gaziers à la manœuvre à Bruxelles, main dans la main avec leurs amis des renouvelables... qui rêvent d'hydrogène.

Total investit dans les renouvelables pour la garantie du profit sans risque pour ses finances pendant 20 ans grâce aux juteuses subventions. Peu lui importe le coût pour la collectivité puisque cette entreprise peut profiter du beurre et de l'argent du beurre. Après elle le déluge...

Comment lui reprocher cette intéressante combine alors que c'est l'État français qui lui propose ?

Si l'État lui offrait les mêmes avantages avec le nucléaire, Total investirait dans le nucléaire !

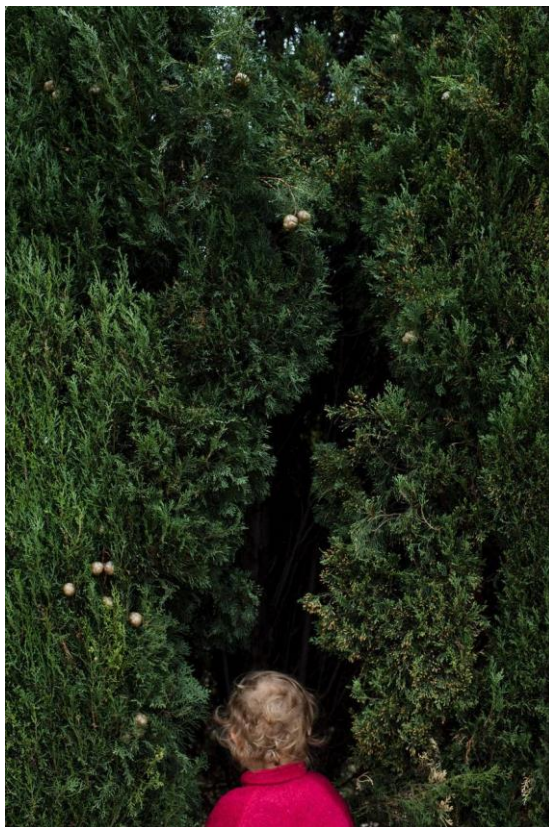
Les entreprises obéissent aux injonctions et aux incitations des politiques et elles s'arrangent pour en profiter. Qui pourrait leur reprocher ?

La folie du système devra cependant s'arrêter un jour. Reste à savoir quand et à quel prix ?

Les [coupables sont le gouvernement, les élus](#) et la presse qui préfèrent promettre aux Français un avenir radieux fondé sur l'hydrogène produit par du vent et du soleil plutôt que de regarder les réalités physiques en face.

## **La co-libération pour les blancs comme moi face au chaos climatique**

Posté le 9 octobre 2020 par Jem Bendell



J'ai déjeuné avec un ami suédois la semaine dernière. Autour de cafés et de ses cigarettes, nous avons parlé de ma prochaine conversation avec un formateur antiraciste. Il m'a parlé d'une fois où il était dans un restaurant et

attendait de rencontrer son psychologue. Avant cela, il ne lui avait parlé qu'au téléphone. Après avoir attendu environ une demi-heure, il pensait qu'elle ne viendrait pas. Puis une femme noire à laquelle il n'avait pas accordé beaucoup d'attention s'est approchée de lui et lui a demandé s'il était son client. En me racontant cette histoire, il est devenu évident que mon ami voit ses préjugés inconscients comme un mélange de gêne et d'autodérision comique, contenus par un enthousiasme pour apprendre et changer. Pendant le déjeuner, il était dans un espace sans jugement, où il se sentait bien d'admettre qu'il aurait probablement toujours des préjugés inconscients, et il est donc utile d'être ouvert pour en découvrir plus sur eux. Après tout, il s'agit d'un homme qui a été marié à une femme noire, tout en ignorant son psychologue dans un restaurant à cause de la couleur de sa peau. Nous avons convenu que, comme la plupart des gens, nous pourrions toujours faire preuve de préjugés raciaux inconscients.

Alors pourquoi ai-je rencontré un formateur antiraciste, a-t-il demandé ? Malheureusement, mes conversations avec mes amis comportent maintenant un peu de malheur, de sorte qu'ils peuvent apprécier ce que je pense et ce que je fais. Alors, autour d'un autre café, j'ai expliqué qu'en tant que témoin de la destruction de l'environnement et de la montée de l'éco-détresse, je réfléchissais à de nombreux problèmes. Je me suis posé des questions sur la nature de l'humanité et sur ma propre humanité. Parce que mes anciennes histoires de moi et de la société, dont je n'avais même pas conscience, ont été ébranlées. Elles sont ébranlées par la reconnaissance de la destruction de nos sociétés modernes et par un sentiment accru de ma propre mortalité et de celle de tout ce que je connais et aime. Il me reste le désir de redécouvrir ce qui est le plus important dans la vie et de vivre davantage en fonction de cela. Une autre raison pour laquelle je me suis interrogé sur la vie de façon nouvelle est que je veux savoir pourquoi nous nous sommes mis dans ce pétrin. Non seulement cela pourrait m'aider à donner un sens à tout cela, mais cela signifie aussi que je pourrais éviter de contribuer aux mêmes schémas de pensée et de comportement à l'avenir. Voilà donc ma nouvelle raison de m'engager plus qu'avant dans l'antiracisme et de m'interroger sur d'autres formes de séparation, d'altérité, d'exploitation et d'oppression, comme le sexisme inconscient.

"Donc vous repensez tout parce que vous anticipez l'effondrement. Mais pourquoi ne voulez-vous pas être raciste", a-t-il demandé, en allumant une autre cigarette avec ce que je croyais être un sourire enjoué. Je n'ai pas l'habitude de commander un dessert, mais bientôt une crêpe à la banane était en route. Après avoir trébuché sur mes raisons, il est devenu plus clair que je voulais réduire le racisme inconscient en moi pour quatre raisons principales. Étant donné que ma mémoire est encore pire après un grand repas, j'ai écrit mes raisons, ce qui signifie que je peux maintenant les partager avec vous ici, au cas où cela vous aiderait dans votre propre réflexion et vos discussions.

**Premièrement**, je veux éviter de faire du mal. Je ne veux pas être inconsciemment raciste parce que je ne veux pas faire de mal aux gens. Je réalise maintenant que le racisme peut être subtil et omniprésent, comme le démontre mon ami qui ne reconnaît pas son psychologue. J'ai appris que même le racisme subtil et inconscient peut être vécu comme traumatisant par les Noirs, les indigènes et les personnes de couleur (BIPOC), qui ont été blessés par le racisme tout au long de leur vie tout en étant douloureusement conscients des antécédents d'oppression.

**Deuxièmement**, je veux bénéficier de la connexion avec tous les gens. Cela signifie que je ne veux pas interagir avec les gens comme une marionnette de la culture dominante. Si mes schémas de pensée et de comportement signifient que j'ai des préjugés de quelque nature que ce soit (que ce soit sur la race, le sexe, la classe, l'âge, le

handicap, la nationalité ou même la taille), alors je ne suis pas ouverte à la connexion avec tout le monde. Cette "fermeture" signifierait que je passe à côté de l'opportunité de découvrir une immense diversité - en termes de visions du monde, de culture, d'opinions et de connaissances. Apprendre comment les préjugés raciaux inconscients existent en moi peut être un moyen d'apprendre comment toute forme de préjugé existe en moi, et donc de m'ouvrir davantage à la connexion. Pourtant, il y a une raison pour laquelle les préjugés raciaux sont particulièrement pertinents pour restreindre les connexions et les enquêtes importantes en cette période de perturbation croissante. Il s'agit de la façon dont les préjugés raciaux signifient que les gens peuvent considérer les expériences et les cultures des autres comme inférieures et donc non pertinentes pour comprendre leur propre culture et situation. De nombreuses communautés de personnes de couleur ont connu des bouleversements et un effondrement de la société pendant des décennies. Elles ont résisté et survécu. Grâce à une plus grande ouverture, nous pourrions commencer à apprendre davantage d'eux et devenir leurs alliés pour déterminer ce qu'il convient de faire ensuite. Leur histoire peut également être très instructive pour nous, étant donné les destructions apportées par le colonialisme puis la mondialisation impériale.

**Troisièmement**, je veux répondre à la vulnérabilité par la solidarité. Je constate que l'anxiété augmente chez de nombreuses personnes dans de nombreuses régions du monde, à mesure que les difficultés s'accroissent et que les vieilles histoires de sécurité, de progrès et de finalité sont bouleversées. Une partie de cette anxiété est liée aux conséquences directes et indirectes du changement climatique, tandis que d'autres facteurs ont également un impact, comme la réponse à la pandémie, avec une spirale d'inégalités et de précarité. Une vulnérabilité croissante peut également engendrer davantage de frustration et de colère. Par conséquent, les gens sont susceptibles d'entendre des histoires trompeuses sur la sécurité ou la responsabilité, ce que nous constatons chez de nombreux politiciens et commentateurs. Reconnaisant ces processus et la manière dont ils aggravent les difficultés, je veux faire partie d'une réponse alternative. Grâce à une plus grande affinité avec les personnes de couleur, je veux faire partie des communautés qui résistent aux messages qui encourageront les formes belligérantes de nationalisme et de fascisme. Tout simplement, je veux participer à une société plus gentille et plus juste, et ainsi me désengager des normes de comportement inutiles. Il est important de reconnaître que les personnes de couleur et les femmes sont plus susceptibles d'être économiquement défavorisées et de subir les conséquences actuelles du chaos climatique. Des centaines de millions de personnes souffrent aujourd'hui de la faim et des centaines de millions de personnes ont été déplacées, en raison des effets directs et indirects du changement climatique. La quasi-totalité d'entre elles sont des personnes de couleur. Leurs souffrances actuelles sont bien plus importantes que les perturbations et les éco-désastres que je connais. Ils ne seront pas aidés directement par moi ou par mon ami qui travaille sur nos préjugés inconscients, mais y prêter attention semble faire partie intégrante d'une réponse plus large à l'oppression systématique, qui peut également impliquer de soutenir la justice économique et une action humanitaire responsable.

**Quatrièmement**, avec d'autres personnes, je veux être libéré d'une idéologie qui cause des désastres. Les dimensions sexospécifiques et raciales de la souffrance liée au changement climatique sont dues aux formes historiques et actuelles d'oppression et d'exploitation. Si le racisme et le sexisme n'existaient pas, nous n'aurions pas eu le colonialisme. Si le colonialisme n'existait pas, nous n'aurions pas eu de capitalisme mondial. Si le capitalisme mondial n'existait pas, il est probable que nous n'aurions pas eu de sociétés industrielles de consommation fonctionnant à une telle échelle pour s'écraser dans les limites de l'environnement. Ou, pour dire les choses simplement, les gens comme moi auraient-ils accès à de la nourriture bon marché provenant du monde entier, alors que les producteurs de ma nourriture n'ont pas de telles options, si ce n'est que le racisme contribue à motiver et à justifier l'établissement de relations de pouvoir sur lesquelles les chaînes

d'approvisionnement et les finances contemporaines reposent ? Ma réflexion sur ces processus, et sur la culture de la modernité qui a intégré des hypothèses et des attitudes exploitantes et oppressives, a été un voyage dans la sociologie critique. C'est un domaine qui comporte de grands cadres pour décrire les schémas de pensée qui oppriment les autres : l'impérialisme, la colonisation, la suprématie blanche et le patriarcat. Mon voyage m'a conduit à tenter de résumer l'idéologie qui a permis une telle destruction. Cette idéologie est constituée de schémas normaux de pensée et de sentiments. Par exemple, l'hypothèse qu'il est bon d'être certain, ou que nous sommes autonomes dans nos pensées et nos actions. J'ai tenté cette synthèse car je voulais me désengager des schémas psychologiques qui, cumulativement, à l'échelle, ont entraîné le changement climatique et la dégradation de l'environnement.

En raison de ces quatre motivations pour ne pas être raciste, je soutiens les efforts visant à ce que toute communauté de personnes ait moins de préjugés. Si de telles communautés cherchent à être ouvertes à tous et à influencer les sociétés, il est encore plus important qu'elles s'attaquent à leurs préjugés inconscients. C'est pourquoi je suis heureux de constater que le dialogue stratégique mené par les volontaires du Deep Adaptation Forum (DAF) a identifié la diversité et l'inclusion comme un domaine clé pour les actions futures. Cette recommandation a conduit à la formation d'un cercle pour s'engager sur le sujet, et au lancement d'une formation antiraciste. C'est ainsi que j'ai eu l'occasion de discuter du racisme avec Nonty Sabic, qui dirige la formation antiraciste pour les bénévoles au sein du DAF.

En m'engageant sur le thème de l'antiracisme, j'ai ressenti une certaine résistance. Je me suis demandé si certaines personnes cherchaient à être considérées comme plus progressistes que d'autres et se livraient à des critiques improductives. Je me suis demandé si certaines personnes ne cherchaient pas à utiliser les questions de discrimination raciale et sexuelle comme arme pour provoquer des divisions et exercer le pouvoir, plutôt que d'être des alliés pour un changement significatif. Je me suis demandé si les efforts de lutte contre le racisme ne risquaient pas de saper l'identité de personnes qui se sentent elles-mêmes plus vulnérables et frustrées, y compris de nombreuses personnes d'origine européenne. Je me suis demandé si une partie de ce travail pouvait impliquer des sentiments de culpabilité inutiles ou un désir de punir. Je pense maintenant que toutes ces préoccupations sont importantes, mais qu'il ne s'ensuit pas que le travail antiraciste soit contre-productif pour le changement social. Cela signifie plutôt que nous pouvons faire des expériences et apprendre comment faire les choses correctement. Les "alliés blancs" ont un rôle clé à jouer dans ce domaine pour aider les personnes d'origine européenne à comprendre que ce programme est essentiel et qu'il ne doit pas être poursuivi de manière inadéquate. En tant qu'"alliés blancs", nous pouvons également nous rappeler les uns aux autres que si nous nous sentons ennuyés parce que les conversations n'évitent pas parfaitement les pièges que je viens de décrire, alors notre engagement en faveur d'une véritable solidarité signifie que nous n'agissons pas à partir de notre contrariété et que nous poursuivons le processus. En réfléchissant au fur et à mesure, nous pouvons trouver de nouveaux moyens de rendre ce programme plus attrayant, afin que les gens le reconnaissent comme un processus de "co-libération" à partir de modes de pensée et de comportement qui ne nous sont pas non plus utiles.

C'est un terme et un concept que je commence à trouver utile. Pour moi, la co-libération décrit une aspiration à notre libération des systèmes qui oppriment de manière différenciée toutes les personnes au sein des groupes dominants et marginalisés de la société. Elle inclut donc la co-crédation de notre liberté avec les personnes des communautés qui cherchent à éviter l'oppression systématique. Comme je mets en question ma propre culture qui a causé une telle destruction, le concept a un sens pour moi. En tant qu'Occidental blanc de la classe

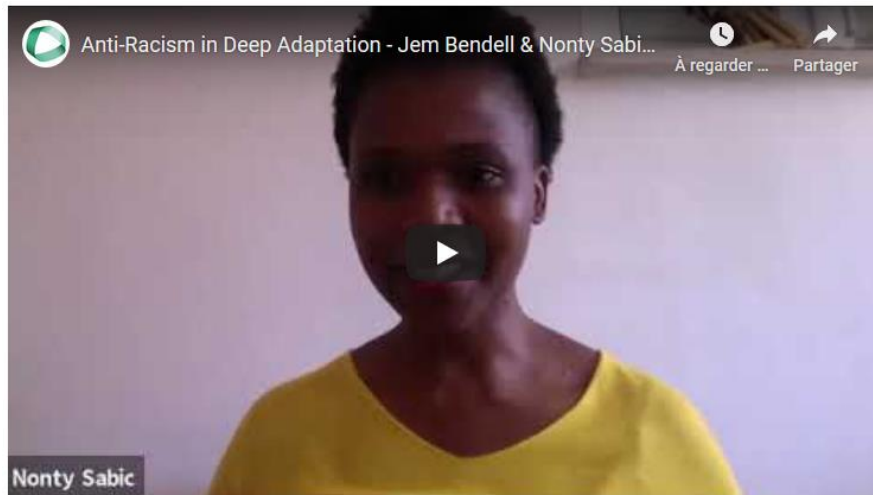
moyenne, j'en viens à ressentir la vérité palpitante que ma propre libération de l'oppression, où j'ai fait éclater les entraves culturelles à mon humanité authentique, nécessitera la perturbation et le démantèlement des systèmes de préjugés qui s'infiltrèrent à la fois en moi et dans tout ce que je vis - de la langue à la propriété et des émotions à la connaissance. Pour de nombreuses raisons, dont les quatre que j'ai décrites dans cet article, je choisis cette voie de la co-libération en réponse à mon éco-détriment et à mon sentiment de vulnérabilité croissants.

En approfondissant la question des préjugés inconscients et de leur lien avec les formes systématiques d'exploitation et d'oppression, je suis parvenu à une nouvelle conclusion sur leur primauté dans le changement social. Je ne considère plus les travaux visant à réduire les préjugés inconscients, à renforcer l'inclusion et la solidarité pratique contre l'oppression comme de simples "ajouts" aux mouvements et professions environnementales. Au contraire, ils constituent un point de départ. Si des personnes comme moi font l'expérience des avantages des privilèges, qui découlent en partie de l'oppression passée et actuelle, et choisissent de ne pas s'engager dans la perturbation et le démantèlement de l'oppression, alors nous sommes complices de sa poursuite. Ainsi, si une personne a le sentiment que ces questions sont une complication ennuyeuse ou gênante, plutôt qu'une occasion de co-liberté, cela peut être dû à un manque de conscience de - et de la part de - son identité privilégiée. Soit nous sommes pour la co-libération des préjugés et de l'oppression, soit nous n'abordons pas de manière cohérente le changement climatique et ses effets. Je me rends compte que de nombreuses personnes travaillant sur les questions climatiques pourraient considérer ces questions comme importantes mais distinctes. Cependant, si elles considèrent l'atténuation et l'adaptation au climat comme des problèmes essentiellement techniques, plutôt que d'avoir des racines sociologiques dans l'oppression, alors elles seront mal préparées pour les troubles et les luttes à venir. Ils pourraient être plus sensibles aux récits et aux initiatives en réponse aux perturbations et aux risques sociétaux, qui reposent sur le racisme et l'oppression. J'espère que davantage d'entre eux apprendront le contraire et deviendront ainsi des alliés naturels contre l'éco-fascisme futur. En même temps, je reconnais que j'aurai beaucoup à apprendre et à désapprendre, y compris de nombreux trébuchements en cours de route, en suivant un chemin de co-libération.

*J'espère que mes réflexions sur les raisons pour lesquelles les personnes ayant une identité privilégiée comme moi devraient s'engager dans des efforts de lutte contre le racisme comme élément central de notre réponse au chaos climatique vous seront utiles, alors que vous vous engagez avec d'autres sur cette question. Pour plus d'informations sur le travail du Cercle de la diversité et de la décolonisation, voir [ici](#).*

*Dans un article pour Open Democracy, j'ai abordé ce sujet comme l'un des principaux domaines de dialogue et de débat dans le domaine de l'adaptation profonde au chaos climatique. Je colle la section correspondante de cet article sous la vidéo suivante.*

*Vous pouvez regarder Nonty Sabic et je discute de ces questions ci-dessous.*



*Parmi les autres conversations enregistrées que j'ai animées, où nous avons examiné la lutte contre le racisme, la décolonisation et les raisons pour lesquelles l'anti-oppression peut être au cœur de l'action sur le changement climatique, qu'il s'agisse de le réduire ou d'y répondre, figurent Vanessa Andreotti, Skeena Rathor, Amisha Ghadiali et Elsie Luna.*

Voici un extrait de "Pour critiquer l'adaptation profonde, commencez ici", publié le 31 août 2020 dans openDemocracy.

Certaines personnes ont demandé si les personnes engagées dans l'anticipation de l'effondrement en général sont davantage axées sur leur propre vulnérabilité et leur survie à l'avenir que sur l'expérience de la souffrance des autres à l'heure actuelle. Il semble que de nombreuses histoires qui parviennent aux médias sur des ménages et des communautés ayant déjà anticipé un effondrement suggèrent qu'ils se concentrent sur la résilience hyper locale, qu'il s'agisse de la vie hors réseau ou de préoccupations concernant la sécurité personnelle. C'est l'image du "préparateur" qui apprend à faire pousser de la nourriture et à tirer. Je ne sais pas s'il s'agit là d'une représentation exacte de la diversité des personnes qui anticipent l'effondrement. Depuis des décennies, le mouvement des villes de transition implique des personnes qui se préparent à un effondrement de la société et leurs jardins potagers et leurs clubs de tricot sont probablement moins "médiatiques" que le préparateur de tir. Qu'en est-il donc du concept et des personnes impliquées dans l'"adaptation profonde" ? Le concept et le mouvement croissant visent explicitement à permettre et à incarner des réponses d'amour à notre situation difficile. Il s'agit donc d'un mouvement de paix alternatif à l'image des survivalistes qui se préparent au crime et aux conflits civils.

Si l'"effondrement" n'est pas seulement du domaine du concept, mais une étiquette pour certaines expériences difficiles dans le monde réel, alors argumenter sur le fait qu'il est bon pour les gens de communiquer à ce sujet pourrait être une forme de solipsisme. Notre tâche peut plutôt consister à donner un sens à notre situation de manière à décourager les approches défensives ou violentes et à encourager des réponses plus aimables, plus sages et plus responsables.

Avec cette intention en tête, on peut se demander si les discussions et les initiatives actuelles dans le domaine de l'adaptation profonde ne sont pas trop axées sur l'anticipation d'un effondrement futur plutôt que sur l'expérience

actuelle des gens en matière d'effondrement et sur les dommages permanents causés par nos systèmes actuels. Lorsque l'on examine la production d'inégalités, de pauvreté, de mauvaise santé mentale, de souffrance animale, de pollution toxique et de destruction d'habitat de notre système actuel, il y a de quoi critiquer et contester sans se concentrer sur les tendances et les probabilités futures.

Pour de nombreuses personnes et d'autres formes de vie, l'effondrement est une expérience actuelle qui résulte directement de la continuité des sociétés dont la plupart d'entre vous qui lisez cet article bénéficient. Elles connaissent des perturbations de grande intensité et des luttes pour la justice et la guérison. Il est important de noter que certaines personnes faisant partie des réseaux d'adaptation profonde ont été gravement touchées par les incendies de forêt, les dommages causés par les tempêtes, la hausse du coût de la vie et les répercussions d'une pandémie rendue plus probable par la dégradation de l'environnement. Cependant, la plupart des gens ne subissent pas encore les effets extrêmes des perturbations climatiques. Cela nous amène à la question de savoir si leur engagement dans Deep Adaptation permet aux gens de changer de manière à réduire les souffrances intenses, soit en réduisant leur complicité, en remettant en question les systèmes ou en soutenant l'action humanitaire. Certaines personnes qui jouent un rôle dans le domaine de l'adaptation profonde encouragent de telles réponses. Mais ce n'est pas l'objectif principal des personnes qui s'engagent dans cette discussion, qui ont tendance à être des personnes de classe moyenne dans les sociétés de consommation modernes. Néanmoins, il est possible de réduire les souffrances et les injustices quotidiennes de nos modes de vie actuels, tout en se préparant à l'effondrement de la société. Il s'agit d'une question d'accent, plutôt que d'un obstacle insurmontable.

Une question connexe est la diversité limitée des personnes engagées dans l'adaptation profonde à l'heure actuelle. Le concept a été publié en anglais depuis le Royaume-Uni et les principaux réseaux sont en anglais, on peut donc s'attendre à une prépondérance de personnes blanches. Cependant, cela signifie que les communautés qui émergent autour de Deep Adaptation peuvent fonctionner d'une manière qui n'est pas accueillante pour les personnes de couleur. Par exemple, l'accent mis sur le deuil, l'amour et la sagesse peut sembler quelque peu apaisant et minimiser les questions de complicité, de responsabilité, de justice, de réparation et de guérison. Ils peuvent considérer cela comme un moyen de dépolitiser un sujet pour le rendre attrayant pour les personnes moins opprimées ou moins concernées par l'oppression.

Un autre aspect de la diversité est la classe économique, à la fois dans et entre les pays. De nombreuses personnes ont du mal à gagner leur vie et ont peu de temps libre pour participer à des discussions sur des questions publiques ou pour faire du bénévolat. Cette situation s'aggrave avec la baisse des salaires et des conditions de travail dans de nombreux pays. S'engager dans l'anticipation de l'effondrement devrait-il leur être utile et si oui, comment ?

La question de savoir si les initiatives et les personnes de Deep Adaptation doivent chercher à impliquer activement des personnes qui ne sont pas bien représentées actuellement, ou si elles doivent chercher à compléter d'autres cadres et initiatives, est ouverte à la discussion. Les différents pays et cultures auront leurs propres concepts, phrases et lieux de discussion. Par exemple, en France, la "collapsologie" est devenue un domaine universitaire. Au sein de la DAF, il existe un groupe de travail sur cette question, et une formation sur la diversité est proposée aux plus de 100 volontaires. En outre, comme le concept et la communauté ont été associés à moi, un professeur britannique de race blanche, je quitte mon rôle dans les activités quotidiennes pour devenir membre d'un groupe diversifié de quatorze personnes qui fournissent des conseils sur demande.

Une question liée à la fois à la solidarité et à la diversité est le fait que nous évitons les schémas de pensée et les réactions émotionnelles qui ont créé notre situation difficile en premier lieu. Les concepts d'anti-patriarcat et de décolonisation sont liés à cette prise en compte plus approfondie des habitudes des gens en matière de privilèges et de suprématie. Dans le cas de l'adaptation profonde, cela soulève la question de savoir comment les gens peuvent éviter de faire de ce programme un programme essentiellement axé sur des solutions marchandes pour la douleur émotionnelle des privilégiés, par le biais de divers types de soutien thérapeutique. Une réponse à cette critique est de garder tout aussi libre que possible, mais cela peut aussi créer une dépendance vis-à-vis du patronage des riches donateurs, et donc des priorités fixées par les riches. Une autre réponse serait d'accorder beaucoup plus d'attention aux questions de complicité et de responsabilité, afin que nous soyons tous encouragés à reconnaître comment chacun d'entre nous répète les schémas de pensée et de comportement colonialistes et suprémacistes en raison de notre culture.

Ces questions sont toutes liées à une question plus large, à savoir dans quelle mesure l'Adaptation profonde pourrait ou devrait devenir un nouveau mouvement social qui cherche à obtenir des changements dans les relations de pouvoir au sein des sociétés. Certains critiquent les participants à l'Adaptation profonde pour ne pas avoir été explicites sur un tel programme, et le DAF pour ne pas avoir contribué à permettre la collaboration en vue d'un programme et d'une stratégie politiques. Cette situation s'explique en partie par les réticences antérieures à l'égard de la sensibilisation du public, décrites ci-dessus. Une autre raison est qu'au début, l'accent a été mis sur les changements internes et le développement de systèmes de soutien pour les personnes qui anticipent l'effondrement. Une troisième raison est qu'une grande partie de l'impulsion de l'action politique sur le climat a été canalisée vers et par la Rébellion d'Extinction, qui a été lancée à un moment similaire. Cependant, étant donné qu'une action collective par le biais des gouvernements locaux, nationaux et internationaux sera essentielle pour réduire les dommages causés par le dérèglement climatique, l'absence d'un programme politique clair de Deep Adaptation sera probablement une cause de critiques, de discussions et peut-être de nouvelles initiatives à l'avenir.

Si l'anticipation de l'effondrement donne lieu à des mouvements politiques, il faudra alors s'interroger sérieusement sur les endroits où l'on pourrait trouver des alliés influents et légitimes. Il est peut-être surprenant que ces alliés ne soient pas des membres de la profession environnementale. L'essai susmentionné critiquant l'adaptation profonde a reçu un soutien enthousiaste en ligne de la part de nombreux professionnels britanniques de l'environnement. Leurs commentaires sur Twitter indiquent qu'ils sont heureux de lire que la destruction de l'environnement ne signifie pas que leur propre société risque de s'effondrer. Cette réaction contraste avec le manque d'enthousiasme de ces mêmes personnes lorsque certains des plus grands climatologues du monde prédisent un effondrement de la société. Par exemple, lorsque le professeur de climatologie Will Steffen conclut que "l'effondrement est le résultat le plus probable de la trajectoire actuelle du système actuel".

Le fait qu'un si grand nombre d'écologistes britanniques aient approuvé les arguments de trois non climatologues en rejetant l'un des plus grands climatologues du monde, le professeur Peter Wadhams, pourrait soulever des questions sur leur attention à la situation. Si certains des plus grands climatologues ont raison sur la probabilité d'un effondrement, alors l'écocentrisme réformiste est désormais redondant et contre-productif. J'ai expliqué cela dans mon document original sur l'adaptation profonde, lorsque j'ai expliqué en détail comment le déni personnel et institutionnel au sein de la profession environnementale est un obstacle à l'exploration honnête de la situation de l'humanité. En manifestant récemment leur résistance à l'exploration de la possibilité d'un effondrement de la société, les éco-centristes montrent leur allégeance aux institutions actuelles de

l'économie, de la culture et de la politique. En tant que tels, ils sont une forme de "bois mort" qui étouffe la possibilité que cette époque soit un moment révolutionnaire dans l'histoire de l'environnementalisme. Cet effet de "bois mort" n'est pas seulement théorique. Par exemple, l'influence des principales ONG environnementales sur la possibilité d'un soutien des adultes aux jeunes grévistes climatiques a minimisé le potentiel d'une grève générale mondiale des adultes. Par conséquent, le secteur environnemental traditionnel continue de résister aux analyses qui invitent à une praxis révolutionnaire, avec les sacrifices et les risques personnels que cela impliquerait.

Où ce conservatisme du secteur environnemental laisse-t-il les gens à la recherche d'une stratégie politique pour anticiper leur effondrement ? Un socialisme libertaire révolutionnaire pacifique ou un communautarisme radical, poursuivi par un engagement dans la politique locale, peuvent être des options. Comment entamer cette quête ? Je me demande combien de lecteurs réguliers et de tweeters de OpenDemocracy risqueraient en fait de tout perdre, d'aller en prison, pour aider d'autres personnes à gagner de l'influence dans le changement de la société ? Le point de solidarité est que l'unité dans la lutte contre un ennemi commun est plus importante que le fait de se faire entendre pour son éthique. Malheureusement, la montée du populisme réactionnaire montre à quel point les classes progressistes bavardes se montrent politiquement inertes et freinent les efforts sérieux de changement.

## **Rêve impossible : Pourquoi la promesse d'un avenir alimenté par le vent et le soleil est complètement absurde**

par stopthesethings 11 octobre 2020



Le rêve d'un avenir entièrement alimenté par le vent et le soleil ressemble davantage à un cauchemar récurrent : chaotique et intermittent, dangereusement dépendant de subventions massives et sans fin et destructeur pour l'environnement, l'idée que des millions d'éoliennes industrielles géantes et des mers de panneaux solaires profiteront d'une manière ou d'une autre à la planète fait ~~mendier~~ la croyance.

Dans deux vidéos détaillées et bien conçues (la transcription apparaît en dessous de chacune), Jan Smelik démontre pourquoi l'affirmation selon laquelle nous sommes en bonne voie vers un avenir entièrement alimenté par le vent et le soleil est complètement absurde.

## L'impossibilité des éoliennes

YouTube

Jan Smelik 8 septembre 2020



Dans cette vidéo, j'essaie d'expliquer en termes simples pourquoi une production d'énergie à 100 % à l'aide d'éoliennes est impossible et irréalisable dans la pratique, malgré toutes les informations positives fournies par les défenseurs de l'énergie verte.

### Transcription

En raison du choix politique de réduire les émissions de CO2 des Pays-Bas, les technologies dites vertes sont actuellement largement utilisées. La biomasse a été mise au rebut parce que les gens se sont rendu compte que ce n'était pas vraiment vert. Mais qu'en est-il des principales autres sources d'énergie prévues, l'énergie éolienne et solaire ?

Je voudrais être bref sur l'énergie solaire. La quantité d'espace qu'elle prend est telle qu'elle ne peut jamais être utilisée à grande échelle. De plus, avec les panneaux solaires, le sol est complètement rempli, donc vous ne pouvez rien faire d'autre avec. Même les arbres ou les éoliennes ne devraient pas être là à cause de l'ombre. Et le fait que le soleil ne brille que pendant la journée est déjà problématique, mais à notre latitude, l'énergie solaire pendant les trois mois d'hiver ne fournit en fait presque rien. Si vous en dépendez à grande échelle, il faudrait pouvoir stocker de l'énergie pendant des mois.

C'est totalement irréalisable. Nous avons actuellement plus de 2 300 éoliennes dans notre pays et en mer, mais combien faut-il pour remplacer réellement toute l'énergie que nous utilisons actuellement par une production pauvre en CO2 ? Nous prenons la consommation actuelle d'énergie aux Pays-Bas en 2019, soit 2 440 pétajoules, car nous supposons qu'elle ne diminuera pas rapidement à l'avenir. La part de l'énergie électrique était de 379 pétajoules. Si on la convertit en kilowattheures, mieux connus, on obtient 106 milliards de kilowattheures. On

suppose qu'il s'agit d'éoliennes de cinq mégawatts chacune. De combien avons-nous besoin pour répondre à nos besoins en électricité ? Eh bien, cinq mégawatts, 5 000 kilowatts de puissance fournis théoriquement 5 000 fois 24 heures sur 24, 365 jours par an, équivalent à 44 millions de kilowattheures sur une base annuelle. Si nous divisons ce chiffre par la quantité d'énergie dont nous avons besoin, cela fait 2 420 éoliennes. Lorsque l'on place les éoliennes, il faut qu'il y ait une certaine distance entre elles, sinon la prochaine éolienne sera dans l'ombre du vent de la première.

En pratique, il faut cinq à six fois la hauteur de la première. Les éoliennes de cette puissance ont une hauteur de plus de 200 mètres et la distance entre elles doit donc être d'environ un kilomètre. Pour placer ces 2 420 éoliennes, il faut une surface carrée d'environ 50 par 50 kilomètres. Mais pour ce calcul, nous avons utilisé la puissance maximale pour ces turbines qui sont alimentées par un vent de force cinq et plus, sauf lorsque le vent est trop fort à partir d'un tel vent de force huit, elles sont éteintes pour des raisons de sécurité afin d'éviter les dommages et la surcharge.

La plupart du temps, il y a moins de vent et donc moins de puissance. **En pratique, les éoliennes fournissent environ 25 % de leur puissance nominale pendant l'année. Le nombre d'éoliennes doit donc être quatre fois supérieur pour produire une puissance suffisante.**

Cela porte le nombre requis à 9 680. Il faut pour cela une surface de 100 par 100 kilomètres. Malheureusement, nous n'en sommes pas encore là, car nous disposons maintenant d'une puissance suffisante en moyenne, mais pas en tout temps. Si le vent ne souffle pas assez fort, nous n'avons pas encore assez d'énergie. Pour cela, il est nécessaire de stocker temporairement de l'énergie car les quantités en jeu sont énormes, les batteries ne sont pas la solution pour l'instant.

Selon les penseurs verts, l'hydrogène est le moyen idéal pour cela. Ce que vous ne voulez pas entendre, c'est que dans le processus de conversion de l'électricité en hydrogène et inversement, la majeure partie de l'énergie est perdue lors de cette conversion. **Comptez la perte de plus des deux tiers de cette énergie dans la chaîne de conversion en hydrogène** : compression et stockage dans des réservoirs, puis reconversion en électricité. Par conséquent, nous avons besoin d'encore plus d'éoliennes pour compenser ces pertes. Si nous pouvons utiliser directement l'énergie produite 25 % du temps, nous devons compenser les deux autres pour sa perte.

Il reste donc environ 40 %, de sorte que le nombre d'éoliennes nécessaires s'élève à plus de 24 000. La surface nécessaire pour cela est d'un peu plus de 150 par 150 kilomètres. Jusqu'à présent, nous n'avons envisagé de remplacer que la quantité d'électricité nécessaire. Cependant, beaucoup d'autres énergies sont également utilisées, le gaz pour chauffer les maisons, le pétrole pour fabriquer l'essence et le diesel pour les transports, etc. Toutes ces formes d'énergie représentent ensemble jusqu'à 84 % de notre consommation totale d'énergie. Si nous voulons produire tout cela sans CO<sub>2</sub>, nous avons besoin de plus de six fois plus d'éoliennes. Cela nous amène au nombre astronomique de 157 000 et cela occupe une surface de 400 par 400 kilomètres.

Vous pouvez voir que même dans la partie néerlandaise de la mer du Nord, il n'y a pas assez de place pour cela, sans parler de l'espace requis par les nombreuses usines qui doivent convertir l'électricité en hydrogène, l'énorme champ de stockage rempli de réservoirs, sans parler des coûts astronomiques de ces 157 000 éoliennes.

En gros, les cinq mégawatts d'éoliennes que nous avons utilisés dans ce calcul ont coûté environ 5 millions d'euros, y compris l'utilisation du sol et l'installation. Au total, cela représenterait un investissement de près de 800 milliards d'euros sans les installations de production et de stockage de l'hydrogène et les centrales électriques pour le transformer ensuite en électricité, et toujours sans le réseau électrique, qu'il faudrait considérablement augmenter pour apporter toute cette électricité aux utilisateurs. À titre d'exemple, une jonction en mer avec le câble souterrain pour amener l'électricité à terre a coûté 7 milliards d'euros. Il reste donc encore plusieurs centaines de milliards à venir.

Pour ajouter à la misère, la durée de vie des éoliennes est de 20 ans en mer en raison du vent plus fort et du sel. Dans des conditions plus favorables sur terre, jusqu'à 30 ans. Ainsi, toutes les éoliennes que nous avons aujourd'hui et qui seront en place d'ici 2030 devront être remplacées d'ici 2050. Tous ces coûts se répéteront donc dans un laps de temps relativement court. Et je n'ai probablement pas besoin d'expliquer ce que cela signifierait pour la nature dans notre pays.

Les estimations varient, mais il est clair que chaque éolienne broie plusieurs dizaines d'oiseaux par an. Cela va donc se chiffrer en millions chaque année. Et en Allemagne, qui ne compte actuellement que 30 000 moulins à vent, on estime que plus de 100 000 chauves-souris sont tuées chaque année. Et en plus de cela, la catastrophe écologique qui se produit dans des pays comme la Chine et le Congo lors de l'extraction et du raffinage des matières premières nécessaires et rares.

C'est un fait bien connu dans les milieux environnementaux et politiques. Mais bien sûr, ces gens préfèrent ne pas en parler. Ils ont donc essayé de vous vendre des contes de fées à La Haye et à Bruxelles. Outre le fait que la solution dite verte n'a pas de prix, notre pays serait devenu totalement inhabitable.

Tout le pays et une grande partie de la mer du Nord seraient remplis d'éoliennes et de panneaux solaires. Six fois plus de lignes électriques à haute tension que ce que nous avons déjà, de grandes usines de production d'hydrogène, d'immenses champs de réservoirs d'hydrogène pour le stockage de l'énergie pendant des semaines et encore des dizaines de centrales électriques pour reconvertir cet hydrogène en électricité - tout cela est impayable et irréalisable.

*YouTube*



## **Climat ou environnement ?**

**YouTube**

**Jan Smelik 21 septembre 2020**



Le côté noir de l'énergie dite verte est quelque peu sous-exposé. Dans cette vidéo, j'essaie de mettre en lumière ce côté sombre.

### **Transcription**

De nombreuses mesures prises pour sauver le climat sont souvent au détriment de l'environnement. Les avantages des techniques vertes sont généralement largement mesurés et souvent exagérés. Je voudrais ici parler des inconvénients de l'énergie verte, qui sont pour la plupart sous-exposés. La biomasse est déjà sous le feu des critiques, maintenant qu'il est devenu évident que les forêts sont abattues à grande échelle pour elle. Si cela est fait au Brésil pour libérer des terres pour l'agriculture, toutes sortes d'organisations vertes sont sur le carreau. Maintenant que les forêts sont abattues pour la production d'énergie, c'est calme depuis un certain temps.

La consommation mondiale d'énergie est actuellement d'environ 13,5 milliards de tonnes d'équivalent pétrole, soit 567 fois  $10^{18}$  joules. Selon la FAO, il y a environ 500 milliards de tonnes de bois sous forme d'arbres dans le monde, avec une valeur thermique de 19 mégajoules par kilogramme, ce qui donne 9.5000 fois  $10^{18}$  joules d'énergie.

Si vous divisez l'un des deux, vous verrez qu'en 17 ans, vous avez déjà brûlé tous les arbres du monde pour répondre à ce besoin énergétique pas vraiment réalisable. Bien sûr, les véritables déchets biologiques peuvent être utilisés à petite échelle pour produire de la chaleur, mais ils ne peuvent donc jamais devenir une partie substantielle de notre approvisionnement énergétique.

Une autre forme de biomasse est la culture de plantes qui peuvent, par exemple, produire du pétrole ou de l'alcool. En soi, cela fonctionne bien, mais l'inconvénient est que cette terre ne pourrait pas être utilisée pour cultiver des aliments, ou bien elle est au prix de notre rare nature. Le pire exemple est celui des plantations de palmiers à huile sans fin qui ont été détruites pour de vastes zones riches de la jungle tropicale. Les inconvénients du biodiesel l'emportent clairement sur les avantages et maintenant, les organisations écologistes vous disent de ne même pas acheter de produits alimentaires contenant de l'huile de palme.

L'énergie solaire présente plusieurs inconvénients. La terre autour de l'éolienne est-elle encore utilisable pour l'agriculture ? Avec un champ rempli de panneaux solaires, vous ne pouvez pas faire beaucoup plus. Les précieuses terres agricoles ou la nature deviennent ainsi sans valeur. Des terres dont nous avons désespérément besoin pour des choses plus utiles. Les panneaux solaires ne devraient être autorisés que sur les toits. En ce qui concerne l'environnement, les panneaux photovoltaïques posent encore deux problèmes majeurs. La production nécessite de grandes quantités de terres rares qui sont actuellement produites d'une manière très polluante pour l'environnement. Au Congo, par exemple.

Les conditions de travail inhumaines et le travail des enfants se produisent également à grande échelle. Les pays occidentaux ont minimisé l'excavation de leurs propres matières premières, ce qui fait que nous, dans notre monde occidental propre, pouvons profiter du produit d'une destruction environnementale dans d'autres pays. Pas très vert. Et les mêmes substances qui finissent dans les cellules solaires posent des problèmes en fin de vie.

En raison de la construction d'un panneau solaire, les différents éléments sont difficiles à séparer, et la pratique actuelle consiste à les déchiqueter. Le verre et le métal sont recyclés, et les restes sont mis en décharge. De cette façon, les substances toxiques et nocives finissent dans l'environnement. Comme ces substances sont littéralement cuites dans des cellules solaires, le recyclage est beaucoup plus coûteux que la valeur des matières premières elles-mêmes. Il n'est pas rentable économiquement et donc souvent irréalisable dans la pratique.

La seule solution serait d'imposer cela au fabricant ou au propriétaire à la fin de la durée de vie. Les éoliennes posent des problèmes tout à fait différents. Tout d'abord, l'hexafluorure de soufre est utilisé dans leur électronique. Il est utilisé pour l'isolation, mais c'est un gaz à effet de serre très puissant et des milliers de kilos s'échappent dans l'atmosphère chaque année dans le monde entier.

Un problème environnemental plus important est l'abattage massif d'insectes, de chauves-souris et d'oiseaux. Des études allemandes indiquent que les éoliennes contribuent largement au déclin de la population d'insectes. L'odeur de grandes quantités d'insectes morts sur les pales des éoliennes attire les chauves-souris et les oiseaux qui ont ainsi encore plus de chances d'être touchés par les pales.

En Allemagne, avec seulement 30.000 éoliennes actuellement, on estime que plus de 100.000 chauves-souris sont tuées chaque année. Les chauves-souris sont capables d'éviter ces pales grâce à leur radar, mais à cause de la sous-pression derrière les pales du rotor, leurs poumons sont presque littéralement arrachés de leur corps. Une mort horrible.

Il est difficile de déterminer le nombre exact d'oiseaux tués. Les estimations varient considérablement, mais il est clair que chaque éolienne découpe plusieurs dizaines d'oiseaux par an, qui se comptent donc par millions chaque année. Un grand parc éolien a été mis en service dans la mer d'Irlande en 2017. Depuis, la population d'oiseaux a diminué de plusieurs dizaines de pour cent. Et ce déclin se poursuit année après année.

En outre, les générateurs des éoliennes contiennent de grandes quantités de terres rares pour, entre autres, les aimants puissants. Leur extraction et leur raffinage en Chine entraînent une énorme pollution de l'environnement. La construction des éoliennes nécessite de grandes quantités de matériaux, principalement de l'acier et du béton. En eux-mêmes, ces matériaux ne sont pas nocifs, et ils sont également utilisés dans la construction de centrales électriques. La différence, cependant, réside dans les quantités. Pour produire la même

quantité d'énergie avec des éoliennes, il faut plus de 10 fois plus de matières premières. Compte tenu de la durée de vie relativement courte de 20 à 30 ans par rapport à la centrale électrique classique, qui dure facilement 40 à 50 ans, elles doivent également être remplacées beaucoup plus tôt.

L'acier est bien sûr facile à recycler, mais les énormes socles en béton armé dans le sol sont presque impossibles à enlever. Néanmoins, il faudra trouver une solution.

Nous ne pouvons pas laisser des centaines de milliers de blocs de béton dans le sol en un siècle, tout comme les énormes quantités de lames qui seront jetées dans deux ou trois décennies. Il y en aura bientôt plusieurs dizaines de milliers. Et les lames sont en époxy renforcé de fibre de verre et sont très difficiles à recycler. En Amérique, elles sont maintenant souvent simplement enterrées. En outre, à proximité immédiate des éoliennes, tous les arbres sont souvent coupés pour permettre au vent de souffler librement. Vous avez déjà entendu parler de la protestation de la protection de la nature à ce sujet ? Parce que les bonnes places pour le vent se trouvent souvent sur les collines. De grandes routes sont régulièrement construites pour y permettre le transport. En retour, beaucoup de nature est endommagée.

Les infrasons subsoniques constituent un autre problème de sous-exposition. Il s'agit de vibrations inaudibles de très basse fréquence qui peuvent se propager dans le sol et rendre les maisons inhabitables. Mais en mer, elles perturbent également la vie sur place. Les dauphins et les baleines qui travaillent avec des sonars en souffrent beaucoup. Et sous l'eau, ces fréquences se propagent beaucoup plus loin et perturbent le stock de poissons.

Dans l'ensemble, l'énergie verte n'est pas si verte que ça et nous devons bien réfléchir avant de déployer ces techniques à une échelle encore plus grande. Après tout, les dégâts se poursuivront pendant des décennies.

Vous pouvez déjà constater qu'en raison des dégâts causés à notre environnement immédiat, la résistance à l'installation de générateurs d'énergie verte est de plus en plus forte. Donc, si nous jugeons nécessaire de sauver le climat, nous devons le faire de manière à laisser la nature intacte. Sinon, nous jetterons le bébé avec l'eau du bain.

**YouTube**



## Réchauffement climatique : ce que le trajet d'un bateau dit de l'état de l'Arctique

Par Arthur Carpentier LeMonde.fr



Jamais Le Boréal n'aura aussi bien porté son nom que le 8 septembre 2020, lorsqu'il a franchi le 85e parallèle Nord. Ce navire de croisière de la compagnie française Ponant est le premier de sa catégorie à dépasser cette latitude septentrionale extrême.

Mais le mérite de cet exploit n'incombe pas tant à l'équipage du paquebot qu'au réchauffement climatique. Car si Le Boréal a réussi à naviguer si près du pôle Nord, c'est parce que la banquise arctique a atteint sa deuxième plus petite superficie jamais enregistrée.

Le trajet réalisé par ce navire permet de constater l'ampleur du recul de la couche de glace arctique. Mais ce n'est pas tout. A la réduction de son étendue s'ajoute la disparition des glaces âgées de plus de quatre ans qui la composent, laissant place à des glaces plus jeunes, moins épaisses et donc plus fragiles.

Dans un rapport spécial consacré aux pôles, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) dresse un tableau inquiétant de la situation sous ces latitudes. L'Arctique est aux avant-postes du dérèglement climatique et le réchauffement climatique y est beaucoup plus prononcé qu'ailleurs. Une telle évolution en Arctique présage de conséquences sombres sur l'ensemble de la planète. L'accroissement de la fonte de la couche de glace pourrait ainsi avoir une influence sur la météo sous nos latitudes, accélérer le forçage radiatif de l'ensemble de la planète et participer à la montée du niveau des mers.  
(publié par J-Pierre Dieterlen)

## **Impact comparé du nucléaire et des renouvelables sur les émissions de CO<sub>2</sub>**

**Philippe Gauthier 6 octobre 2020**

En moyenne, les pays qui investissent lourdement dans l'énergie nucléaire demeurent plus fortement émetteurs de CO<sub>2</sub> que les pays qui s'engagent au même niveau dans la voie des énergies renouvelables. Il s'agit là de la principale conclusion d'une [étude publiée hier dans la revue \*Nature Energy\*](#). Les résultats tendent aussi à confirmer l'hypothèse selon laquelle il est difficile d'adopter à la fois le nucléaire et les renouvelables en raison d'une incompatibilité entre ces deux approches.



L'étude, dirigée par Benjamin K. Sovacool de l'Université de Sussex, en Angleterre, ne repose pas sur le récit d'expériences nationales diverses, mais sur une base de données couvrant 123 pays sur 25 ans (30 nucléaires, 117 renouvelables, avec un certain chevauchement entre les deux). Elle est divisée en deux périodes, de 1990 à 2004 et de 2000 à 2014, ce qui permet de mieux distinguer l'effet de l'émergence des renouvelables au XXI<sup>e</sup> siècle. Les données numériques sont traitées de manière à vérifier l'existence de corrélations, qui s'avèrent

souvent très fortes (valeur  $p$  inférieure à 0,05, voire à 0,001). Les résultats se présentent sous la forme de tableaux arides présentant les résultats de ces régressions, que je ne reproduirai pas ici.

Le travail visait à évaluer trois hypothèses. La première est que plus un pays a adopté le nucléaire, plus ses émissions de gaz à effet de serre sont faibles. La seconde est que plus un pays a adopté les renouvelables, plus ses émissions sont faibles. La troisième est que le nucléaire et les renouvelables ont du mal à cohabiter au sein d'un système énergétique national et que la domination de l'un retarde ou prévient l'adoption de l'autre.

## Hypothèse de la mitigation climatique nucléaire

L'idée que l'adoption de l'énergie nucléaire peut contribuer à la diminution des émissions semble aller de soi, puisque l'électricité d'origine nucléaire est peu carbonée. L'Agence internationale de l'énergie propose d'ailleurs d'en augmenter massivement la production pour atteindre 1 200 GW de capacité installée en 2050, ce qui représenterait une dépense de 4 000 milliards de dollars, supérieure aux autres investissements proposés.

Toutefois, l'étude ne trouve dans l'ensemble aucune corrélation démontrable entre une forte adoption du nucléaire et de faibles émissions. Ce résultat est vrai pour les deux périodes à l'étude. Un examen plus approfondi montre que le nucléaire réduit bel et bien les émissions dans les pays à PIB élevé, mais qu'au contraire il est associé à une hausse des émissions dans les pays à PIB plus bas. Gains et pertes s'annulent donc dans un bilan globalement peu concluant.

Bien que l'étude ne s'avance pas sur ce sujet, ces résultats sont moins étonnants qu'il n'y paraît. Plusieurs pays fortement nucléarisés sont également de gros utilisateurs de charbon pour leur production électrique. Pensons à la Russie, la Chine, les États-Unis et l'Inde, voire l'Allemagne avant 2010. L'exemple français est atypique.

## Hypothèse de la mitigation climatique renouvelable

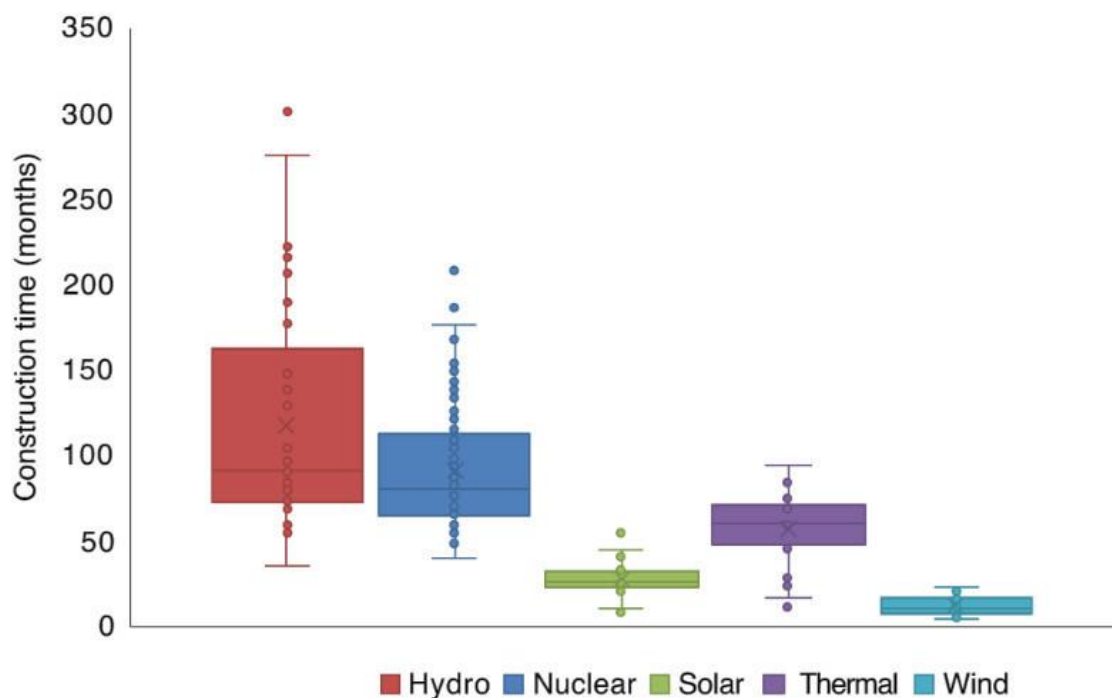
Cette hypothèse postule qu'une forte adoption des énergies renouvelables se traduira par une réduction des émissions. Plusieurs formes d'énergie renouvelables adaptées aux conditions locales sont possibles. L'étude montre que cette hypothèse est vraie quelle et que les émissions de CO<sub>2</sub> diminuent en fonction des investissements renouvelables quelle que soit la période étudiée et quel que soit le PIB du pays concerné.

## Hypothèse de l'effet d'éviction

Cette hypothèse postule que les pays investis dans le nucléaire sont moins investis dans les renouvelables et vice versa. Les chercheurs n'ont pas inventé cette hypothèse, souvent évoquée dans la littérature scientifique. Ce blogue a lui-même [déjà abordé le thème de ce « conflit systémique »](#) en 2018. Bref, les deux options auraient tendance à s'exclure mutuellement pour diverses raisons. Les pays nucléaires, par exemple, tendent à avoir des réseaux de transport électrique très centralisés, optimisés pour de la production électrique à grande échelle. Ces réseaux s'adaptent mal à la production électrique renouvelable, qui tend à être décentralisée et fortement distribuée sur le territoire. La réglementation et les structures financières favorisant de grands projets développés sur de longues périodes peuvent aussi ne pas convenir à des projets renouvelables de plus faible ampleur et mis en place plus rapidement.

L'étude confirme partiellement cette hypothèse de l'effet d'éviction. Il existe une corrélation négative entre l'importance du nucléaire et celle des renouvelables dans tous les pays étudiés, quel que soit leur PIB. Elle n'est toutefois statistiquement significative que dans les pays fortement engagés envers les renouvelables. Autrement

dit, les pays renouvelables ont fortement tendance à ne pas être nucléarisés, tandis que pays nucléarisés ont une approche un peu moins exclusive. Les chercheurs pensent que cela pourrait être relié à un chevauchement partiel, certains pays étant classés dans les deux catégories.



**Fig. 3 | Construction lead times and opportunity costs for nuclear and renewable power plants.** The mean construction time in months is shown for various sources of electricity supply, based on data from the literature<sup>47</sup>. The full range of the data is shown, with some nuclear reactors taking far more than 10 years (120 months) to construct. The dots represent actual data points for real construction costs from projects, and the whisker lines the maximum and minimum values without outliers. The central box shows the interquartile range including the median (line in the middle of each central box) as well as the upper and lower quartiles (the remainder of the box).

## Facteurs en cause et conclusions

Comment expliquer ces résultats plutôt défavorables au nucléaire? Les données recueillies par les chercheurs montrent qu'en moyenne, le délai de livraison est de 90 mois pour les projets nucléaires, contre 40 pour les projets solaires et éoliens. Seule l'hydroélectricité comporte de plus longs délais. Les projets nucléaires et hydrauliques sont plus sujets aux retards et aux dépassements de coûts que les projets renouvelables réalisés à plus petite échelle, qui permettent en outre d'obtenir plus rapidement de l'énergie décarbonée.

Les énergies renouvelables présentent aussi une courbe d'apprentissage positive où chaque projet complété diminue les coûts et augmente les performances des projets suivants. En comparaison, l'énergie nucléaire

montre une courbe d'apprentissage négative. L'étude cite nommément le cas de la France, où chaque nouvelle génération de réacteurs a impliqué des coûts à la hausse ou une moindre performance. Le renforcement des mesures de sécurité après chaque accident important (Three Mile Island, Tchernobyl, Fukushima) a fortement contribué à cette augmentation des coûts.

Les chercheurs regrettent le manque de granularité des données disponibles, qui les a forcés à amalgamer toutes les technologies nucléaires et toutes les technologies renouvelables en deux catégories peu différenciées. Il serait intéressant, selon eux, de pouvoir comparer diverses technologies de réacteurs nucléaires ou de pouvoir distinguer solaire et éolien, mais les données fournies par les diverses agences internationales ne sont pas assez détaillées pour réaliser ce genre d'examen. Les chercheurs regrettent aussi de ne pas avoir disposé de données permettant de pousser l'analyse au-delà de 2014.

L'étude conclut que les renouvelables présentent un bilan démontrable de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Le nucléaire présente un bilan plus mitigé, en raison de la nature différente des systèmes énergétiques où il s'inscrit. Enfin, les résultats tendent à confirmer l'hypothèse de l'exclusion mutuelle déjà largement évoquée dans la littérature scientifique. Selon les chercheurs, les pays qui pensent faire des gains en matière d'émissions en investissant dans le nucléaire risquent en réalité de renoncer aux **réductions encore plus grandes qui pourraient être obtenues par les renouvelables.**

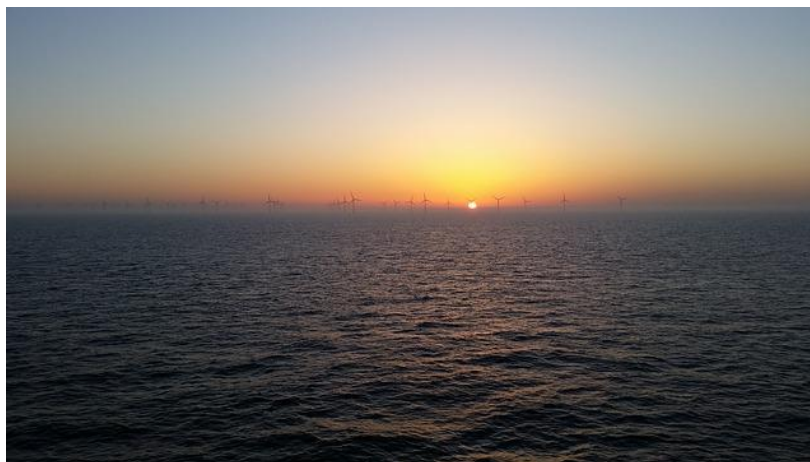
#### **Source :**

Benjamin K. Sovacool et al. [Differences in carbon emissions reduction between countries pursuing renewable electricity versus nuclear power](#), dans *Nature Energy*, 5 octobre 2020

## **La Grande-Bretagne a plus qu'assez d'air chaud**

**Tim Watkins 12 octobre 2020**

**THE CONSCIOUSNESS OF SHEEP**  
The storm is coming - will you be ready?



Les critiques du gouvernement britannique n'ont pas tardé à souligner que les 160 millions de livres promis pour lancer la transition de la Grande-Bretagne vers une électricité 100 % renouvelable étaient terriblement inadéquats. Par exemple :

*"Jonathan Bartley, co-chef du Parti vert, a déclaré : "Depuis des décennies, les Verts soutiennent que le Royaume-Uni est idéalement placé pour devenir un leader mondial de l'énergie éolienne terrestre et offshore... Cependant, le niveau d'investissement proposé par le premier ministre est loin de correspondre à sa rhétorique. Les 160 millions de livres sterling pour l'énergie éolienne qui doivent être annoncés aujourd'hui sont loin des 48 milliards de livres sterling que les analystes considèrent comme "nécessaires"".*

Les amis du gouvernement objecteront sans doute que les 160 millions de livres sterling sont destinés à "améliorer les ports et les infrastructures dans des communautés comme Teesside et Humber dans le nord de l'Angleterre, l'Écosse et le Pays de Galles pour augmenter considérablement notre capacité éolienne offshore...". La majeure partie de l'investissement proposé devra provenir des entreprises de production d'énergie et sera finalement payée par les consommateurs plutôt que par les contribuables (c'est-à-dire qu'elle aura un impact disproportionné sur ceux qui sont le moins en mesure de payer).

Ce n'est pas le plus gros problème d'une annonce du gouvernement qui, on s'en doute, a plus à voir avec le fait de gagner quelques points verts avant la conférence des Nations unies sur le changement climatique, reportée à Glasgow. Un problème plus important se trouve dans le communiqué de presse du gouvernement, qui explique cela :

*"...l'éolien offshore produira plus qu'assez d'électricité pour alimenter chaque foyer du pays d'ici 2030, **sur la base de la consommation actuelle d'électricité...**"* (C'est moi qui souligne).

Ce serait bien si l'objectif était que tout le monde puisse continuer à conduire des véhicules fonctionnant au pétrole, à cuisiner sur des plaques de cuisson à gaz et à chauffer sa maison avec un chauffage central au gaz. Mais, bien sûr, ce n'est pas le plan. Au contraire, par un processus qui reste à expliquer, tout le monde dans l'économie britannique qui s'effondre actuellement doit passer aux véhicules électriques, aux cuisinières et aux chaudières. Cela signifie que même les objectifs ambitieux du gouvernement sont bien en deçà de la capacité qui devrait être nécessaire d'ici 2030 et au-delà.

Cependant, la question de loin la plus importante se cache dans les détails techniques de la manière dont la future série de technologies britanniques de collecte d'énergie renouvelable non renouvelable sera financée par le biais de ce qu'on appelle les "Contrats pour la différence", un processus de mise aux enchères par lequel les entreprises énergétiques soumissionnent les unes contre les autres pour fournir la production d'électricité la plus rentable.

En théorie, ce processus de mise aux enchères devrait permettre aux entreprises énergétiques de développer un nouveau système d'électricité capable de fournir une électricité "ferme" 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 et 365 jours par an. Cependant, comme l'a rapporté Ross Clark du Telegraph le mois dernier :

*"Le gouvernement tente de résoudre le problème [intermittent] du manque de stockage de l'énergie par ce que l'on appelle les "enchères de capacité". Les offres pour les batteries, cependant, sont perdantes face à ce qu'on appelle la réponse à la demande".*

Alors que les médias de l'establishment étaient distraits par l'augmentation du nombre de personnes testées positives pour le Covid-19, les ministres du gouvernement et les régulateurs réfléchissaient tranquillement à la manière dont une future réponse de la demande pourrait fonctionner en pratique. Comme le rapporte Sarah Davidson dans *This is Money* :

*"Le gouvernement envisage de donner aux réseaux d'énergie le pouvoir de couper l'alimentation en énergie d'un ménage sans avertissement ni compensation pour les personnes touchées.*

*Une série de "modifications" au code de l'énergie intelligente ont été proposées par les autorités et devraient être adoptées au printemps prochain.*

*Ces modifications visent notamment à donner aux réseaux le droit de décider quand ils considèrent que le réseau est en "état d'urgence" et le pouvoir d'éteindre les appareils électriques à forte consommation tels que les chargeurs des véhicules électriques et les systèmes de chauffage central des foyers britanniques".*

En bref, selon Ross Clark :

*"... l'industrie de l'électricité a compris qu'il sera moins cher de ne pas se soucier de construire des batteries, mais plutôt de nous couper le courant lorsque le soleil ne brille pas et que le vent ne souffle pas. En ce qui concerne le marché de la capacité du gouvernement, un kilowattheure d'énergie économisé équivaut à un kilowattheure stocké".*

Cela ne se fera pas du jour au lendemain, car cela dépend du déploiement des compteurs intelligents de troisième génération. Elle renforce toutefois les avertissements que les détracteurs des technologies de récolte des énergies renouvelables non renouvelables - dont je fais partie - diffusent depuis des années. Le brillant avenir vert que les adeptes de l'énergie verte ont promis ne sera pas celui qu'ils espéraient. Nous n'allons pas simplement continuer à faire comme si de rien n'était en échangeant les combustibles fossiles contre le solaire et l'éolien. Nous allons plutôt connaître une révolution socio-économique dans laquelle chaque aspect de notre vie devra s'adapter aux pénuries d'énergie.

Les prévisions météorologiques vont devenir des informations essentielles. Alors qu'aujourd'hui, les prévisions météorologiques concernent des questions relativement banales comme le port d'un imperméable ou d'un parapluie, dans l'avenir qui nous attend, elles détermineront si nous pouvons travailler, faire les courses, faire la banque, conduire et éviter de frissonner dans le noir pendant l'hiver.

Ce dont le Royaume-Uni a désespérément besoin, c'est d'un investissement massif de l'État (car il ne viendra pas du secteur privé) dans la capacité de stockage. Mais voici le hic : cette capacité de stockage n'existe pas. Les batteries sont inadéquates pour équilibrer plus que l'intermittence à court terme. Elles ne peuvent pas équilibrer l'approvisionnement sur un mois, et encore moins sur un an (pensez à la différence de besoins énergétiques entre l'été et l'hiver). Mais le plus grand inconvénient de tout cela est qu'il ne reste pas assez de minéraux extractibles de la planète Terre pour construire l'infrastructure des batteries au cas où quelqu'un serait assez fou pour tenter de le faire.

L'avenir devra être un avenir où les gens feront moins et où les économies se réduiront et se relocaliseront... et jusqu'à présent, personne ne sait comment faire cela sans douleur.

## **Non, la "courbe de Kuznets environnementale" ne nous sauvera pas**

Par Jason Hickel, le 13 octobre 2020



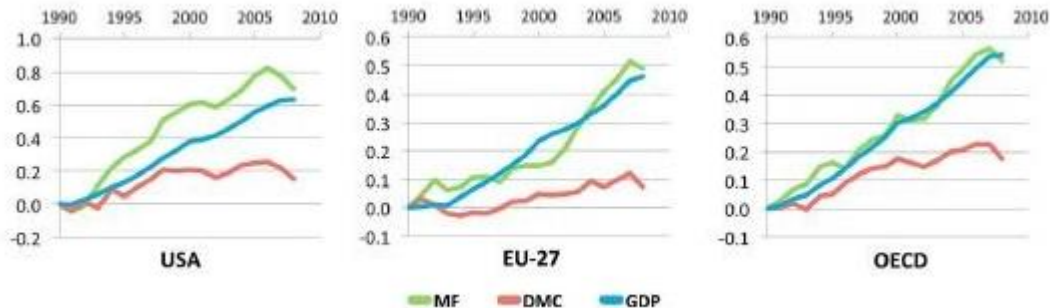
Un certain nombre de personnes m'ont demandé de répondre à un article qu'Andrew McAfee a écrit pour Wired, en faisant la promotion de son livre, qui prétend que les pays riches - et plus particulièrement les États-Unis - ont accompli le miracle de la "croissance verte" et de la "dématérialisation", en découplant absolument le PIB de l'utilisation des ressources. J'ai critiqué ici et ici les principales affirmations du livre, en soulignant que les données sur lesquelles il s'appuie ne sont en fait pas adaptées aux objectifs qu'il poursuit.

En bref, McAfee utilise des données sur la consommation intérieure de matières (DMC), qui comptabilisent les ressources qu'une nation extrait et consomme chaque année. Mais cette mesure ne tient pas compte d'une pièce cruciale du puzzle. Si elle inclut les biens importés qu'un pays consomme, elle n'inclut pas les ressources impliquées dans l'extraction, la production et le transport de ces biens. Les États-Unis et les autres pays riches étant devenus si dépendants de la production d'autres pays, cet aspect de l'utilisation des ressources a été commodément supprimé de leurs livres de comptes.

En d'autres termes, ce qui ressemble à une "croissance verte" n'est en réalité qu'un artefact de la mondialisation. Compte tenu de la dépendance de l'économie américaine à l'égard de la mondialisation, les données de McAfee ne peuvent être légitimement comparées au PIB américain et ne peuvent être utilisées pour faire des affirmations sur la dématérialisation. Si McAfee veut comparer le PIB à la consommation de ressources intérieures, il doit d'abord soustraire la part du PIB américain qui est dérivée de la production qui se fait ailleurs. Il ne le fait pas. Ce n'est pas non plus possible.

Les économistes écologiques sont conscients de ce problème depuis longtemps. Pour le corriger, ils utilisent une mesure plus globale appelée "consommation de matières premières", ou "empreinte matérielle", qui tient pleinement compte des matières incorporées dans le commerce. Lorsque nous examinons ces données, l'histoire change. Nous constatons que l'utilisation des ressources aux États-Unis n'a pas du tout diminué ; en fait, elle a

augmenté en même temps que le PIB. Il en va de même pour toutes les autres grandes économies industrielles. Il n'y a pas eu de dématérialisation. Pas de croissance verte. Et en effet, lorsqu'il s'agit d'utilisation excessive des ressources, les pays riches sont le plus grand problème - et non les sauveurs que McAfee laisse entendre qu'ils sont.



Dans cette nouvelle pièce, McAfee tente de se défendre avec une série de revendications qui soulèvent des questions intéressantes. Je vais y répondre brièvement :

**1. Premièrement**, McAfee souligne le fait que les nations riches ont réduit leur pollution atmosphérique. C'est la preuve, dit-il, de la courbe de Kuznets environnementale, où les impacts augmentent avec le PIB jusqu'à un certain point, puis commencent à diminuer à mesure que le PIB continue d'augmenter. Selon M. McAfee, "la courbe de Kuznets environnementale est une réfutation directe d'une idée fondamentale de la décroissance : les dommages environnementaux doivent toujours augmenter au même rythme que les populations et les économies. Il n'est pas surprenant que les partisans actuels de la décroissance discutent rarement des importantes réductions de la pollution de l'air et de l'eau qui ont accompagné une plus grande prospérité dans de nombreux endroits du monde".

En réalité, la bourse de la décroissance est pleine de références à l'EKC ; elle est largement reconnue. McAfee le saurait s'il s'intéressait à la littérature sur la décroissance. Nous notons cependant que l'EKC est connu pour ne s'appliquer qu'à une gamme limitée d'impacts (tels que la pollution de l'air). Il ne s'applique pas aux impacts tels que l'utilisation des ressources et de l'énergie, qui augmentent inexorablement avec la croissance économique (et qui sont, pour cette raison, le centre d'intérêt de l'analyse de la décroissance). Le caractère ponctuel de l'EKC est bien établi dans la littérature empirique (voir, par exemple, la récente étude de Stern, "The **Environmental Kuznets Curve** After 25 Years"). McAfee ignore ce fait afin de donner l'impression (comme dans la citation ci-dessus) que l'EKC s'applique universellement à tous les préjudices environnementaux. Il n'y a rien à gagner à passer en revue les nuances de la littérature sur l'EKC.

De plus, même lorsque la CSC s'applique, la littérature est de plus en plus claire sur le fait que ce n'est pas la croissance des revenus elle-même qui entraîne la réduction de la pollution (comme McAfee l'implique lorsqu'il dit que "la prospérité courbe la courbe") ; ce sont plutôt les interventions politiques, et plus particulièrement les limites légales. Le maire de Londres, Sadiq Khan, a massivement réduit la pollution de l'air de la ville au cours des deux dernières années. Est-ce parce que le PIB de Londres a soudainement augmenté ? Non, c'est parce que Khan, contrairement à son prédécesseur, a introduit des lois pour réduire la pollution de l'air. Cela aurait pu être fait des décennies plus tôt avec le même effet, quel que soit le PIB que la ville aurait pu avoir à un moment donné.

En effet, les conclusions de Stern sur la relation entre le PIB et la pollution sont dignes d'intérêt : "L'effet de la croissance économique sur la pollution est généralement croissant lui aussi... Les données montrent qu'au cours des dernières décennies, la croissance économique a augmenté à la fois les émissions et les concentrations de pollution, toutes choses égales par ailleurs [c'est-à-dire en contrôlant tous les autres facteurs]... Cela renforce les craintes initiales que la littérature sur les changements climatiques n'encourage les décideurs politiques à réduire à tort l'importance de la politique environnementale et à poursuivre plutôt la croissance comme solution". Et c'est exactement l'erreur que McAfee a commise.

Donc, oui, la pollution de l'air peut être découplée du PIB, avec la politique. Nous le savons depuis longtemps. Mais cela n'a rien à voir avec la question de la dématérialisation, qui est le thème central du livre de McAfee, et qui est l'affirmation spécifique que j'ai critiquée. Cela n'a pas non plus à voir avec le problème plus large de la dégradation écologique, ni avec la question plus large de savoir si la "croissance verte" est possible. En d'autres termes, oui, c'est une bonne nouvelle que la pollution de l'air diminue, mais ce n'est certainement pas un signe que tout est rose.

**2. Ensuite,** McAfee se penche sur les émissions de CO<sub>2</sub>. Il souligne que les pays riches ont réduit leurs émissions de CO<sub>2</sub>, même en termes de consommation, tout en continuant à augmenter leur PIB. Une fois de plus, ce fait est largement reconnu par les économistes écologiques, y compris dans la littérature sur la décroissance, et n'est une surprise pour personne (énergie renouvelable !). En effet, Giorgos Kallis et moi-même abordons ce point directement dans notre examen des données relatives à la question de savoir si la "croissance verte" est possible. Je l'ai répété à plusieurs reprises.

Ici, McAfee répond à la mauvaise question. La question n'est pas de savoir si le PIB peut être découplé du CO<sub>2</sub> (nous savons qu'il peut l'être), mais si cela peut être fait assez rapidement pour rester dans des budgets carbone sûrs tout en augmentant le PIB dans le même temps. Et la réponse à cette question est, hélas, non (voir ici et ici). Plus de croissance implique plus d'utilisation d'énergie, et plus d'utilisation d'énergie rend d'autant plus difficile de couvrir cette demande avec des énergies renouvelables. Les seuls scénarios qui parviennent à réduire les émissions assez rapidement pour nous maintenir sous la barre des 1,5 ou 2C (sans technologies spéculatives) impliquent une réduction de l'utilisation des ressources et de l'énergie (en d'autres termes, une décroissance). J'en parle plus en détail ici et ici. Cette revue de 2020 examine 835 études empiriques et constate que le découplage ne suffit pas à lui seul pour atteindre les objectifs climatiques ; il nécessite ce que les auteurs eux-mêmes appellent des scénarios de "décroissance". Le présent article de la revue Nature Sustainability arrive à des conclusions similaires.

La principale leçon à retenir est que moins nous utilisons d'énergie, plus il est facile d'opérer une transition rapide vers les énergies renouvelables dans le peu de temps qu'il nous reste.

**3. Ensuite,** McAfee se tourne vers les ressources (enfin !). Il remet en question les chiffres de l'analyse de l'empreinte matérielle. Il y a quelques points à éclaircir ici. Tout d'abord, McAfee confond délocalisation et importations. L'analyse de l'empreinte matérielle ne porte pas seulement sur les matériaux incorporés dans la production qu'une nation a délocalisée, comme semble le croire McAfee. Elle s'intéresse aux matières incorporées dans toutes les importations qu'une nation consomme (c'est-à-dire les matières impliquées dans

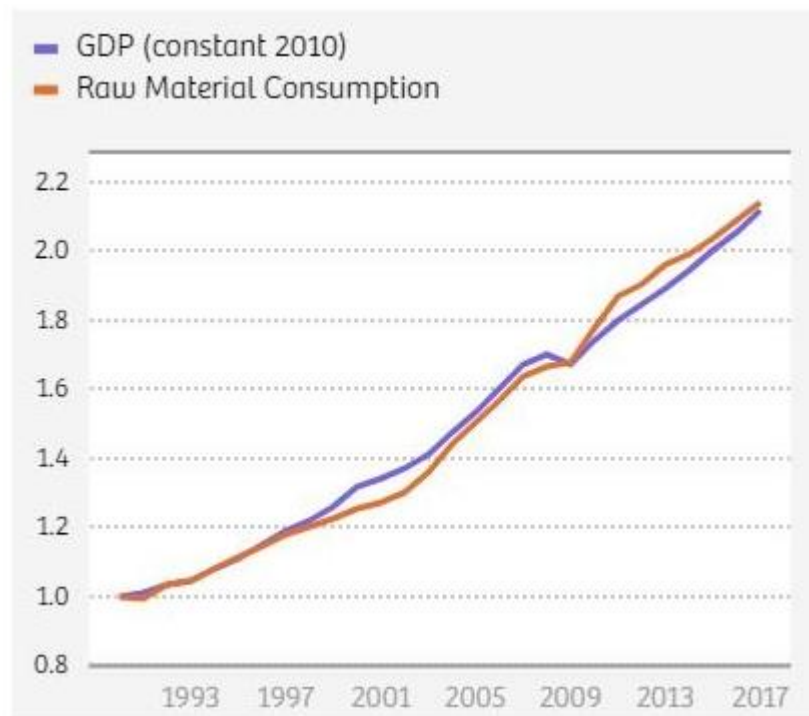
l'extraction, la production et le transport de ces importations). C'est pourquoi la MF aux États-Unis est en hausse, quelle que soit la part de son industrie qui est délocalisée à un moment donné.

Deuxièmement, McAfee note que les données sur la MF sont basées sur des estimations. Ce n'est guère une révélation ; en fait, c'est la seule façon de procéder, car les ressources incorporées ne peuvent être comptées directement. Mais il s'agit d'estimations sophistiquées, et les scientifiques des flux de matières améliorent leurs méthodes (et la disponibilité des données) chaque année. Est-ce parfait ? Non. Mais c'est ce que nous avons de mieux et, surtout, c'est la seule façon de comparer de manière significative l'utilisation des ressources au PIB. Là encore, la méthode de McAfee qui consiste à utiliser la consommation intérieure de matières à cette fin (qui est à la base de son livre), est illégitime. Par rapport à l'illégitimité, l'utilisation de données sur les MF constitue une amélioration considérable.

Troisièmement, McAfee est confus quant à la manière dont les empreintes sont réparties. C'est assez simple. La première étape est de comprendre que *les produits qu'un pays importe ne se matérialisent pas de nulle part*. Ils proviennent de mines et d'usines d'autres pays, qui impliquent toutes des ressources, et il faut en tenir compte. Ainsi, par exemple, si les États-Unis consomment des importations en provenance de Chine, l'empreinte américaine comprend les ressources impliquées dans l'infrastructure qui produit ces biens, proportionnellement à la part de l'économie chinoise qui est organisée autour de la consommation américaine (et, par la même occasion, une part des matériaux de l'infrastructure américaine est attribuée aux pays qui consomment les exportations américaines).

McAfee est contrarié par cette situation, et utilise cet exemple pour expliquer pourquoi : "si mes voisins m'apportent un gâteau la même année où ils rénovent leur maison, alors ma consommation de bois, de cloisons sèches et de tuyaux en cuivre augmente dès que j'ai une part." Cet exemple ne fonctionne cependant pas bien, car la rénovation du voisin n'a rien à voir avec la production de gâteaux. Une meilleure approche consiste à imaginer que McAfee achète son gâteau dans une boulangerie. Dans ce cas, les matériaux utilisés dans la boulangerie doivent absolument être comptés comme faisant partie intégrante du gâteau. Et si la boulangerie utilise plus de matériaux et d'énergie pour fabriquer ses gâteaux (par exemple, des fours plus grands et plus gourmands en énergie), alors oui, l'empreinte du gâteau augmente.

Bien sûr, si l'on veut éviter de recourir à l'analyse de la MF, on peut examiner l'utilisation des ressources mondiales (où le commerce est annulé) et la comparer au PIB mondial. Si nous le faisons, nous constatons que l'utilisation mondiale des ressources augmente, tout comme le PIB. **Il n'y a pas de dématérialisation, pas de croissance verte. En fait, l'économie mondiale est devenue plus matériellement intensive au cours des deux dernières décennies, et non moins. Et c'est un problème.**



*Le PIB mondial et la consommation mondiale de matières premières*

**4. Ensuite,** McAfee s'attaque à l'idée de limites écologiques, c'est-à-dire au seuil au-delà duquel l'utilisation continue des ressources commence à provoquer l'effondrement des écosystèmes. Les écologistes qui étudient les flux de matières ont proposé qu'un seuil supérieur sûr pour l'utilisation des ressources mondiales est d'environ 50 milliards de tonnes par an. Il ne s'agit pas d'un simple document, comme le laisse entendre McAfee ; des seuils similaires ont été proposés par un certain nombre d'universitaires, que Stefan Brinzeu passe en revue. Ces seuils sont-ils précis ? Non, ce sont des estimations. Et il n'y a pas de chiffre magique. Il est particulièrement difficile d'arriver à un seuil global unique, car beaucoup de choses dépendent du type de ressources, de technologies et d'écosystèmes concernés.

Les auteurs de cette recherche prennent soin de noter toutes ces incertitudes. Mais ils prennent également soin de noter que nous devrions considérer que 50 milliards de tonnes se situent dans la partie supérieure d'une fourchette de seuils. Donc, lorsque nous utilisons 50 milliards, nous sommes très généreux. Après tout, lorsque nous avons franchi ce seuil, en 1999, nous étions déjà en difficulté, en termes de perte d'habitat, d'extinction d'espèces, etc. Il suffit de regarder autour de soi, de faire attention à ce qui se passe sur la planète, et il est clair que, quel que soit le seuil de sécurité, nous l'avons franchi. Les choses ne vont pas bien.

Avons-nous besoin d'une meilleure science sur les seuils ? Absolument. Et M. McAfee sera heureux de savoir que ce domaine s'améliore rapidement. Les chercheurs commencent à distinguer différents seuils pour différents types de ressources, et commencent à prendre en compte l'évolution des écosystèmes. En fin de compte, nous aurons probablement besoin d'une analyse régionale plutôt que d'une analyse mondiale. C'est un domaine passionnant à observer. Mais tout cela n'a vraiment aucun rapport avec le sujet qui nous occupe. Le fait est que nous savons que l'utilisation des ressources est déjà trop élevée, et que nous devons la réduire.

Voici le fait crucial : il existe une relation forte et bien documentée entre les flux de masse agrégés et l'impact écologique (et les Nations unies estiment qu'elle est responsable de 80 % de la perte de biodiversité). Les flux de masse augmentent, et l'impact écologique augmente en même temps. McAfee tente de se défaire de ce constat désagréable en soulignant que nous ne savons pas à quel moment l'utilisation des ressources pourrait réellement provoquer l'effondrement des écosystèmes mondiaux. Et oui, c'est vrai. Nous ne le savons pas. Il n'est pas possible d'identifier précisément un tel point, pour n'importe quel impact, y compris le changement climatique. **Ce que nous pouvons dire, avec une grande certitude, c'est que les choses vont mal, qu'elles empiront et que la croissance économique est un des principaux moteurs du problème.**

Avec des écologistes comme McAfee, c'est là que la conversation est toujours fondatrice : **ils remettent en question la science sur les limites écologiques. Lorsqu'ils réalisent que la croissance verte n'existe pas et a peu de chances d'exister, la seule chose qui reste à faire est de se demander où se trouvent les limites.** Certains ont déjà essayé de nous faire rejeter les limites de 1,5C et 2C pour le réchauffement climatique (un argument que McAfee a fait sien). Il me semble que cela représente une attitude irresponsable envers la science.

En effet, dans une série de tweets, McAfee est allé jusqu'à laisser entendre qu'il n'y a pratiquement aucune limite à l'utilisation des ressources mondiales. L'utilisation mondiale de matières est maintenant d'environ 100 milliards de tonnes par an, mais c'est "insignifiant", a-t-il dit, par rapport au poids de la croûte terrestre, donc c'est bien ; il n'y a aucune raison de s'inquiéter... il n'y a pas de crise. De telles déclarations n'ont aucun fondement scientifique et trahissent une inquiétante ignorance du fonctionnement des écosystèmes de notre planète. Il n'y a pas un seul écologiste qui reconnaîtrait que c'est une revendication légitime.

C'est un geste étrange pour quelqu'un comme McAfee. S'il est tellement convaincu qu'il n'y a pas de limites écologiques, pourquoi se préoccupe-t-il de la dématérialisation en premier lieu ? Pourquoi s'embêter à essayer de découpler le PIB de l'utilisation des ressources ? Autrement dit, si McAfee est si désireux de célébrer une réduction supposée de l'utilisation des ressources aux États-Unis (ce qui est le but de son livre), pourquoi se retourner et nier effectivement qu'il est même important de réduire l'utilisation des ressources ?

\*

Bien sûr, McAfee fait ce dernier pas parce qu'il cherche des choses à attaquer plutôt que par conviction réelle. En fin de compte, il reconnaît que l'utilisation excessive des ressources est un problème, et il veut le réduire. Nous partageons cet objectif. Le problème est que les données empiriques montrent clairement que, contrairement à la pollution atmosphérique, l'utilisation des ressources n'est pas absolument découplée du PIB, et en effet, tous les modèles existants indiquent qu'un découplage absolu est peu probable, même dans des conditions de politiques fortes. Nous examinons ces preuves ici, mais la littérature s'est développée depuis : c'est-à-dire ici et ici... ce dernier document passe en revue 179 études sur le découplage publiées depuis 1990 et ne trouve "aucune preuve de découplage absolu des ressources à l'échelle de l'économie, nationale ou internationale, et aucune preuve du type de découplage nécessaire pour la durabilité écologique". Voici une méta-analyse de 2020 de toutes les données disponibles sur le PIB et l'utilisation des ressources, qui aboutit à la même conclusion.

En d'autres termes, nous savons que si la croissance n'exige pas de pollution supplémentaire de l'air et de l'eau, elle nécessite des ressources et une énergie intrinsèque supplémentaires. Cela a été vrai pour toute l'histoire du capitalisme, et cela ne montre aucun signe de changement. Pourquoi ? C'est une question importante, et elle a été explorée par un certain nombre d'universitaires, y compris ici, ici et ici.

Nous pouvons soit nier cette évidence, soit y faire face. Pour y faire face, il faut repenser la mesure dans laquelle nous devons poursuivre la croissance du PIB. C'est là qu'interviennent les bonnes nouvelles. M. McAfee déclare vouloir parvenir à "une vie plus longue et plus saine", en améliorant le bien-être et l'épanouissement des personnes. C'est son objectif. Et là aussi, nous sommes d'accord (ce sont deux objectifs que nous partageons). Mais pour une raison quelconque, McAfee part du principe que pour y parvenir, même les pays à revenu élevé, quelle que soit leur richesse actuelle, doivent continuer à faire croître leur PIB, de manière exponentielle, sans point final identifiable. Il s'agit d'une hypothèse non vérifiée ; il ne fournit aucune preuve de cette affirmation.

J'ai compris - j'avais l'habitude de tenir cette hypothèse aussi. La plupart des gens le font. Mais la bonne nouvelle, c'est que ce n'est pas vrai. Au moins 30 ans de recherche en économie écologique ont montré clairement que les pays à hauts revenus n'ont pas besoin de continuer à croître pour améliorer la vie des gens. Elles peuvent le faire dès maintenant, sans aucune croissance supplémentaire, simplement en partageant plus équitablement les revenus, les ressources et les opportunités et en investissant dans les biens publics universels. Ce sont ces interventions qui comptent. C'est ainsi que l'Espagne devance les États-Unis en matière d'espérance de vie de cinq ans et qu'elle obtient de meilleurs résultats que les États-Unis pour pratiquement tous les indicateurs sociaux, avec la moitié du PIB par habitant de ce pays. L'idée que les États-Unis doivent continuer à augmenter leur PIB afin d'améliorer les résultats sociaux n'est tout simplement pas étayée par des preuves.

Soit dit en passant, nous devons garder à l'esprit le problème de l'inégalité dans ce domaine. Selon la World Inequality Database, les 5 % les plus riches accaparent 46 % du PIB mondial total. Cela signifie que près de la moitié de toutes les ressources que nous utilisons et la moitié de toutes les émissions que nous émettons sont faites pour enrichir les riches. Dans quel monde cela a-t-il un sens sur le plan écologique ? Et pourtant, McAfee n'a jamais abordé cette question.

Une fois que nous avons réalisé que nous n'avons pas besoin de croissance pour atteindre nos objectifs sociaux, il est beaucoup plus facile de réduire l'utilisation des ressources et de l'énergie, d'effectuer une transition rapide vers les énergies renouvelables et de rééquilibrer notre économie avec le monde vivant. Nous devrions considérer cela comme libérateur. Et cette vision n'est pas anti-technologie. Au contraire, il s'agit d'éviter que nos gains technologiques (améliorations de l'efficacité, énergies renouvelables, etc.) soient submergés par l'effet d'échelle de la croissance (augmentation constante de la demande de ressources et d'énergie), afin qu'ils puissent apporter les avantages que nous souhaitons.

Venons-en maintenant au dernier point de McAfee : "mais ce serait une récession ! Et les récessions, comme nous le savons tous, sont terribles : les gens perdent leur emploi et leur maison, la pauvreté et les inégalités augmentent, etc. Personne ne veut cela ; et là aussi, McAfee et moi sommes d'accord (c'est la troisième fois). Mais voici ce que nous devons comprendre : les récessions sont ce qui se produit lorsque les économies dépendantes de la croissance ne parviennent pas à se développer ; c'est un désastre. C'est là qu'intervient la décroissance - pour résoudre précisément ce problème. La décroissance exige un tout autre type d'économie :

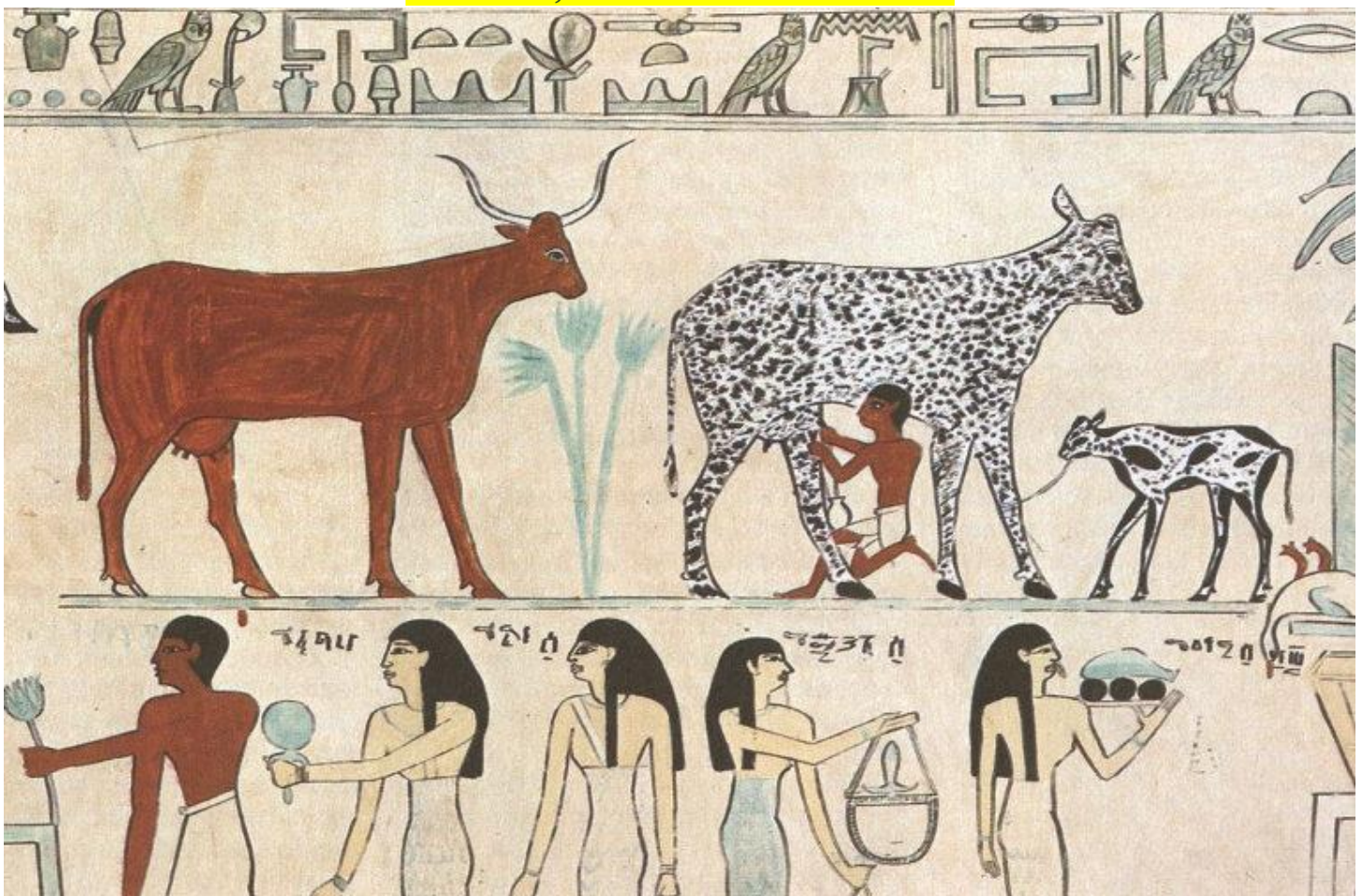
une économie qui n'a pas besoin de croissance au départ, une économie où nous pouvons réduire l'utilisation des ressources et de l'énergie tout en prévenant spécifiquement le chômage et en réduisant les inégalités. L'idée est d'allouer les ressources et l'énergie de manière plus rationnelle et plus démocratique, afin de permettre à chacun de vivre une vie florissante, en équilibre avec les écosystèmes dont nous dépendons. **<Idiotlogique>**

Au lieu de s'engager dans cette littérature, McAfee tente de rejeter la décroissance comme une récession. Pour être franc, c'est un argument de paresse et de mauvaise foi. Nous avons des mots différents pour ces phénomènes car, comme je l'explique ici, ils sont, à tous égards, des choses fondamentalement différentes. Vous ne pouvez passer à côté de ce fait que si vous ne lisez pas, ou si vous cherchez intentionnellement à induire en erreur ; dans les deux cas, c'est irresponsable. Donc, bien que je me réjouisse de l'engagement de McAfee, ce genre d'affirmation n'est pas utile et ne fait pas avancer notre compréhension collective. J'en appelle à McAfee : essayons de dépasser ce genre de choses et de nous engager plus honnêtement dans les travaux empiriques et théoriques qui ont été réalisés, afin de pouvoir avoir des conversations plus significatives. Si nous voulons atteindre nos objectifs communs, nous pouvons et devons faire mieux.

## **Qui est "nous" ?**

**Par Robert Jensen, publié à l'origine par Resilience.org le 13 octobre 2020**

**<Texte vide; il ne contient rien de concret>**



Note de l'éditeur : Robert Jensen, "Qui sommes-nous ? The Ecological Citizen, 4:1 (2020) : 57-61. (La version ci-dessous est légèrement révisée pour un prochain livre, The Perennial Turn, édité par Bill Vitek).

## Qui est "nous" ?

Nous, les humains, avons fait un gâchis de choses, ce qui est évident si nous faisons face à l'avalanche d'études et de statistiques décrivant les crises écologiques contemporaines auxquelles nous sommes confrontés. Mais même avec les preuves de plus en plus nombreuses des conséquences pour les gens et la planète, **nous ne nous sommes pas engagés dans un projet sérieux pour ralentir les dégâts que nous faisons.**

Une réponse raisonnable à ces déclarations est : "Qui est "nous" ? C'est-à-dire, qui exactement a fait un gâchis et qui n'a pas pris de mesures ? Qui est responsable des problèmes et des coûts ? Pour parler plus franchement, en empruntant à l'échange souvent cité entre le Lone Ranger et Tonto, "Que voulez-vous dire par "nous", homme blanc ?

Le Nord global - c'est-à-dire le capitalisme alimenté par les combustibles fossiles tel qu'il s'est développé en Europe - porte la responsabilité première des crises contemporaines, et ces sociétés n'ont pas réussi à remplir leurs obligations, ou dans certains cas même à reconnaître leurs obligations, de changer de cap. Et au sein de ces sociétés, ce sont les riches et les puissants qui portent la plus grande responsabilité dans les politiques destructrices.

Aujourd'hui, "nous" n'est pas tout le monde, également coupable. Mais si nous voulons un avenir humain décent - en fait, s'il doit y avoir un avenir humain - nous devons réaliser que la nature humaine - le carbone - est au cœur du problème, une réalité qui n'exempte personne.

Parce que cela semble dur dans un monde où la souffrance humaine est si importante et si inégalement répartie, permettez-moi d'être clair : mon argument ne minimise ni ne banalise cette souffrance, ni n'ignore les profondes défaillances morales et politiques qui l'exacerbent. Les stratégies pour une présence humaine durable doivent impliquer de tenir les riches et les puissants responsables des dommages causés, et de s'orienter vers une distribution plus équitable des richesses et des objectifs de pouvoir qui sont souhaitables indépendamment des réalités écologiques. Mais si ce réalignment était accompli, alors quoi ? Avec près de huit milliards de personnes et la plupart des infrastructures mondiales construites avec une énergie très dense et qui en dépendent, alors quoi ?

Il est tentant de croire que nous pouvons identifier les sociétés à faible consommation d'énergie du passé, ou les communautés du monde contemporain ayant des modes de vie à faible consommation d'énergie, et les reproduire plus largement. Il est tentant de croire que la rupture de la concentration des richesses et du pouvoir et l'élargissement du processus décisionnel démocratique conduiraient à des sociétés durables. Mais ces espoirs reposent sur une mauvaise compréhension du problème.

Nous devrions tirer les leçons des sociétés à faible consommation d'énergie et des expériences menées dans les sociétés actuelles, mais ces bons exemples ne proposent pas de programme pour passer de l'état actuel de la plus grande partie de la planète (haute énergie, non durable) à l'état où nous devons être (basse énergie, durable). Parce que personne ne peut imaginer à quoi ressemblerait un tel programme, les gens sont prompts à adopter un

"fondamentalisme technologique" qui prétend que nous pouvons continuer à des niveaux de haute énergie grâce à une combinaison magique d'innovation et d'énergie renouvelable, qui sont importantes mais ne peuvent pas maintenir le monde contemporain à flot.

Nous ne pouvons pas prétendre que les gens, s'ils sont libérés des systèmes sociaux hiérarchisés, pourront soudainement éviter facilement les confort et les plaisirs associés à l'énergie dense, auxquels les gens se sont habitués (dans les sociétés plus riches) ou auxquels d'autres aspirent (presque partout ailleurs). Si une grande partie de la consommation irrationnelle est motivée par la propagande capitaliste (c'est-à-dire la publicité et le marketing), les combustibles fossiles et les autres sources d'énergie facilitent également la vie des gens de nombreuses manières qui ne sont pas frivoles. L'évaluation des besoins des gens varie, mais la capture et l'utilisation d'une énergie dense pour le confort et le plaisir n'est pas un objectif unique des impérialistes et des capitalistes.

En bref, il n'y a pas de solutions, si par solutions nous entendons des moyens de soutenir tout ce qui ressemble au nombre existant de personnes à tout ce qui ressemble au niveau existant de consommation globale. Souhaiter que cela soit possible, simplement parce que les alternatives sont difficiles à imaginer - et encore moins à réaliser - ne le rend pas possible.

### **Encore une fois, pour souligner**

Afin de ne pas être mal compris : Nous vivons dans un monde où les niveaux de consommation d'énergie, d'exploitation des ressources, de production de déchets et de contribution globale à l'instabilité des écosystèmes sont radicalement différents. Cette répartition très inégale des richesses est le résultat des crimes du passé (en particulier, mais pas seulement, la barbarie des nations européennes dans leur conquête du monde au cours des 500 dernières années) et de la domination économique actuelle (lorsque les armées impériales rentrent chez elles, les entreprises privées continuent à exploiter les ressources et la main-d'œuvre, généralement avec la collaboration des élites locales).

La nature profondément insoutenable de l'activité économique humaine aujourd'hui est principalement le résultat d'un capitalisme d'entreprise transnational rapace. Parce que le capitalisme est, et a toujours été, un système de concentration des richesses, un nombre relativement restreint de personnes récoltent la plupart des bénéfices financiers de cette destruction écologique. En bref : le Premier Monde est riche, et une grande partie de la richesse du Premier Monde est concentrée dans les mains d'un segment relativement petit de la population de ces sociétés.

Certaines personnes qui bénéficient de ces arrangements se consacrent au maintien des systèmes hiérarchiques au cœur de l'économie non durable et de sa répartition injuste des richesses. D'autres personnes qui en bénéficient condamneront ces systèmes mais ne prendront aucune mesure pour les perturber. Et d'autres encore travailleront pour le changement. Nous devrions tous faire un auto-inventaire, aussi inconfortable que cela puisse être, pour évaluer honnêtement notre place dans ces catégories.

Je suis blanc, homme, né et élevé aux États-Unis, instruit, retraité d'un emploi professionnel - autant de réalités qui ont amélioré mes chances et réduit les obstacles. Bien que j'aie été un membre actif de divers mouvements pour la durabilité et la justice, je n'aurai jamais de réponse satisfaisante à un défi troublant : "Pourquoi n'en

avez-vous pas fait plus ? Et bien que je sois raisonnablement frugal et que je consomme moins que la plupart des gens de ma classe aux États-Unis, je ne me fais pas d'illusions sur le fait que je vis à un niveau durable.

Je le répète, encore une fois : Nous ne sommes pas tous dans la même situation, et cette inégalité au sein de la famille humaine ne doit jamais sortir de notre analyse. Mais lorsque l'on analyse les crises écologiques auxquelles l'homme est confronté aujourd'hui, je crois qu'il est important de parler d'un "nous" qui inclut tout le monde, sur les plans biologique, historique, philosophique et politique.

## Nous sommes une seule espèce

Premièrement, il ne devrait pas y avoir de controverse sur l'affirmation d'un principe antiraciste ancré dans la biologie fondamentale : Nous sommes une seule espèce, et bien qu'il existe des différences observables dans des domaines tels que la couleur de la peau et la texture des cheveux, il n'existe aucune différence biologique connue dans les attributs intellectuels, psychologiques ou moraux entre les populations humaines des différentes régions du monde. Il existe des variations individuelles au sein de chaque population humaine dans un endroit particulier (évidemment, les individus de chaque société diffèrent par une variété de traits) mais aucune différence significative entre les populations dans la façon dont les gens pensent, ressentent ou prennent des décisions. Là encore, nous sommes une seule espèce. Nous sommes tous fondamentalement le même animal.

Deuxièmement, bien que nous soyons une seule espèce, il existe des différences culturelles évidentes entre les populations humaines du monde entier. Si ces différences ne sont pas un produit de la biologie humaine, c'est-à-dire si elles ne sont pas le produit d'un groupe génétiquement différent d'un autre, en particulier d'une manière qui pourrait être qualifiée de supérieure ou inférieure sur le plan cognitif, alors le développement de cultures différentes dans des endroits différents doit être le résultat de la vie d'êtres humains dans des conditions matérielles différentes. Le type de mode de vie que les groupes humains développent découle des différences de géographie, de climat et de conditions environnementales. Les différentes réalités matérielles dans lesquelles les humains ont vécu façonnent les différentes formes de culture humaine.

Troisièmement, nous savons que nous prenons des décisions, individuellement et collectivement, d'une manière que nous ne comprenons pas et ne pouvons pas comprendre pleinement. Notre expérience du libre choix ne signifie pas que tous nos choix sont faits à 100 % librement. Sans tenter de résoudre le débat séculaire sur le libre arbitre, nous pouvons réfléchir à la façon dont nous en arrivons souvent à reconnaître que nos choix, que nous croyions avoir faits librement à un moment donné, ont été façonnés et limités par des conditions matérielles que nous ne pouvions pas comprendre à ce moment-là, et peut-être jamais pleinement. Si nous continuons à agir au jour le jour en nous fondant sur l'hypothèse du libre arbitre, nous devons également continuer à être attentifs à la manière dont le comportement est déterminé dans une certaine mesure.

Enfin, les implications de tout cela : Nous devrions condamner les actions non durables et injustes des autres et réfléchir de manière critique à nos propres contributions à des systèmes non durables et injustes. Nous devrions également étendre cette critique non seulement aux individus, mais aussi aux systèmes qui récompensent les comportements pathologiques et empêchent les comportements vertueux. Mais en pensant à l'histoire, nous devrions aussi reconnaître que tout groupe d'humains vivant dans les mêmes conditions matérielles se serait très probablement développé à peu près de la même manière.

C'est-à-dire qu'il n'y a rien de particulièrement spécial à propos de l'un d'entre nous ou d'un groupe de personnes.

Cette prudence est une façon d'étendre "là, mais par la grâce de Dieu, je vais" au-delà de l'individu, aux cultures. Cette phrase est issue du témoignage chrétien de la miséricorde de Dieu, mais je l'utilise ici de façon laïque : Si l'on a vécu une vie exemplaire, c'est très bien, mais il faut être conscient que la vie aurait pu être très différente si certaines des conditions matérielles dans lesquelles on a vécu étaient différentes. Pour ceux qui croient avoir accompli quelque chose et apporté une contribution positive au monde, c'est bien, mais c'est un rappel : Changez n'importe laquelle des conditions de notre vie, surtout dans nos années de formation, et peut-être nous serions-nous retrouvés à échouer au lieu de réussir. Cela ne signifie pas que nous n'avons aucun contrôle sur notre vie, mais simplement que nous n'avons probablement pas autant de contrôle que nous avons tendance à le supposer.

C'est vrai pour nous, individuellement et collectivement. Les conditions dans lesquelles une culture a émergé peuvent avoir conduit à des modes de vie écologiquement durables, mais ces modes de vie auraient pu être très différents si les conditions initiales avaient été différentes. Si la culture A a créé un mode de vie écologiquement durable et la culture B un système non durable, il est important de souligner les différences, d'approuver la culture A et d'essayer de changer la culture B. Mais si la géographie, le climat et les conditions environnementales d'où sont issues les deux cultures avaient été différents, à quoi ressembleraient A et B ? Nous y serions sans la grâce de Dieu.

Par exemple, toutes les cultures n'ont pas développé la technologie permettant de labourer le sol, de fondre les minerais ou d'exploiter les combustibles fossiles pour effectuer des travaux dans les machines. Les cultures qui ne disposent pas de ces technologies n'ont pas épuisé le carbone des sols, des forêts, du charbon, du pétrole et du gaz naturel au même rythme que les sociétés qui disposent de ces technologies. Si le développement de ces technologies n'était pas le produit d'une intelligence intrinsèquement supérieure - souvenez-vous, nous sommes attachés à un principe antiraciste qui découle de la biologie fondamentale - les forces qui ont conduit à la création de ces technologies doivent avoir été le résultat des conditions environnementales spécifiques dans lesquelles cette culture a évolué. De même, le faible taux d'épuisement du carbone qui résulte de l'absence de ces technologies ne peut être un marqueur d'une intelligence intrinsèquement supérieure, mais plutôt le produit de conditions environnementales. Dans un sens significatif, la trajectoire des gens et de leurs cultures est le produit de quel continent et de quelle région ils ont vécu (Crosby, 2004 ; Diamond, 1997 ; Morris, 2010).

## **L'humilité tout autour**

Reconnaître que les réalités matérielles façonnent nos vies n'absout personne, ni aucune société aujourd'hui, de la responsabilité morale des actions ou de l'absence d'action. Pour ceux d'entre nous qui détiennent une part disproportionnée de la richesse mondiale et qui sont responsables d'une part disproportionnée de la destruction écologique, la prise de conscience d'un certain niveau de déterminisme environnemental n'est pas un laissez-passer. Quoi que les gens aient su sur les conséquences écologiques lorsque les cultures d'aujourd'hui se sont développées, nous en savons aujourd'hui plus qu'assez pour agir sur ce que nos propres principes moraux exigent de nous : des modes de vie compatibles avec la durabilité écologique et la justice sociale. Si nous ne respectons pas ces principes, nous sommes à juste titre les cibles des demandes de mesures correctives.

Mais en essayant collectivement de trouver un moyen de sortir du gâchis que nous avons créé, l'attribution de différents niveaux de responsabilité pour ce gâchis n'est qu'une première étape. Aucune culture n'a de plan pour passer d'une société mondiale interdépendante et non durable de huit milliards d'habitants, à une société durable de faible consommation d'énergie, avec une population plus petite. Si les leçons tirées des sociétés à faible consommation d'énergie seront sans aucun doute précieuses, il n'y a aucun moyen d'inverser la tendance et de revenir aux conditions de vie d'une époque antérieure. L'innovation technologique et les énergies renouvelables joueront un rôle, mais ne peuvent remplacer les infrastructures d'un monde construit avec une forte densité de carbone. Briser l'emprise de la concentration des richesses sur la politique ne changera rien au fait que l'énergie dense facilite notre vie de nombreuses manières que la plupart des gens apprécient et ne voudront pas abandonner.

Dit autrement : La nature humaine est pertinente.

Les défenseurs de la justice sociale et de la durabilité écologique sont généralement nerveux lorsqu'il s'agit de parler de la nature humaine, étant donné que les capitalistes ont réussi à définir notre nature comme étant intrinsèquement cupide et intéressée. Les humains ont la capacité d'agir de manière avide et intéressée, bien sûr, mais les critiques du capitalisme soulignent que nous avons aussi la capacité de collaborer et de coopérer, ce qui fait également partie de notre nature - un élément crucial dans l'histoire de l'expansion humaine à travers le monde (Despain, 2010).

Ma préoccupation porte sur un autre aspect de la nature humaine, ce que nous pourrions appeler notre nature carbonée, une phrase qui nous rappelle que nous sommes à base de carbone comme toutes les autres formes de vie sur Terre. Qu'est-ce que la vie ? Quelle est la nature des êtres vivants ? Wes Jackson suggère que l'une des réponses est : "La vie est la ruée vers le carbone riche en énergie" (Jensen, 2021). Il est dans notre nature, comme dans celle de toute vie, de rechercher du carbone riche en énergie. Au fil du temps, les humains sont devenus extrêmement doués dans ce domaine, en maximisant l'extraction de tout le carbone sur lequel nous pouvons mettre la main. Les exceptions à ce schéma sont rares.

Faire face aux conséquences de cette recherche de carbone - un aspect de notre nature humaine - est désormais notre défi majeur. Notre plus grande réussite en tant qu'espèce est devenue notre plus grand échec. C'est un nouveau défi pour lequel nous n'avons pas de feuille de route. Aucune idéologie ou culture existante ne nous fournira un modèle pour faire face à ce qui nous attend.

Il est trop facile de dire qu'il est ironique que certains des endroits du monde qui ont le moins contribué au changement climatique vont souffrir le plus des perturbations climatiques. Il est trop désinvolte de constater que le monde n'est pas juste. Les réalités écologiques mettent à l'épreuve nos capacités d'élaboration des politiques et menacent de submerger notre imagination morale. Mais nous pouvons nous mettre d'accord pour ne pas nous cacher de ces réalités et aller de l'avant.

Renoncer à la domination du premier monde est un début, tout comme imaginer un monde au-delà de l'obsession du capitalisme pour la croissance et la consommation. La fin de ces systèmes est une condition nécessaire mais non suffisante au changement. Si nous commençons par prendre conscience de l'ampleur du changement nécessaire et de l'absence de plan, nous pouvons au moins être clairs sur la direction dans laquelle

nous devons aller. Et pour cela, il faut s'engager à être la première espèce qui devra s'imposer des limites, ce qui signifie un plafonnement du carbone que nous utilisons et un rationnement pour garantir l'équité (Cox, 2020).

Nos chances sont meilleures si nous adoptons une vision à long terme et réalisons que les problèmes auxquels nous sommes confrontés ne sont pas seulement la conséquence des 250 dernières années d'utilisation de combustibles fossiles ou des 500 dernières années de colonialisme européen. Nous devons remonter plus loin, aux origines de l'agriculture il y a 10 000 ans, la ligne de faille cruciale dans l'histoire de l'humanité, lorsque les hommes ont commencé à exploiter le carbone à des niveaux dépassant les niveaux de remplacement (Montgomery, 2012), en particulier lorsque les céréales (par exemple, le blé et le riz) étaient cultivées par des labours annuels qui perturbaient et dégradaient le sol.

L'agriculture ne s'est pas développée de la même manière partout sur la planète ; la géographie, le climat et les conditions environnementales ont fixé les paramètres dans lesquels les gens cultivaient. En particulier là où les cultures céréalières dominaient, la capacité à créer et à stocker des excédents a généré les hiérarchies qui ont produit de profondes inégalités sociales (Scott, 2017). Les excédents et la hiérarchie sont antérieurs à l'agriculture dans quelques endroits riches en ressources (Pringle, 2014), mais la domestication des plantes et des animaux a répandu cette dynamique à travers le monde, et l'agriculture a été le début de l'idée que ce sont les humains, plutôt que les forces écosphériques, qui contrôlent le monde.

Le "nous", c'est nous, l'Homo sapiens, le primate au gros cerveau. Les premiers agriculteurs, les premières fonderies de minerai, les premières personnes qui ont exploité les combustibles fossiles pour travailler dans des machines - tous ont contribué au gâchis dans lequel nous nous trouvons, mais sans connaître les conséquences de leurs actes. Nous pouvons dire de ces premiers chercheurs de carbone : "Pardonnez-leur, car ils ne savent pas ce qu'ils ont fait" (Luc 23:34).

Aujourd'hui, nous savons ce que nous faisons. La question est de savoir si nous pouvons tous faire face à ce qui nous attend sans détour et sans illusion.

## Références

Cox, S. (2020). Le Green New Deal et au-delà : Mettre fin à l'urgence climatique tant que nous le pouvons encore. City Lights.

Crosby, A. W. (2004) L'impérialisme écologique : The biological expansion of Europe, 900-1900 (2e éd.). Cambridge University Press.

Despain, D. (2010, 27 février). Les premiers humains ont utilisé la puissance du cerveau, l'innovation et le travail d'équipe pour dominer la planète. Scientific American. <https://www.scientificamerican.com/article/humans-brain-power-origins/>

Diamond, J. (1997) Guns, germs, and steel : Les destins des sociétés humaines. W.W. Norton.

Jensen, R. (2021) Prophétie des Prairies : L'esprit agité et implacable de Wes Jackson. University Press of Kansas.

Montgomery, D. (2012). Dirt : The erosion of civilizations (2e éd.). University of California Press.

Morris, I. (2010). Why the West rules-for now (Pourquoi l'Occident règne-t-il pour l'instant ?): Les modèles de l'histoire, et ce qu'ils révèlent sur l'avenir. Picador/Farrar, Straus et Giroux.

Pringle, H. (2014, 23 mai). Les racines anciennes du 1%. Science, 344(6186), 822-825. <https://doi.org/10.1126/science.344.6186.822>

Scott, J. C. (2017). À contre-courant : Une histoire profonde des premiers états. Yale University Press.

## **Le choix végétal, discutable ou fiable ?**

**Michel Sourrouille 13 octobre 2020 / Par [biosphere](#)**



Se mettre à la place d'un végétal, c'est probablement se sentir très seul dans un monde de fous : « Confectionner des chaussures, des canapés, des sacs avec un ventre, s'envelopper d'un pelage pour se réchauffer, manger un corps, le découper en morceaux puis le faire frire dans l'huile, est-ce possible que ces monstruosité aient vraiment lieu ? Cette tuerie gigantesque organisée, cruelle et impassible, mécanique, sans aucun remords, sans la moindre réflexion... Avons-nous perdu la tête ? » (Dernière phrase d'un article de Stéphane Foucart). **[Les commentateurs sur lemonde.fr](#) s'en donnent à cœur joie :**

**Le Dingue :** Ne confondons « manger de la viande » ou sans euphémisme « manger des animaux » avec « abattre les animaux » de manière indigne. Avec la philosophie Vegan (végétalienne) il faudrait faire sortir des milliers d'espèces carnivores du jardin d'Eden : tigres, ours, poissons par centaines, lézards de toutes tailles, grenouilles et .....tous les oiseaux !

**Buber :** Un peu fouillis cet article de Foucart car végétarisme et véganisme sont différents. Oui les humains ont toujours mangé de la viande et ont des dents adaptées pour ce faire—ce qui ne dit rien sur les quantités absorbées ni sur l'industrialisation de la mort. Oui les vegans doivent prendre des compléments alimentaires (vitamine B 12) et dépendent de la chimie pour leur équilibre alimentaire. Oui nous mangeons trop de viande rouge ce qui a un impact négatif sur l'environnement. Mais on peut être [flexitarien](#) avec un peu de viande, surtout blanche, dans son assiette.

**Hermès32 :** Qu'il faille diminuer fortement notre consommation de viande n'est aujourd'hui plus guère contesté par personne. Par rapport au véganisme il ne faudrait tout de même pas oublier deux choses : il y a un monde entre les élevages de poulets en batterie ou de porcs industriels et les pratiques de l'agropastoralisme où la nourriture bio donnée aux animaux (élevés en plein air) et leur bien-être sont des critères essentiels ; ce serait une grossière erreur de prendre les végétaliens pour des victimes, il ne faut pas oublier qu'il y a derrière ce mouvement des lobbys financiers très puissants qui avancent soigneusement cachés.

**Lucius V :** Sur les trois végétaliens que j'ai connus, une est revenue à une consommation très modérée de produits carnés et une autre au végétarisme pour cause de carences. Ce qui pour moi soulève surtout une inquiétude pour

les enfants nourris à ce régime. Pour le reste, entre un viandard invétéré et un végétarien, il y a des attitudes médianes bien que pour beaucoup de gens il n'y a que Paradis ou Enfer.

**Paco** : Végan/carnivore. Féminin/masculin. Capitale/territoire. Racisé/universaliste. Privé/public. Nordiste/sudiste. Régionaliste/jacobin. etc. Riches/pauvres, ah, ça non!!! Continuez à vous déchirer sur des parcelles, nous on s'occupe du reste : le pognon et votre exploitation.

**Citoyen Lambda** : Rien contre les végétariens du moment qu'ils n'essaient pas d'imposer leur conviction aux autres.

**Azerty** : Et combien de parents sont jugés pour nourrir leurs gosses aux burgers et au soda à les en rendre obèses ? Aucun, alors qu'ils sont bien plus nombreux. Et range, non?

**Citoyen étonné** : Et qu'est-ce qu'on fait avec le gentil petit chat de mémère, carnivore exclusif qui, passe ses nuits à pourchasser mulots et musaraignes, ou attend au pied du nid qu'un bébé mésange rate son envol ? On lui explique qu'il doit devenir vegan et changer son intestin ? L'animal humain lui est omnivore, et son intestin ne lui permet pas de digérer les fibres.

**Gaston** : de toute façon avec la démographie délirante de notre espèce le végétarisme deviendra la norme question de survie

## **M. Maxime Egger, Se libérer du consumérisme**

Michel Sourrouille 12 octobre 2020 / Par [biosphere](#)



Le système CPC, « Croissanciste, Productiviste et Consumériste » exalte l'illimité avec trois axiomes proprement délirants : technologique, (tout ce qui est possible, nous le ferons), économique (tout ce qui nous fait envie, nous l'acquerrons) et financier (tous les profits potentiels, nous les réaliserons). L'économie est devenue en elle-même sa propre fin et une forme de religion universelle. Avec son Dieu (l'argent), son clergé (les PDG), son credo (le libre marché), ses théologiens (les économistes), ses temples (les supermarchés), ses promesses (le bonheur), ses rites (le shopping), ses fidèles (les consommateurs) et ses tables de loi : rentabilité, compétitivité, libre-échange. De la santé à la spiritualité, en passant par l'éducation et jusqu'aux relations de couple, plus rien n'échappe à l'écorègne.

Les débats sur l'après-coronavirus (retour à la normale ou changement de cap ?) ont montré la prégnance de cette religion de la croissance. Ainsi cette position du Centre patronal suisse : « *Il faut éviter que certaines personnes soient tentées de s'habituer à la situation actuelle, voire de se laisser séduire par ses apparences insidieuses : beaucoup moins de circulation sur les routes, un ciel déserté par le trafic aérien, moins de bruit et d'agitation, le retour à une vie simple et à un commerce local, la fin de la société de consommation...* »

Alors que les collapsologues nous annoncent la fin de la civilisation thermo-industrielle, nous ne sommes pas disposés à en faire le deuil ; ce qui est à perdre apparaît trop important par rapport à ce qui pourrait être gagné, avec toute l'incertitude dont ce « pourrait » est chargé. Difficile donc de ne pas penser à cette prophétie amérindienne adressée aux Blancs, plus que jamais d'actualité : « *Lorsque le dernier arbre aura été abattu, que la dernière rivière aura été polluée, que le dernier poisson aura été pêché, alors seulement vous verrez que l'argent ne se mange pas.* »

(extraits du livre de Michel Maxime Egger, **Se libérer du consumérisme – un enjeu majeur pour l'humanité et la Terre** (Éditions Jouvence, septembre 2020). Une recension de ce livre a été faite sur le site des JNE,

## **ASPAS, protection de la nature sauvage**

Michel Sourrouille 12 octobre 2020 / Par [biosphere](#)



L'Association pour la protection des animaux sauvages (Aspas) avait [inauguré le 22 avril 2014](#), au cœur de la Drôme, la première réserve privée de vie sauvage. Objectif de ce lieu inédit en France : laisser la nature s'exprimer sans la moindre intervention humaine. Sont interdits la chasse et la pêche, l'exploitation forestière et agricole, l'élevage, les feux, les dépôts de déchets, le passage de chiens non tenus en laisse et même la cueillette. Seule la promenade non motorisée, sur les sentiers, est autorisée. Ce niveau de protection très élevé et unique en France correspond à la catégorie 1b (zone de nature sauvage) du classement des aires protégées, réalisé par l'Union internationale de conservation de la nature. *Le seul mode de gestion est la libre évolution.*  
**Bravo !**

En 2020 un [article du MONDE](#) titre : « Ils arrivent avec leur pognon et disent : écartez-vous, c'est nous qui allons sauver la nature ». Dans le massif du Vercors en 2019, l'Aspas a racheté 500 hectares, sa quatrième réserve de vie sauvage. L'Aspas avait fait appel à un financement participatif, *vous donnez 30 euros pour 200 mètres carrés d'un endroit où on va laisser en paix la faune et la flore*. Ce site était auparavant une réserve de chasse... où les animaux étaient nourris. Une manifestation a été organisée fin août 2020 pour dire « *non au ré-ensauvagement* » ; pourquoi ne pas faire confiance aux « autochtones » pour protéger ces espaces ? L'écologie est un combat, pour et contre s'affrontent [sur lemonde.fr](#) :

**G. Delaurens** : A lire les réactions, on comprend bien que l'homme n'est pas près à lâcher la moindre parcelle de terrain, et que la lutte pour la préservation des espèces n'est qu'un simulacre. Même le droit de propriété dans un pays légaliste ne garantit pas qu'on puisse empêcher l'influence humaine sur un territoire. Nous sommes juste bons à éliminer toute forme de vie évoluée en dehors de nos chiens, chats et espèces végétales « de rendement » !

**Ana** : l'ASPAS cit « On a toujours été dans une posture de combat ,donc on est un peu en mode bulldozer. » Ainsi parlait une Khmer verte.

**Mam** : 500 ha, c'est quand même pas le Yellowstone. Il faut une sacré dose d'intolérance au vivant pour ne pas supporter une part aussi infime de sauvage.

**Yolanda** : Je suis très engagée dans la défense des animaux et je n'approuve pas les méthodes de cette association. Pourquoi l'ASPAS s'oppose-t-elle aux éleveurs en pastoralisme, qui subissent déjà la pression immense de l'élevage intensif ?

**Thibaut** : Le droit de la propriété est sacré, non ? N'est-ce pas l'argument employé par les agriculteurs pour planter des OGM ou épandre des glyphosates ? N'est-ce pas l'argument employé par les châtelains pour justifier leurs chasses à courre ? Et bien voilà... Les écolos font ce qu'ils veulent chez eux :o)

**Revers lifté** : De jeunes écolos enfants de bonnes familles, friqués et arrogants, viennent satisfaire leurs fantasmes sans aucun dialogue avec les gens du coin mais en décrétant ce qu'il faut faire et ne pas faire ! On comprend l'opposition des agriculteurs, éleveurs, forestiers...

**DFL** : Si les agriculteurs et les chasseurs avaient sauvé la nature, on s'en serait aperçu depuis un bon moment

**Toto** : Le dogmatisme d'écolos venus d'ailleurs, c'est quand même effrayant...

**Jean Claude Grange** : Quelle plaisanterie ! Combien de centaines de milliers d'hectare a-t'on bétonné pour construire des zones commerciales avec partout les mêmes hangars en tôle et de gigantesques parking en bitume, qui ont littéralement défiguré le paysage français et contribué à la perte de biodiversité. Et on vient se plaindre pour 500 hectares, qui n'est vraiment pas une grosse surface ?

**Pierre-marie** : Quelle tristesse et quelle incompréhension du bon fonctionnement des milieux façonnés par l'homme depuis la fin de l'âge glaciaire... Le « rien faire » n'aboutit pas au « retour » enchanteur à la « nature en équilibre »... C'est la ruine de systèmes riches et complexes, en permanente évolution avec l'homme... Un peu comme un potager qui se transforme en friche où les ligneux étouffent les 3/4 de la vie. La flore des prés fauchés sera étouffée. Les arbres (qui ont toujours été cultivés par l'homme) vont dépérir... Un appauvrissement.

**CDA** : Non, Les arbres n'ont pas toujours été cultivés par l'homme : à l'origine, la nature est sauvage et des milliards d'années d'évolution prouvent suffisamment qu'elle n'a pas besoin de « façonnage » pour prospérer. Un champ cultivé est un système beaucoup moins riche et complexe qu'une forêt primaire. Pierre-Marie confond biodiversité et jardinage. Un petit bout de terrain, ce n'est pas un retour à avant l'intervention de l'homme, pour ça c'est trop tard. Les agriculteurs et les chasseurs doivent comprendre qu'ils n'ont plus le monopole sur ces espaces non urbains et qu'il y a d'autres visions que les leurs pour leur devenir.

## **NOUS AVONS BIEN ATTEINT LE NIVEAU DU KRACH VI : "DÉDENSIFICATION" QU'ILS DISENT...**

12 Octobre 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND



[A Roubaix](#), donc, on va dédensifier.

Facile et petit bras, l'immobilier n'y vaut rien et en plus est pourri, et la population se barre. Le lot des villes [ouvrières](#)/désindustrialisées et paupérisées. En plus du vote RN. Ou Trump.

Dédensifier est aussi un gros mot, parce que ça va contre le dogme de croissance.

Le second problème est que certaines villes sont des repoussoirs de "classes moyennes", lire classes populaires qui veulent pêter plus haut que leur cul. La vraie appellation, ça serait d'en avoir une pour le bas de l'échelle sociale, comme il existe celle de "pauvre blanc" aux USA.

Les promoteurs veulent "sécuriser" leurs investissements, par un % de logements sociaux, alors que les dits logements sociaux, il n'y a que ça dans certaines villes...

Les zones rurales ont déjà vu ce genre de phénomènes. Des maisons qui valaient 3 sous rachetées et démolies par les agriculteurs restants. Des villages dont on a perdu la trace.

En réalité, là aussi, on a des phénomènes de dépassement des ressources et des intrants. Les derniers quartiers lancés, pourtant récent, sont souvent malades dans les villes en décroissance. Pas de demandes, une population "déportée", des habitats qualifiés d'indignes pour masquer l'échec, c'est le lot de bien des villes, grandes, moyennes ou petites.

Là aussi, nous avons bien atteint le niveau du krach.

Chez ceux chez qui "l'immobilier ne peut baisser", le coup de tabac atteint d'abord l'immobilier de bureau. Pour l'habitation, les décervelés à bac + 5 sont encore sous l'ancien régime. Ça ne peut baisser.

Cela me fait penser à la classification des officiers en cas de guerre. Il y a ceux qui finissent avec une balle dans le dos, et ceux que leurs hommes suivraient en enfer. En général les seconds apparaissent quand les premiers ont disparu.

La dédensification touche d'ailleurs certaines communes rurales qui ont la chance d'avoir un maire doté d'un cerveau.

Souvent, d'ailleurs, un certain nombre de villes deviennent des asiles de cas sociaux. Et [certains quartiers](#) un mix, habitants riches/pauvres, mais sans mixité sociale. Ils coexistent sans se mélanger.

Le plus important à noter est que les aires métropolitaines actuelles ne sont pas viables à terme et qu'elles ont commencées leur déconstruction.

## **NOUS AVONS BIEN ATTEINT LE NIVEAU DU KRACH VII : LE KRACH AERIEN**

[British airways](#) tournerait plutôt à "tragic airways", la firme avoue être dans une sale posture. " Le Covid-19 a "dévasté" l'entreprise et le secteur". Non ? Nous aurait-on menti ?

Et puis, c'est évident qu'on remplace un "bon capitaine", qui n'a pas faibli pendant la tempête. J'ai juste, là ???

En France, on refait le coup de la reconversion des salariés du secteur aéronautique, qui occupe entre 300 000 et 450 000 personnes en France.

La ~~baise~~, pardon, baisse d'activité atteint 66 % (seulement ? Nous mentirait-on ???), p'têt en comptant tous les vols vides, ou ceux annulés faute de com-battants.

[Les revenus](#) vont diminuer de 50 % et la perte atteint les 84.3 milliards d'euros, ce qui conduit à se rouler par terre quand on compare à celle annoncée il y a quelques mois... Les dirigeants étaient des clowns.

Seul l'activité cargo baisse moins, mais baisse quand même; - 20 %.

Comique de situation, en 2021, l'activité devrait toujours de l'argent, mais "moins".

Pour ce qui est du [personnel aéroportuaire](#), il peut se reconvertir dans d'autres activités de transports. Le personnel industriel, lui, peut être utilisé à faire autre chose, les idées ne manquent pas. Mais c'est tellement plus simple d'avoir un ou deux gros clients à grosse série... (Loi de Pareto). Il y aura donc des licenciements, des pré-retraites et des salariés qui resteront sur le carreau, et des villes arrogantes qui perdront cette arrogance.

## **NOUS AVONS BIEN ATTEINT LE NIVEAU DU KRACH : LES ACTIVITES DE LOISIRS...**

[Le fouteballeuh](#), activité aussi inutile que les stars qui l'animent, sont bien payées et pourrait disparaître totalement. En effet, passé le temps où c'étaient les boeufs, les supporters, qui alimentaient les trésoreries. Les

recettes de billetterie sont désormais très basses, sinon marginales : 20 %. Nous pouvons donc dire que les salaires des branquignols devront baisser de 80 %.

[Il y a belle lurette](#) que les dirigeants ne savent plus diriger des clubs avec aussi peu de moyens.

Mediapro devrait avoir 3.5 millions d'abonnés, ce qui est impossible pour une chaîne aussi chère, et n'ayant rien d'autres à proposer.

[30 000 bars et restaurants](#) devraient logiquement faire faillite aussi, donc bientôt, si vous voulez ouvrir un restaurant ou un bar, vous n'aurez qu'à en racheter un pour une poignée de kopecks.

Les poivrots, c'est économiquement très rentable, mais un poivrot appauvri et apeuré, ça boit chez lui.

Toutes les conséquences récessives se font sentir dans le monde, avec une extrême pauvreté qui bondira de jusqu'à 9.1 - 9.4 % de la population. Bien entendu, c'est faux, parce que [c'est bien plus que ça](#).

[En Amérique latine](#), les conséquences sont terribles, et sans doute, la contraction de la demande de matières premières est sans doute la chose la plus terrible.

[Le salon de l'auto](#) montre un marché très atteint, lui aussi. On peut penser à un déclin avec des à-coups. Et la production automobile était LE secteur, qui sortait les gens de la misère.

[Drame horrible à Paris](#). Dans le 20°, les cahutes à plus de 2 millions d'euros, mais avec jardins, ne trouvent pas preneur. Remarque patrickienne : ils appellent ça un jardin ???

[L'Opep](#) fixe une date au pic pétrolier. 2045. Donc, vous pouvez logiquement avancer de 20 ans. 2020. On y est. Question pauvreté, ça va secouer dans le monde.

[Pour rigoler un peu](#) : Greta-la-gourde-à-couette appelle à voter contre Trump. On voit que l'ablation de son cerveau a pleinement été réussie. Pour sauver la planète, on pourrait proposer le suicide à Greta. J'ai juste, là ??? Que celui qui a dit que j'étais horrible, se dénonce. C'est vrai, je suis horrible, et je vais avoir des ennuis avec la SPA. Il faut dire qu'il faut être culotté pour dire d'une gentilhommière, aux gueux comment voter.

## SECTION ÉCONOMIE

Les médias australiens annoncent enfin le programme de «grande réinitialisation» de Davos



*«Il y a quelque chose d'inhabituel dans la panique continue de la pandémie»,*



## L'extrême pauvreté devrait toucher entre 9,1 et 9,4% de la population mondiale en 2020, « le pire revers depuis des décennies »

Publié le 10 octobre 2020 à 20:16:12 / 1 commentaire / 104 vues

Le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté devrait atteindre 150 millions à l'horizon 2021 selon un rapport de la Banque mondiale. L'extrême...



## Plus de 30.000 bars et restaurants pourraient déposer le bilan à cause de la crise sanitaire

Publié le 10 octobre 2020 à 19:30:06 / 2 commentaires / 215 vues

Le secteur de l'hôtellerie-restauration redoute que 15% des établissements ferment d'ici à la fin de l'année à l'échelle nationale et même 30%... Lire la suite

## La simulation de pénurie alimentaire prévoit une augmentation de 400% des prix des denrées alimentaires d'ici 2030



Dans la simulation, une *solution* gouvernementale était une *taxe sur la viande*. Un autre? Une *taxe carbone mondiale* ...

12 OCT.2020 17:20 26025 200

## CO2 : 60 % de réduction d'ici 2030, un objectif mortifère

Par Vincent Benard 12 octobre 2020 Contrepoints.org



Peut-on créer de la croissance en décarbonant notre économie ? Non, cela relève de la pensée magique.

Le 6 octobre 2020, le parlement européen a adopté un amendement relevant les objectifs de réduction des émissions de CO2 de l'union de 40 % à 60 % par rapport à celles de 1990 d'ici 2030, au nom de la lutte contre le changement climatique.

Or, cet objectif est inaccessible, sauf à mettre en place dans chaque État membre des moyens de coercition de l'économie, voire des populations, tout à fait inimaginables<sup>1</sup>.

L'économie de l'Union européenne (27 pays depuis le Brexit, 447 millions d'habitants) peut-elle espérer réduire ses émissions de CO2 de 60 % par rapport à celles de 1990 ? C'est ce que semble croire une courte majorité d'eurodéputés (gauche et écologistes), [qui a décidé de surenchérir](#) sur les objectifs antérieurement fixés en accord avec la commission, d'une réduction de 40 % « seulement ».

Or, une telle accélération de la réduction des émissions en 10 ans est rigoureusement impossible, même en instaurant la plus totalitaire des éco-dictatures, et si les États membres devaient sérieusement s'efforcer d'atteindre cet objectif, les conséquences sociales en seraient rien moins que désastreuses. En voici la démonstration.

## Réduction des émissions de CO2 : chemin déjà parcouru et restant à parcourir

De 1990 à 2018, les émissions de GES (tous gaz confondus, en équivalent CO2) se sont réduites de 20,7 % dans l'UE à 27 ([source eurostat](#)), de 4,911 Gt à 3,893 Gt.

Une réduction de 60 % suppose donc de parvenir à n'émettre que 1,964 Gt en 2030. Soit 50,4 % de ce qu'elles étaient en 2018.

Autrement dit, le vote du parlement suppose que la réduction des émissions de CO2, qui a été d'environ 21 % en 28 ans, accélère au point d'être divisée par 2 en seulement 10 ans !

Dit autrement, la réduction moyenne des émissions a été de 0,8 % par an en Union européenne ces 28 dernières années, il faudrait qu'elle atteigne 5,6 % annuels dans les 12 années suivantes, soit une multiplication par 7 (!) du rythme annuel de réduction.

C'est rigoureusement impossible.

## Relation entre émissions de CO2 et développement économique : l'égalité de Kaya

Pour le démontrer, nous recourrons à [l'égalité de Kaya](#), formule mathématique tautologique exprimant les émissions de CO2 d'un territoire en fonction de ses caractéristiques économiques et de son efficacité énergétique.

Cette formule porte le nom de son initiateur, l'économiste japonais Yoichi Kaya, qui l'a publiée pour la première fois en 1993, et qui est depuis utilisée par le GIEC pour étudier divers scénarios de réductions d'émissions.

Cette égalité s'écrit ainsi :

$$\text{CO2} = \text{POP} * \text{PIB/POP} * \text{E/PIB} * \text{CO2/E}$$

Où CO2 représente les quantités de CO2 émises, POP la population, PIB/POP le produit intérieur brut par habitant, E/PIB la quantité d'énergie nécessaire pour produire une unité de PIB (« intensité énergétique » de l'économie), et CO2/E la quantité de CO2 dégagée par unité d'énergie consommée, toutes ces quantités étant prises la même année.

Le produit  $E/PIB * CO2/E$ , soit  $CO2/PIB$ , est « l'intensité carbonique » de l'économie.

La variation des émissions de CO2 sur une période donnée (ici, 12 ans, de 2018 à 2030) est donc égale au produit des variations de chaque terme :

$$\text{Variation}(\text{CO2}) = \text{Var}(\text{POP}) * \text{Var}(\text{PIB/h}) * \text{Var}(E/PIB) * \text{Var}(CO2/E)$$

## Application de l'égalité de Kaya aux hypothèses du parlement européen

Réduire de 50 % les émissions de CO2 entre 2018 et 2030 suppose donc que

$$\text{CO2}(2030) = 0,5 * \text{CO2}(2018).$$

Les bases de données de l'UE nous fournissent les valeurs d'évolution de l'intensité énergétique de l'économie ([source](#)) et de l'évolution de l'intensité carbonique de la consommation énergétique ([source](#)).

Ces valeurs se sont améliorées ces 10 dernières années de respectivement 2 % et 0,9 % par an en moyenne, soit, sur 12 ans, une réduction de l'intensité carbonique de l'économie de l'UE de 30 % (facteur de réduction : 0,7).

Est-il réaliste d'imaginer que notre efficacité énergétique ou notre intensité carbonique puissent s'améliorer à un rythme beaucoup plus élevé ? La réponse est clairement Non.

En effet, malgré les milliards publics et privés investis dans ces deux domaines, les taux de réduction observés restent stables, et ont même eu tendance à s'amenuiser entre le début et la fin de ces dix dernières années.

Ces réductions demandent des investissements considérables, et le rythme de ces investissements ne peut pas évoluer brutalement d'une année sur l'autre, une économie d'un continent de 447 millions d'habitants possédant une très forte inertie.

Pire encore, [la crise du Covid](#), qui est en train de frapper durement les entreprises du continent, va certainement aboutir à retarder certains de ces investissements.

Enfin, aucune rupture technologique majeure, pouvant être mise en œuvre dans les 10 années qui viennent, ne paraît être en mesure de transformer en profondeur les paradigmes énergétiques actuels. La technologie continuera de faire des progrès, mais elle ne fera pas de miracles.

Du reste, la forme de la courbe des réductions de l'Union confirme que les progrès en temps normal sont plutôt lents, et que les principales baisses se sont produites par gros paliers après une crise économique ([source eurostat](#)) : dépression post guerre d'Irak de 1990 à 1994, et crise financière mondiale puis de la zone Euro de 2008 à 2015.

Le reste du temps, ces émissions semblent posées sur un plateau. On peut donc supposer qu'elles vont à nouveau baisser pendant quelques années du fait de la crise du Covid, mais que la reprise post covid marquera une nouvelle pause de cette baisse.

Sachant par ailleurs de quels malheurs toute crise économique est porteuse, se féliciter des baisses de CO2 réalisées dans ces conditions relèverait du cynisme le plus éhonté.

Aussi est-il peu probable que le rythme d'amélioration de l'efficacité carbonique de nos économies s'accélère entre 2020 et 2030, et considérer que ce rythme sera identique à celui de la décennie précédente constitue déjà un pari. Mais acceptons néanmoins cette hypothèse.

Donc notre égalité de Kaya devient :

$$0,5 = 0,70 * \text{Variation (population)} * \text{Variation (PIB/h)}$$

soit encore :

$$0,715 = \text{Var (Population)} * \text{Var (PIB/hab)} = \text{Variation du PIB.}$$

Les projections démographiques de l'UE indiquent une relative stabilité de la démographie d'ici 2030, la population passant de 447 à 449 millions environ ([source](#)), en arrondissant, on retiendra que Var (Pop) = 1.

## En route pour l'hyper-décroissance ?

Par conséquent, pour atteindre les objectifs de réduction de CO2 votés ce 6 octobre, il faudrait que le PIB... régresse de 28,5 % d'ici 2030, soit une décroissance de 2,8 % par an entre 2018 et 2030 !

Considérons que la crise du Covid a déjà coûté à la France 600 000 emplois, et que ce chiffre a été artificiellement limité par un recours massif à des aides publiques financées par de la dette, une méthode d'amortissement du choc social qui ne sera en aucun cas reproductible sur 10 années consécutives, et cela vaut pour tout le continent.

Une succession de récessions contractant notre économie de 28 % provoquerait une véritable dévastation économique continentale, et sans aucun doute, dans un pays aussi prompt à la violence que le nôtre, de grandes difficultés pour maintenir un ordre public déjà bien malmené, sauf émergence d'un pouvoir autoritaire.

De surcroît, [une telle décroissance](#) ne peut survenir dans un environnement économique libre : les entreprises sont toujours poussées à améliorer ce qu'elles font, c'est-à-dire à tirer toujours plus de valeur d'une quantité de ressources moindres. C'est la définition même de la croissance, au niveau micro-économique.

Un événement imprévu et dommageable tel que la Covid peut provoquer une récession sévère, mais dès que cette maladie sera jugulée, la croissance repartira à la hausse. Forcer un tel niveau de décroissance sur 10 ans suppose de littéralement interdire aux agents économiques de chercher à s'améliorer, à croître.

Ce qui irait totalement à l'encontre de l'objectif d'une moindre intensité carbonique ! En effet, améliorer ce facteur requiert des investissements énormes. Mais dans une société qui s'appauvrit, les investissements environnementaux cessent d'être une priorité.

Les sociétés communistes qui empêchaient l'initiative privée et condamnaient à la misère leur population étaient également réputées pour leurs catastrophiques niveaux de pollution et d'insécurité environnementale.

Pendant la crise grecque post 2010, les gouvernements successifs ont, avec l'accord des populations, renoncé à faire appliquer nombre de réglementations environnementales non finançables, et la population n'a pas hésité à recourir à d'importantes coupes forestières sauvages dans les pires conditions simplement pour pouvoir se chauffer.

Le prix Nobel d'économie [Simon Kuznets](#) a démontré que les sociétés n'améliorent leur performance environnementale que passé un certain seuil de richesse. Un autre économiste, l'américain Benjamin Friedman (aucun rapport avec Milton Friedman), a quant à lui montré, dans *The Moral Consequences of Economic Growth*, qu'il était impossible de maintenir la cohésion sociale d'une population sans croissance, sauf à recourir à une violence politique extrême.

Les gens perdent la foi en la société s'ils pensent qu'ils ne vivront pas mieux que leurs parents, et que leurs enfants ne vivront pas mieux qu'eux-mêmes.

Une proposition aussi ouvertement décroissantiste que celle votée par le Parlement européen ne peut donc mener qu'à une dévastation environnementale, couplée soit au chaos social, soit à l'émergence d'un éco-totalitarisme pour maintenir cet ordre social par la force.

Mais cette seconde hypothèse suppose de trouver assez de magistrats, militaires, policiers et cadres politiques qui acceptent de transformer la vie de leurs concitoyens en enfer pour « sauver la planète », et dans une société où tout le monde vit de plus en plus mal, même les tortionnaires finissent par ne plus y trouver leur compte... Même l'URSS a fini par tomber, pour cette raison.

Bien sûr, les plus sots des zélotes de la décroissance pourraient imaginer des combinaisons où, au lieu de réduire le PIB/h de 28 %, cette réduction serait répartie sur le PIB et la population (cf. l'égalité de Kaya).

Mais là encore, on n'imagine pas quel degré de coercition serait nécessaire pour aboutir à une diminution de population suffisante en 10 ans pour parvenir à cette réduction combinée de 28 % !

## Aucun espoir du côté de la technologie

À ce stade, vous pourriez objecter que je suis passé un peu vite sur les espoirs liés au progrès technologique, que l'on pourrait sauver la croissance en trouvant les moyens d'accélérer la décarbonation de notre économie. Revenons donc sur ce point.

Imaginons que l'UE reste un continent relativement capitaliste et libre, et connaisse ces 10 prochaines années une stagnation de sa population et une croissance annuelle de 1 %, ce qui est peu. Le PIB progresserait donc de 12,7 %, et le PIB/habitant de la même façon (par rapport à sa valeur 2018).

Dans cette hypothèse,

$$0,5 = 1 * 1,127 * \text{variation (intensité carbonique)}$$

Donc Variation (Intensité carbonique) = 0,44, ou encore une division par plus de 2 (2,25 exactement) en 12 ans.

Cela représente une réduction annuelle de notre intensité carbonique de 6,5 %, contre 3 % aujourd'hui. Si la croissance moyenne devait être un peu plus élevée, à 2 % annuels, ce qui serait souhaitable pour l'état général de notre économie, ce rythme devrait monter à 7,5 % par an, et ainsi de suite.

Donc si on veut atteindre les émissions cible en conservant une croissance correcte, il faut multiplier par plus de 2 la vitesse de décarbonation de notre économie.

Jamais aucune société n'est parvenue à réaliser un tel progrès en si peu de temps. Pour y parvenir, il faudrait non seulement que les procédés capables de se substituer en masse à toutes les technologies carbogènes soient disponibles dans tous les secteurs, ce qui est loin d'être le cas, et que les projets d'investissement industriels permettant de les mettre en œuvre soient déjà dans les cartons, acceptés par les populations et prêts à être financés.

Dans le domaine de la production d'électricité, une technologie non émissive de CO<sub>2</sub> (sauf pour la production des centrales) existe, [il s'agit du nucléaire](#). Mais cette technologie, bien qu'existant depuis 60 ans, ne produit que 28 % de l'électricité consommée en UE, et l'électricité ne représentait en 2017 que 22,7 % de la consommation finale d'énergie ([source](#)). Le nucléaire européen ne représente donc que 6,4 % de notre consommation finale énergétique.

Or, investir massivement dans le nucléaire coûte cher, les projets sont longs à mettre en œuvre, et vous aurez sûrement remarqué que ceux-là mêmes qui prônent la décarbonation la plus extrême de l'économie... s'opposent également souvent au nucléaire !

Au point que la France, qui n'a plus mis en service de nouvelles tranches depuis 2002, n'a pas remplacé [les réacteurs de Fessenheim, fermés par décision politique](#), et que l'Allemagne a décidé en 2011 de renoncer progressivement à toute production d'électricité nucléaire, ses 17 réacteurs [devant être démantelés fin 2022](#).

Dans le même temps, seuls 4 réacteurs sont en construction, 8 en projet, et 14 en évaluation actuellement dans l'UE.

Dans ces conditions, une augmentation massive du nucléaire d'ici 2030 dans le mix énergétique européen est inenvisageable. Des décisions volontaristes pro-nucléaires prises aujourd'hui (et on n'en prend pas le chemin) ne produiraient au mieux des résultats qu'après 2030, vu le temps nécessaire au déploiement de nouveaux réacteurs.

Et l'espoir placé par les politiciens dans les énergies renouvelables intermittentes est [un leurre](#) : seules les centrales à énergie fossile sont pour l'heure suffisamment pilotables pour combler les besoins d'énergie pendant les périodes sans soleil et sans vent.

La part de l'électricité (théoriquement quasi intégralement décarbonable via le nucléaire, donc, mais à long terme) dans la consommation finale d'énergie européenne a augmenté de 0,22 % par an en moyenne depuis 1990 (progression très régulière), mais n'atteint toujours pas un quart de cette consommation.

En effet, de nombreux *process* utilisant aujourd'hui la combustion des fossiles pour produire de l'énergie (sous forme de chaleur, elle-même parfois convertie en mouvement) ne sont pas électrifiables, et *a fortiori* pas nucléarisables.

La raison peut être technique, lorsque le procédé se substituant à la combustion-flamme n'a pas été encore inventé (exemples : métallurgie, cimenterie, pétrochimie, aviation...). Elle peut être d'ordre économique, lorsque le procédé de substitution existe mais a trop d'inconvénients pratiques ou coûte trop cher pour être déployé massivement et rapidement (exemple : [véhicules électriques](#)).

Par conséquent, tout discours politique affirmant qu'il est possible de décarboner notre économie deux à trois fois plus rapidement que lors des 10 dernières années sans renoncer à la croissance, alors même que nous avons déjà déversé des milliards dans cet objectif pour un résultat honorable mais pas miraculeux, relève de la pensée magique.

## Conséquences politiques du vote du parlement européen

Le précédent objectif de 40 % de réduction depuis 1990, soit 25 % depuis aujourd'hui compte tenu des 20 % déjà acquis, n'était déjà pas facile à atteindre, impliquant (cf. égalité de Kaya) soit une croissance annuelle inférieure à 0,5 %, économiquement peu porteuse d'amélioration du sort économique des populations, soit, sous une hypothèse de croissance faible de 1 % annuels, une augmentation de 25 à 30 % de notre rythme d'amélioration de notre intensité carbonique, ce qui n'a rien d'évident pour les raisons exposées plus haut.

L'application de l'égalité de Kaya à des hypothèses raisonnables (continuation du rythme de décarbonation actuel, stabilité de la population, croissance moyenne de 1 %) conduit à estimer à 17 % la réduction possible des émissions de CO<sub>2</sub> dans l'Union en 10 ans.

Bien sûr, on peut espérer, avec de la chance du côté des découvertes technologiques, augmenter légèrement ce pourcentage en direction des 25 % que l'ancien objectif rendait nécessaires, mais guère plus.

Bref, l'objectif de -40 % n'était sans doute pas accessible, mais nous pouvions être en mesure de le rater par une marge faible.

*A contrario*, la surenchère à 60 % de la gauche rose-rouge-verte européenne relève de l'incantation. Malheureusement, l'opposition du PPE n'est guère plus réaliste, son porte parole ayant regretté que « *le parlement ne s'en soit pas tenu à un objectif de 55%* »... considéré comme plus réaliste (!!) ([source](#)).

C'est donc toute la classe politique européenne qui, en toute déconnexion des réalités technologiques et économiques de base, est lancée tête baissée dans la course improbable à la décarbonation à marche forcée de nos économies.

Il y a donc peu de chance pour que le Conseil de l'Europe, qui devra *in fine* approuver ou pas ce texte parlementaire, revienne à des ordres de grandeur simplement réalistes.

Un tel vote, de par le caractère plus ou moins contraignant de ses traductions dans la législation des 27 États membres, porte en germe la promulgation de lois extrêmement coercitives, voire liberticides, par les gouvernements, la loi européenne s'imposant aux textes nationaux.

Taxes environnementales punitives, interdictions diverses et variées assorties de condamnations de plus en plus lourdes, limitation de nos consommations, subventions à des éléphants blancs renouvelables, vont fleurir comme le muguet au mois de mai.

Déjà certains secteurs économiques, tels que le transport aérien ([Airbus annonce 5000 suppressions d'emploi en France](#)), plient sous le poids des attaques contre leur activité, renforcées par la pandémie.

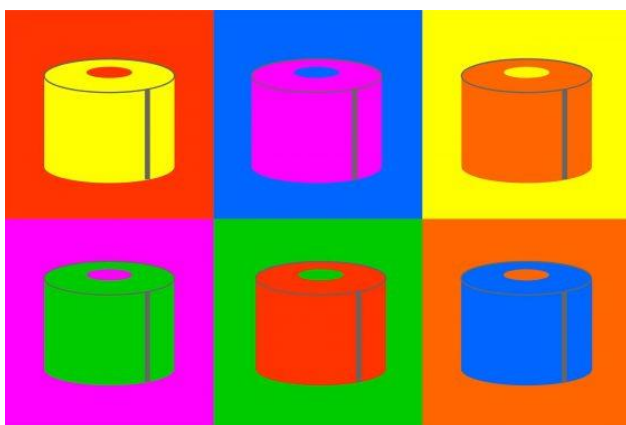
Il est à craindre que ce ne soit que le début d'une grande débâcle sociale si les politiciens privilégient leurs chimères climatiques à la prospérité de leurs peuples.

Nous sommes sur la route de la servitude écologique, route dont la destination nous promet misère, oppression, et dévastation.

1. Cet article n'entre pas dans le débat de savoir si ces réductions d'émissions de CO2 sont justifiées ou non d'un point de vue climatique.

## **Plus de la moitié des Américains "prévoient de stocker de la nourriture et d'autres produits de première nécessité" pour les mois chaotiques à venir**

par Michael Snyder le 12 octobre 2020



Il fut un temps où l'on se moquait sans cesse des préparateurs, mais plus personne ne rit aujourd'hui. Aujourd'hui, la plupart des Américains envisagent de constituer des stocks de nourriture, et ce changement massif de notre mentalité nationale a été déclenché par l'inquiétude sur ce qui va se passer dans les mois à venir. De nombreux Américains pensent qu'une nouvelle vague de la pandémie de coronavirus est en train de se produire, d'autres pensent que notre dépression économique actuelle va s'aggraver, et d'autres encore sont convaincus que les prochaines élections pourraient entraîner une violence généralisée. Bien sûr, il y a toujours eu des gens qui ont été profondément alarmés par les événements à venir, mais nous n'avons jamais rien vu de tel. En fait, une toute nouvelle enquête a révélé que plus de la moitié des Américains prévoient actuellement de "stocker de la nourriture et d'autres produits de première nécessité"...

*Dans un récent sondage du Groupe de recherche sur les sports et les loisirs, un peu plus de la moitié des Américains déclarent qu'ils ont déjà constitué ou prévoient de constituer des stocks de nourriture et d'autres produits essentiels. La principale raison : la crainte d'une nouvelle pandémie, qui pourrait entraîner des*

*perturbations telles que de nouvelles restrictions pour les entreprises. Le 2 octobre, le nombre de cas de COVID-19 aux États-Unis était le plus élevé depuis près de deux mois.*

Les gens se souviennent encore des pénuries dont nous avons été témoins au début de l'année lorsque la pandémie de coronavirus a éclaté pour la première fois dans ce pays, et ceux qui ont fini par être coincés chez eux sans suffisamment de papier toilette préféreraient ne pas répéter cette expérience.

Alors que les médias grand public continuent de faire état d'une nouvelle vague de la pandémie, nous devrions nous attendre à voir les Américains frapper très fort dans les épiceries. Et selon la société de données Envestnet Yodlee, il y a des preuves que cela se produit déjà...

*Déjà, il y a des preuves que les ventes d'épicerie sont en hausse, selon des données provenant de sources industrielles. La facture type d'une visite à l'épicerie est passée à 72 dollars pour la semaine qui s'est terminée le 6 octobre, soit 11 % de plus que la semaine précédente, selon la société de données Envestnet Yodlee.*

*"C'est le plus haut que nous ayons vu depuis la première semaine de juin et le deuxième plus haut depuis que nous avons commencé à suivre cette évolution en janvier", a déclaré Bill Parsons, président du groupe de données et d'analyse chez Evestnet.*

Heureusement, de nombreuses chaînes d'épicerie ont anticipé une hausse de la demande et ont commencé à faire des provisions à l'avance. Ce qui suit vient de CNN...

*Les épiceries à travers les États-Unis font des provisions de produits pour éviter les pénuries lors d'une deuxième vague de coronavirus.*

*Les produits ménagers - notamment les serviettes en papier et les lingettes Clorox - ont été difficiles à trouver pendant la pandémie, et si les épiceries ne sont pas approvisionnées et préparées pour la deuxième vague cet hiver, les produits se raréfieront et les pénuries pourraient se reproduire.*

À une époque où d'autres détaillants du pays font faillite à un rythme jamais vu auparavant, de nombreuses chaînes d'épicerie connaissent en fait un boom des ventes.

Et bien sûr, j'ai prévenu que cela finirait par se produire pendant très longtemps. En période de crise, la demande de denrées alimentaires et d'autres produits de première nécessité a tendance à augmenter et la demande d'articles non essentiels à diminuer.

Il va sans dire que cela ne se produit pas seulement aux États-Unis. Partout dans le monde, nous avons constaté une augmentation de la demande de denrées alimentaires, et ce à un moment où la production alimentaire mondiale est de plus en plus sollicitée.

En conséquence, les prix des denrées alimentaires dans le monde entier commencent à grimper de manière assez agressive...

*Les prix des denrées alimentaires continuent d'augmenter pendant la pandémie de coronavirus, mettant en péril la sécurité alimentaire de dizaines de millions de personnes dans le monde.*

*Jeudi, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a déclaré que les prix mondiaux des denrées alimentaires ont augmenté pour le quatrième mois consécutif en septembre, entraînés par la hausse des prix des céréales et des huiles végétales, a rapporté Reuters.*

*L'indice des prix alimentaires de la FAO, qui suit les prix internationaux des produits alimentaires les plus échangés (céréales, oléagineux, produits laitiers, viande et sucre), s'est établi en moyenne à 97,9 en septembre contre 95,9 en août, révisé à la baisse.*

Malheureusement, ce n'est que le début.

Les réserves alimentaires mondiales vont continuer à se resserrer et la demande mondiale de denrées alimentaires va continuer à augmenter.

Je voudrais donc faire des stocks tant que vous le pouvez encore, car les prix ne seront jamais plus bas qu'ils ne le sont actuellement.

Pendant ce temps, notre société continue de s'effiloche sous nos yeux. On pourrait penser que le fait que les Lakers aient remporté le titre de la NBA serait une occasion de faire la fête pour la ville de Los Angeles, mais au lieu de cela, une foule de jeunes a profité de l'occasion pour se révolter et attaquer des policiers...

*Une foule de plus de 1 000 personnes s'est rassemblée autour du Staples Center après le match. Des individus indisciplinés se sont mélangés dans la foule et ont commencé à lancer des bouteilles en verre, des pierres et d'autres projectiles sur les officiers. C'est alors qu'un rassemblement illégal a été déclaré, et seul un nombre limité de personnes s'y est conformé et a commencé à se disperser. Une plus grande partie du groupe s'est séparée et a commencé à vandaliser des commerces tout en continuant à avoir un comportement violent, certains visant les officiers qui répondaient.*

À Portland, des manifestants ont renversé des statues de Teddy Roosevelt et d'Abraham Lincoln lors d'une "journée de rage", mais les médias grand public ne semblaient pas penser que cela posait un problème.

Et au milieu du pays, la violence ne semble jamais s'arrêter dans la ville de Chicago...

*Cinq personnes ont été tuées et 48 autres ont été blessées par des tirs ce week-end à Chicago. Cinq de ces blessés étaient des adolescents.*

*Le week-end dernier, 37 personnes ont été tuées par balle dans toute la ville, dont cinq mortellement.*

Bien sûr, la situation pourrait bientôt s'aggraver.

Selon un récent sondage, 56 % des Américains s'attendent à "une augmentation de la violence à la suite de l'élection".

N'est-ce pas incroyablement triste ?

Beaucoup espèrent encore qu'un tel scénario pourra être évité si l'un des candidats est capable de se constituer une avance extrêmement importante le soir des élections. Une avance suffisamment importante pourrait potentiellement amener le candidat qui est derrière à céder assez rapidement, ce qui pourrait apaiser les tensions.

Mais je ne compterais pas là-dessus.

À ce stade, nous sommes à environ 500 heures de l'élection, et les deux parties indiquent qu'elles sont prêtes à se battre jusqu'au bout.

Et le camp qui finira par perdre risque de faire une énorme crise de colère, ce qui ne sera pas du tout bon pour notre pays.

Il est donc logique que tant d'Américains fassent des préparatifs supplémentaires pour les mois à venir, car il semble bien qu'ils pourraient être assez difficiles.

## **« Des aisés qui mettent trop de côté aux dictées aménagées ! »**

par [Charles Sannat](#) | 13 Oct 2020



Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Vous vous demandez sans doute comme ma femme juste avant vous, quel est le point commun et le rapport entre les aisés que j'appellerais les zézés pour me moquer fort aimablement du « pauvrisme » ambiant et dégoulinant sur ce pays, et... les dictées aménagées de nos enfants.

Et bien vous allez voir, le rapport est évident, étroit, et c'est exactement les mêmes idées mortifères qui sous-tendent tout ce qui se passe.

Je m'explique... enfin j'essaie !

## Les méchants zézés!

Le CAE qui est le Conseil d'Analyse Economique un machin qui dépend du Premier Ministre qui fait face à toute une série de Castex chinois, a rédigé un [rapport sur l'épargne et la consommation des Français pendant le confinement ici](#).

La conclusion du rapport est assez facile à comprendre. Figurez vous que les zézés mettent vachement plus de sous de côté que les po-povres... c'est sans doute pour ça que d'un côté on a des zézés et de l'autre des po-povres. Mais bon, passons. Ce que dit surtout ce rapport que je cite très précisément c'est que :

*« L'accumulation d'épargne pendant la période récente a donc été très inégale. Si l'épargne globale des ménages pendant la période a été massive (près de 50 milliards d'euros de plus que ce qu'aurait prédit la continuation de la tendance pré-Covid), elle a été très fortement concentrée sur les deux derniers déciles. Le surcroît d'épargne des deux déciles les plus aisés s'élève en effet à 32 milliards d'euros. Près de 70 % du surcroît de l'épargne ont donc été faits par 20 % des ménages. Les deux premiers déciles ont en revanche beaucoup moins pu épargner sur cette période » .*

Logique, quand vous gagnez 5 000 euros par mois, et que vous n'êtes pas un milliardaire mais un enfoiré de riche selon la définition d'Hollande (plus de 4 000 euros par mois pour un couple) et que l'on vous empêche de sortir, de faire vos courses, d'aller au restaurant ou en vacances et bien oui... vous mettez un sacré paquet de côté, paquet que vous auriez dépensé en dehors de tout confinement et qui aurait utilement irrigué l'économie pour le bien de tous, les zézés comme les po-povres.

Mais, surtout le rapport ne dit à aucun moment que les zézés sont méchants, non, le rapport note factuellement les taux d'épargne par catégorie ce qui est factuel et rajoute surtout que...

*« Ainsi, nous regardons l'impact de la distribution de l'ARS (Allocation de rentrée scolaire) sur les ménages éligibles. Nous calculons une propension marginale à consommer, c'est-à-dire la part du montant reçu qui est dédié à la consommation. Cette analyse confirme la grande sensibilité des ménages à bas revenus et à faible épargne aux variations du revenu. En effet la propension marginale à consommer est par exemple plus élevée chez les ménages disposant de moins d'épargne liquide. Elle suggère qu'un soutien beaucoup plus franc aux ménages les plus modestes, plus exposés aux conséquences économiques des mesures sanitaires, va très rapidement s'avérer nécessaire » .*

Pour résumer, le rapport du CAE ne dit pas que les zézés prennent le pain de la bouche des po-povres, mais que compte tenu des disparités ce sont les deux premiers déciles (en langage de gueux nous dirions les plus po-povres d'entres nous qui doivent-être aidés) qui malgré les aides supplémentaires ont clairement été fragilisées et appauvries. Il est donc pertinent d'orienter plus de politiques publiques prioritairement vers ces personnes. A aucun moment le rapport n'oppose les uns aux autres.

## Les deux tiers de l'épargne accumulée depuis le confinement sont détenus par les 20 % des Français les plus aisés

Le journal Le Monde, lui, dans un excès de po-povrisme épuisant, nous serine toujours la même petite musique du « les x % les plus riches ont pris les Y % du tout ». Sauf que plus nous redistribuons, plus nous taxons, plus nous luttons chaque année contre la pauvreté, plus nous avons de pauvres l'année suivante, alors navré, mais je n'achète plus ces raisonnements aussi lénifiants que faux.

### Et c'est là que l'on en arrive aux dictées aménagées dans nos écoles.

En l'an de grâce 2020, un bon élève fait une dictée normale, il fait des fautes normales. Il perd des points normalement, et revient chez lui avec de mauvaises notes (-de 10) demandez à mon fils qui en sait quelque chose. De l'autre côté l'élève « po-povre » -ici l'élève po-povre peut avoir des parents zézés mais po-povres intellectuellement ou grammaticalement parlant si vous voyez ce que je veux dire – Donc l'élève po-povre, lui, a droit à une dictée aménagée. Une dictée aménagée c'est encore pire que le Canada Dry pour le whisky ! Cela ne ressemble même plus à une dictée, on ne compte plus les fautes, et on en fait 10 fois moins, mais on obtient une bonne note.

C'est pour encourager le po-povre élève me dit-on !

Sauf que l'on arrive au résultat suivant...

La note de mon fils est mauvaise pourtant il travaille bien. La note du mauvais élève est bonne pourtant il travaille mal...

Alors en ce qui me concerne, j'ai compris le petit cirque malsain qui se joue dans nos écoles où se développe une forme de quasi haine des « zézés » et c'est ainsi que l'on crée une terrible fabrique à po-povres de masse !

Plus grave, quand le petiot rentre chez lui et dit « maman j'ai eu 7... » et que la maman demande et machin il a eu combien ? 18 ! Quoi ? Ce nul a eu 18 et toi que 7, mais alors tu es plus nul que nul... et c'est ainsi qu'en voulant reconforter l'un on détruit l'autre sans rendre meilleur le premier tout en dégradant les relations entre les parents et les enfants.

Sacré bilan, dont seul les bonnes âmes bien-pensantes, et lénifiantes de culculgnantisme de l'éducation nationale ont le secret.

Nous n'aurons pas moins de po-povres parce que nous tuerons et détruirons nos zézés.

Nous n'aurons pas moins de mauvais élèves parce que nous casserons, briserons et réduirons les bons !

Castrer les bons élèves ne rendra pas les cancre meilleurs.

Ce pays développe, chaque jour un peu plus, un esprit de castration vis-à-vis de ceux qui ont sans avoir rien volé, et développe aussi un niveau d'assistanat devenu également ahurissant.

Demain je vous parlerai de ce qu'il se passe dans une commission de surendettement de notre pays. C'est la déresponsabilisation totale à tous les niveaux, et cela n'aidera pas notre pays, au contraire, cela creuse notre tombe collective.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

### **Castex, reconfinements et stopcovid**



L'OMS n'a jamais dit que les confinements ne servaient à rien. L'OMS vient de rappeler que les confinements sont l'arme nucléaire et de dernier recours, ce qui est une évidence de bon sens. Le confinement permet comme l'a rappelé l'OMS de gagner du temps, de pouvoir réorganiser les services de soins et de faire face aux pénuries de médicaments et de matériel.

C'est dans ce cadre qu'a eu lieu le confinement mondial de mars 2020 qui ne concernait pas que la France. Nous n'avions pas de matériel, pas de médicaments, nous avons été, tous, surpris en rase campagne. Débordés, repoussés dans nos retranchements, c'est pour cela que les autorités ont appuyé sur le bouton rouge du confinement. Il ne faut pas non plus oublier que personne ne maîtrisait à cette époque la dangerosité de ce virus.

Nous ne sommes donc pas dans la même situation, et pour autant, le premier ministre Jean Castex n'exclut pas des reconfinements locaux et veut relancer StopCovid

Interviewé sur France Info ce matin, il veut éviter par tous les moyens « le reconfinement général » du pays. Pour autant, le chef du gouvernement assure que des reconfinements locaux ne sont pas impossibles si la situation d'urgence dans les hôpitaux ne s'améliore pas.

Le Premier ministre, Jean Castex, n'a pas exclu lundi d'ordonner des reconfinements localisés en France pour endiguer la deuxième vague épidémique due au nouveau coronavirus alors que, selon lui la crise sanitaire va durer plusieurs mois encore.

« Le reconfinement général doit être par tous moyens évité », a-t-il dit sur France Info.

« Rien ne doit être exclu quand on voit la situation dans nos hôpitaux. »

Face au flop des téléchargements de l'application de traçage des malades StopCovid, une nouvelle version sera lancée le 22 octobre, a également annoncé le Premier ministre.

### **Notre avenir sanitaire incertain, notre avenir économique bien sombre.**

Nous allons attaquer des mois d'hiver difficiles, et l'activité économique sera frappée de plein fouet par les nouvelles restrictions que les dirigeants de ce pays vont prendre dans les jours et semaines à venir.

Même si cela ne fait pas plaisir, je vous maintiens mon analyse que l'épidémie est loin d'être finie, et que les impacts économiques sont encore très loin d'être bien mesurés.

### **Yuan Digital. C'est fait ! 1er test public, la Chine distribue 1,5 million de dollars de sa monnaie numérique.**



Je vous le dis et le redis. Le bitcoin et les autres cryptomonnaies n'ont strictement aucun avenir à terme, car les Etats, les banques centrales voudront garder le monopole de la création et de la distribution de monnaie.

La monnaie est le pouvoir suprême en économie. C'est regrettable mais c'est ainsi. On avance progressivement du côté des banques centrales vers les monnaies digitalisées les fameuses CBDC pour central bank digital currency.

En Chine nous venons de passer une nouvelle étape avec la mise en situation réelle.

### **Pour un test public, la Chine distribue 1,5 million de dollars de sa monnaie numérique.**

GUANGZHOU, Chine – La Chine a entamé l'une des plus grands tests réels au monde pour sa monnaie numérique alors qu'elle se rapproche de la création d'un avenir sans numéraire.

La semaine dernière, le gouvernement de Shenzhen a organisé une loterie pour distribuer un total de 10 millions de yuans (environ 1,5 million de dollars) en monnaie numérique.

Près de 2 millions de personnes ont postulé et 50 000 personnes ont effectivement gagné.

Les gagnants peuvent désormais télécharger une application en renminbi numérique pour recevoir le yuan numérique et le dépenser chez plus de 3 000 commerçants dans un quartier particulier de Shenzhen. Le centre technologique du sud de la Chine abrite certains des plus grands géants technologiques du pays, dont Huawei et Tencent.

Les supermarchés et les pharmacies locales font partie des commerçants participants, ainsi que Walmart, selon un post de l'application de messagerie du gouvernement de Shenzhen, WeChat.

### **La Chine se dirige vers une société sans numéraire.**

Le yuan numérique n'est pas une crypto-monnaie comme le bitcoin. Il est plutôt émis et contrôlé par la Banque Populaire de Chine, la banque centrale du pays. Elle ne cherche pas à remplacer les portefeuilles numériques comme Alipay ou WeChat Pay. Il est probable qu'elle travaillera en collaboration avec ces banques et d'autres.

En comparaison, le Bitcoin est décentralisé, ce qui signifie qu'il n'est pas détenu et contrôlé par une seule entité, et qu'il n'est pas distribué par une banque centrale.

Le yuan numérique chinois est en cours de préparation depuis quelques années et il n'y a eu qu'une poignée de petits essais dans tout le pays.

Le projet pilote de Shenzhen semble être le plus important jusqu'à présent.

Les banques centrales du monde entier explorent l'idée d'émettre des monnaies digitales.

Vous voyez bien que ces monnaies seront parfaitement contrôlées par les gouvernements, les banques et les banques centrales. Elles ne donneront sans doute pas plus de liberté comme auraient pu le faire les cryptomonnaies libres, voire plutôt moins de liberté aux gens et plus de pouvoir de contrôle aux autorités.

**Charles SANNAT**

### **Démission du patron de British Airways**



Sale temps pour les compagnies aériennes qui subissent de plein fouet la pandémie et la nécessité de la transition écologique (comprenez énergétique). En attendant du côté de British Airways c'est la désertion en plein milieu de la bataille.

## Démission du patron de British Airways pendant que la compagnie aérienne traverse la “pire crise de son secteur”.

Le PDG de British Airways, Alex Cruz, quittera son poste de directeur général de la compagnie aérienne.

Le PDG d’Aer Lingus, Sean Doyle, doit prendre les rênes après une période de transition.

L’apparition du coronavirus a entraîné un impact sans précédent sur les voyages aériens, la pandémie ayant pratiquement paralysé l’industrie.

Plus de 40 compagnies aériennes sont en faillite jusqu’à présent cette année, et les experts en aviation s’attendent à ce que d’autres suivent dans les mois à venir.

« Je tiens à remercier Alex pour tout ce qu’il a fait à British Airways. Il a travaillé sans relâche à la modernisation de la compagnie aérienne dans les années qui ont précédé la célébration de son 100e anniversaire. Depuis lors, il a mené la compagnie aérienne à travers une période particulièrement exigeante et a obtenu des accords de restructuration avec la grande majorité des employés », a déclaré Monsieur Gallego.

Monsieur Cruz, qui a débuté sa carrière chez American Airlines, est devenu président et directeur général de British Airways en avril 2016. Il était auparavant PDG de Vueling depuis 2009, date à laquelle la compagnie a fusionné avec Clickair, une compagnie aérienne fondée par Cruz en 2006.

Monsieur Cruz restera le président non exécutif de British Airways, a annoncé l’IAG. Son remplaçant en tant que PDG de la compagnie aérienne, Sean Doyle, est dans la compagnie depuis 1998.

Monsieur Doyle a occupé différents postes chez British Airways, avant d’être nommé au comité exécutif de gestion de la compagnie aérienne en 2016 en tant que directeur du réseau, de la flotte et des alliances.

Doyle est devenu directeur général d’Aer Lingus en janvier 2019.

« Sean Doyle a une grande expérience de British Airways, où il a travaillé pendant 20 ans avant de prendre la tête d’Aer Lingus il y a près de deux ans, où il a fait un excellent travail. Je suis convaincu que cela continuera à British Airways », a stipulé Monsieur Gallego de l’IAG.

Les actions de l’IAG ont chuté de 0,2 % lors des transactions du matin, inversant les gains antérieurs.

Charles SANNAT Source [CNBC.com](https://www.cnbc.com) [ici](#)

## **Les annonces prématurées d'accord internationaux se succèdent**

François Leclerc 12 octobre 2020



Les grandes négociations internationales et européennes avancent à pas de tortue, avec toujours le risque de ne pas aboutir. Le sommet européen des 15 et 16 octobre prochains va tenter de franchir les obstacles à l'adoption du plan de relance posés par les États membres ou le Parlement. Mais le débat sur la fiscalité internationale engagé au sein de l'OCDE n'est pas mieux parti pour l'instant.

Une fois de plus, l'annonce d'un accord est totalement prématurée. Un mécanisme a été mis au point, mais deux questions essentielles ne sont pas réglées. Il manque en premier lieu « un accord politique », façon détournée de parler de l'obstruction de l'administration Trump. Un autre choix n'a également pas été fait, la taxation des bénéfices aura-t-elle comme champ d'application uniquement les GAFA ou bien alors toutes les entreprises multinationales, ce qui reviendrait à réintégrer ces dernières dans un système fiscal commun ayant pour objectif de répartir le produit de cette taxe en fonction de l'importance de leurs marchés nationaux, tout en interdisant que les bénéfices soient localisés dans les « juridictions » (les pays) où les taxes sont les moins élevées, voire nulles.

Par ailleurs, il conviendrait de définir strictement la notion de bénéfice. Parle-t-on du bénéfice standard ou d'en défalquer ce qui correspondrait à un certain seuil de rentabilité, qui reste à préciser ? Enfin et surtout, les négociations qui ont commencé en 2018 à la demande du G20 ont-elles une chance d'aboutir en raison du blocage de Washington ? L'accord américain est indispensable pour que la taxe soit mondiale et qu'il ne soit pas possible d'y échapper.

La position des États-Unis est de laisser le choix aux entreprises elles-mêmes de rallier ou non le nouveau dispositif, une fois celui-ci adopté ! Une victoire de Joe Biden aux élections, qui est loin d'être assurée, changera-t-elle la donne ? C'est de l'ordre de la spéculation, tant les intérêts économiques américains en jeu sont importants. Une taxe de 12 à 13% sur les bénéfices est un os dur à avaler. S'ajoutent à cela les divergences franco-allemandes à propos de la conduite à tenir. Faut-il en cas de prolongation débloquer le projet français suspendu, au risque de mesures de rétorsion américaines, ou ne rien faire comme préconisé par le gouvernement allemand dont le modèle économique basé sur les exportations le rend particulièrement vulnérable ?

Il est probable que, dans le meilleur des cas, un dispositif a minima sera finalement adopté, créant une belle occasion manquée. Les multinationales feront la décision, question de rapport de force.

## **S'endetter, oui, mais pour faire quoi ?**

**Par Michel Santi octobre 11, 2020**



A la suite de Keynes, voilà des années que j'en parle et que j'en détaille les mécanismes. A présent, la réalité a rattrapé les économistes «mainstream» qui reconnaissent à regrets la nécessité absolue pour les Etats de creuser leurs dettes dans le contexte actuel de récession due à la crise sanitaire.

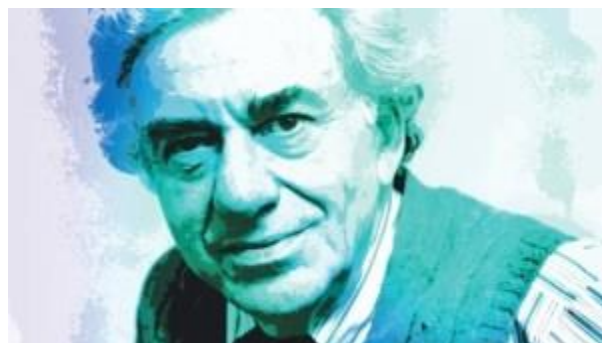
Pour autant, si les responsables aux manettes se sont résignés à creuser les déficits publics, une question au moins théorique s'impose : jusqu'à quel niveau un Etat peut-il s'endetter ? A dire vrai, nos nations occidentales n'ont pas de quoi s'inquiéter dès lors qu'elles se réfèrent à un grand pays industrialisé, moderne, à l'économie intégrée et amplement tournée vers la globalisation comme le Japon dont la dette publique atteignait 155% du P.I.B....avant la pandémie. Il convient, cependant, d'être extrêmement attentif car une dette publique – même nettement inférieure à celle du Japon – deviendrait ingérable voire catastrophique dès lors que la charge de cette dette s'alourdirait si la configuration des taux d'intérêts venait à changer. Certes, la [stagnation séculaire](#) (largement expliquée dans nombre de mes analyses précédentes) que subit notre monde ne laisse-t-elle pas prévoir un bouleversement à court terme du contexte actuel de taux proches du zéro, mais il serait irresponsable pour qui est à la tête d'un gouvernement d'ignorer ce cas de figure.

Il y déjà près d'un siècle, celui que nombre de nos analystes, de nos économistes et de nos chefs d'Etat ont ridiculisé – à savoir John Maynard Keynes – écrivait une lettre ouverte le 31 décembre 1933 au Président Franklin D. Roosevelt publiée dans le [New York Times](#) où il expliquait que des transferts d'argent ou des réductions d'impôts n'ont quasiment aucun impact positif sur l'économie. La précieuse reflation exige en effet que les dettes contractées par les Etats soient utilisées à bon escient et qu'elles profitent au plus grand nombre. L'objectif ultime n'est donc pas tant de creuser les déficits publics que de gérer cette manne empruntée dans et pour l'intérêt général. Dans l'hypothèse où les taux d'intérêts reprendraient la verticale, rien ne saurait être reproché à des responsables publics qui ont alourdi la dette publique s'ils ont judicieusement investi pour le pays et pour les citoyens.

En cette fin d'année 2020, la stabilisation des économies passe désormais pas un interventionnisme accru de l'Etat dans la dépense publique et dans la tentative de redémarrage de nos économies. Dans notre malchance sanitaire, le niveau mondial des taux d'intérêts représente quelque part une opportunité unique, et probablement la seule chance de traverser sans trop de dégâts cette crise inouïe. Pour autant, une prise de conscience cruciale s'impose: la qualité des endettements compte bien plus que leur quantité.

## **Hyman Minsky, mal-aimé clairvoyant**

Par [Michel Santi](#) octobre 10, 2020



Décédé en 1996, Hyman Minsky fut un économiste quasiment inconnu de son vivant. Seuls certains esprits éclairés – assurément hétérodoxes – s’intéressèrent à ses recherches qui portaient sur les causes des crises financières. Il ne dut son heure de gloire qu’à la faveur de l’implosion des subprimes en 2007 et c’est comme si l’ensemble du monde de la finance, de l’économie et de la politique – totalement déboussolé – découvrit alors ses travaux. Les banquiers centraux n’eurent dès lors de cesse de le citer dans leurs discours, et les médias de qualifier la crise prévalant à l’époque de “Minsky moment”. Jamais mentionné – même très brièvement – par la presse de son vivant, “The Economist” le cita pourtant plus de 30 fois la seule année 2007 !

En réalité, l’approche de Minsky n’eut rien de conventionnel car il évita autant que possible dans ses travaux de faire appel aux mathématiques, tout-puissantes dans la science économique. En outre, l’objet fondamental de ses recherches – les racines profondes des crises – était hautement impopulaire à une époque où l’idéologie dominante du XXème siècle consistait en une croyance aveugle en des marchés efficients et rationnels. Son impopularité – ou plutôt son absence totale de visibilité – provenait donc de son fonds de commerce – l’étude des crises – dans un contexte où la quasi-totalité des intervenants tous horizons confondus considérait les marchés financiers comme l’arbitre suprême. Les économies modernes, dites «intégrées», étant censées avoir vaincu leurs démons les plus malins, toute crise ne pourrait par définition que se révéler passagère et n’avoir qu’un impact limité sur l’économie.

C’est dans cette conjoncture marquée par un déni quasi absolu sur les capacités de nuisance des marchés que Minsky développa son hypothèse sur l’instabilité financière et démontra que les tourmentes économiques sont précisément issues et causées par les longues périodes de prospérité. Il décrivit ainsi des contextes où les privés et les entreprises se lancent frénétiquement dans des emprunts sans même avoir les liquidités suffisantes leur permettant de s’acquitter des seuls intérêts de leurs dettes, simplement justifiés par une spéculation misant sur une appréciation ininterrompue de leurs actifs. Un tel phénomène de contamination collective fragilise évidemment à l’extrême le système financier dès lors qu’un resserrement des taux, qu’un incident en général insignifiant voire qu’une simple étincelle pèse sur la valorisation de ces mêmes actifs, provoquant dès lors une avalanche de ventes forcées. La sur exposition de ces investisseurs, mettant à profit un effet de levier gigantesque dans le seul espoir que les valorisations ne fassent que grimper, exacerbe donc la fragilité de l’ensemble du système qui ne doit plus sa prospérité qu’à des artifices.

Il est facile de comprendre pourquoi Minsky fut un mal-aimé de son vivant car ses conclusions sont fort troublantes. La stabilité économique porte en elle les germes de l’instabilité, car les périodes de grande fragilité ne font que faire écho aux périodes de prospérité. Les travaux de Minsky sur les effets pervers de la dette – pourtant essentielle dans la compréhension du processus de prospérité économique – furent néanmoins largement ignorés, pour réapparaître bien opportunément lors de la crise majeure des années 2007 et 2008. Aujourd’hui, c’est à nouveau la course à la spéculation dans un environnement général de régulation qui tend à se relâcher. Du coup, l’ombre de Minsky s’estompe...jusqu’à la prochaine explosion.

# **Ce qui manque aux "experts" en matière d'inégalité économique**

**Bradley Thomas 10/08/2020 Mises.org**



C'est la question que le USA Today a posée à trois "experts politiques de gauche et de droite" dans ce récent article. Les réponses, bien que non surprenantes, ont été néanmoins décevantes.

Pour les libertaires, l'inégalité économique elle-même n'est pas problématique, tant qu'elle s'inscrit dans le contexte d'une économie de marché sans entraves, sans privilèges ni interférences de la part des gouvernements.

Bien sûr, ce n'est pas le cas. Mais au lieu de plaider pour une économie plus libre pour lutter contre les inégalités, les "experts" consultés par USA Today plaident pour une plus grande ingérence de l'État qui aggraverait probablement les inégalités tout en ignorant la plus grande source d'inégalités, la Réserve fédérale.

Le premier est Scott Winship, de l'American Enterprise Institute, qui se concentre sur la mobilité des revenus. Winship souligne que si chaque enfant avait des chances économiques égales, nous verrions alors un pourcentage égal parmi les races d'enfants rester dans le cinquième inférieur des revenus lorsqu'ils deviennent adultes.

Winship note qu'environ 30 % des enfants blancs restent dans le cinquième inférieur à l'âge adulte, alors que le chiffre pour les enfants noirs dépasse 50 %.

Toutefois, Winship ne reconnaît pas les raisons de cette situation.

Selon Pew Research, 30 % des mères célibataires et de leurs familles vivent dans la pauvreté, contre 8 % des couples mariés et des familles. En d'autres termes, les enfants sont près de quatre fois plus susceptibles de vivre dans la pauvreté dans un ménage de mère célibataire que dans un ménage dirigé par un couple marié. Par ailleurs, 58 % des enfants noirs vivent avec un parent non marié, contre 24 % des enfants blancs et seulement 13 % des enfants asiatiques.

De plus, l'État-providence a facilité une augmentation spectaculaire du nombre de foyers monoparentaux. Au niveau national, depuis que la Grande société de LBJ a mis en place des programmes d'aide sociale au milieu des années 60, le taux de naissances hors mariage a triplé.

La monoparentalité alimentée par l'État-providence est une source d'inégalité hors normes, mais l'État-providence échappe à tout reproche de la part de l'"expert" Winship.

Dans ses recommandations, Winship mentionne en passant que "renforcer le mariage là où il est devenu une anomalie" contribuerait à réduire les inégalités, mais il ne désigne pas l'État-providence comme le principal coupable.

Ses autres recommandations comprennent la vague notion d'"élargissement de l'accès aux quartiers à haut potentiel", peut-être un clin d'œil aux programmes gouvernementaux visant à injecter des projets de logements abordables dans les banlieues de la classe moyenne, ainsi qu'une augmentation des dépenses gouvernementales pour les programmes destinés à la petite enfance. Encourager une plus grande implication de l'État dans l'éducation des enfants tout en ignorant le problème flagrant de la monoparentalité, causé en grande partie par l'État-providence, semble être une recette pour exacerber les inégalités, et non pour les combattre.

Le directeur de recherche de l'agence américaine Compass, Wells King, attribue la croissance des inégalités économiques au fait que "le mouvement ouvrier a perdu du pouvoir".

King néglige l'analyse économique de base tout en accordant aux syndicats un crédit immérité pour la hausse des salaires des travailleurs sur une large échelle. Comme l'a écrit Henry Hazlitt, "la vérité brutale est que les syndicats ne peuvent pas augmenter les salaires réels de tous les travailleurs".

Comme l'explique Hazlitt, "chaque fois que les syndicats obtiennent pour leurs propres membres des taux de salaire plus élevés que ce qu'aurait apporté la libre concurrence, ils ne peuvent le faire qu'en augmentant le chômage" dans cette industrie, car les taux de salaire du marché ci-dessus diminuent la demande des employeurs.

En conséquence, plus de travailleurs sont obligés de se faire concurrence pour d'autres emplois non syndiqués, et l'offre accrue de travailleurs dans d'autres industries fait baisser ces salaires. Par conséquent, Hazlitt conclut : "Tous les "gains" des syndicats (c'est-à-dire les taux de salaire supérieurs à ce qu'aurait apporté un marché libre compétitif) se font au détriment de salaires plus bas qu'autrement pour au moins certains, sinon la plupart, des travailleurs non syndiqués. Les syndicats ne peuvent pas augmenter le niveau moyen des salaires réels ; ils peuvent au mieux le fausser".

Comme le montre Hazlitt, les appels de King en faveur d'un mouvement syndical plus robuste comme moyen de réduire les inégalités économiques sont mal fondés.

De plus, l'attention aveugle que porte King aux syndicats en tant que force de croissance des salaires des travailleurs l'empêche de voir une force bien plus puissante qui serait à l'origine de l'inégalité.

"L'érosion constante des syndicats au cours des 50 dernières années est responsable" de l'inégalité croissante, insiste King tout en notant une corrélation entre la baisse des effectifs syndicaux et l'inégalité croissante des richesses pendant cette période.

Mais que s'est-il passé d'autre il y a cinquante ans qui aurait pu influencer l'inégalité des richesses ?

Bien sûr, c'est la rupture par Nixon des derniers liens entre le dollar et l'or en 1971, qui a permis à la Réserve fédérale de créer de la monnaie fiduciaire de manière totalement incontrôlée. Comme le montrent de nombreux graphiques sur le site web [WTFhappenedin1971](http://WTFhappenedin1971), il existe une nette divergence des revenus entre les hauts et les bas salaires à partir de 1971.

Selon cet article de [mis.org](http://mis.org), la masse monétaire de base (M1) a été multipliée par dix-sept, avec une création de plus de 3,2 billions de dollars entre 1971 et 2018. Et la situation ne fait qu'empirer, avec une nouvelle augmentation de 33 % rien qu'au cours des sept premiers mois de 2020.

Pourquoi l'impression de monnaie de la Fed augmente-t-elle les inégalités économiques ?

En bref, les riches tirent une part importante de leurs revenus de leurs investissements, tandis que la classe moyenne dépend principalement de ses revenus du travail et les pauvres d'une combinaison de revenus du travail et de prestations sociales du gouvernement.

Lorsque la Fed crée de la nouvelle monnaie fiduciaire à partir de rien, elle n'est pas distribuée de manière égale dans l'économie. Au lieu de cela, il est inséré à des points spécifiques, généralement par le biais de crédits aux investisseurs commerciaux. Lorsque la Fed gonfle une bulle, la spéculation avec le nouvel argent augmente également - ce qui fait gonfler le marché boursier, ce qui profite à la classe des investisseurs.

Pendant ce temps, la création de monnaie fiduciaire provoque une inflation des prix qui se répand dans le temps dans toute l'économie. Certains des membres les plus qualifiés de la classe moyenne peuvent recevoir des augmentations de salaire pour suivre l'inflation, tandis que de nombreux membres de la classe moyenne moins qualifiés auront du mal à suivre la hausse des prix. Les pauvres, qui n'ont pas le pouvoir de négociation nécessaire pour augmenter leurs salaires afin de suivre le rythme de l'inflation et qui dépendent de revenus relativement fixes, sont encore plus à la traîne.

Le fait que M. King ne reconnaisse pas le rôle majeur de la Fed dans l'accroissement des inégalités nuit à la crédibilité de ses recommandations.

Enfin, Josh Bevins, directeur de recherche de l'Economic Policy Institute, plaide incroyablement en faveur d'une plus grande impression de la monnaie pour contribuer à réduire les inégalités économiques.

"Les décideurs politiques devraient cibler un véritable plein emploi (la Fed fait de bons pas dans cette direction)", déclare M. Bevins. Comment ce soi-disant "expert" pense que plus de création de monnaie gonflant les bulles d'actifs réduira l'inégalité économique va sans explication.

Bevins appelle en outre à une "augmentation substantielle" du salaire minimum fédéral, sans reconnaître que le fait d'exclure les travailleurs peu qualifiés de la main-d'œuvre et d'éliminer le premier échelon de leur carrière réduira la capacité des personnes à faible revenu à augmenter leur capacité de gain et réduira les inégalités économiques.

Des allocations de chômage plus généreuses sont une autre des recommandations de Bevins. Mais en incitant davantage les gens à ne pas travailler, on fera en sorte qu'un plus grand nombre de personnes, en particulier celles qui sont déjà en marge de l'emploi, restent hors du marché du travail pendant de plus longues périodes - une excellente recette pour bloquer le cheminement de carrière régulier nécessaire pour sortir du statut de travailleur à faible revenu.

Il est décevant de constater qu'une publication nationale comme USA Today ne peut pas faire mieux que des "experts" qui recommandent des interventions gouvernementales qui finiront par accroître plutôt que par réduire les inégalités économiques.

Publié pour la première fois par le Libertarian Institute.

**Bradley Thomas** est le créateur du site web [EraseTheState.com](http://EraseTheState.com). C'est un militant libertaire et un écrivain qui a près de quinze ans d'expérience dans la recherche et l'écriture sur la philosophie politique et l'économie.



## **À lire, les défis de long terme selon les institutions internationales**

**Bruno Bertez 13 octobre 2020**

Les trois thèmes du FMI selon Mohamed El Erian , j'aurais l'occasion d'y revenir car derrière le charabia il y a des indications très importantes. Lisez tout, mais surtout les défis de long terme.

**Le premier** concerne les perspectives incertaines et instables de l'économie mondiale, qui seront soulignées par les nouvelles projections du FMI.

Sur papier, les prévisions sont très probablement légèrement meilleures que la dernière série. Mais le commentaire qui les accompagnera mettra l'accent sur les risques encourus, non seulement ceux liés aux nouvelles restrictions de Covid-19 sur l'activité économique, en particulier dans certaines régions d'Europe, mais aussi le comportement prudent des ménages lié au «risque de contrepartie humaine». C'est-à-dire , l'incapacité de nombreuses personnes à déterminer avec un degré de confiance suffisant le risque qu'elles prennent dans les interactions en face à face qui sont essentielles pour l'activité économique. ceci est particulièrement vrai en particulier dans le secteur des services.

En effet, j'irais encore plus loin et suggérerais que si les projections du FMI étaient de nouveau retravaillées aujourd'hui, elles finiraient par être moins révisées à la hausse.

**Le deuxième** thème est celui d'un accord général sur la nécessité d'une transition tardive d'une dépendance excessive à une politique monétaire non conventionnelle à une combinaison plus équilibrée ancrée par une politique budgétaire réactive et des réformes structurelles favorables à la croissance.

Pourtant, sa mise en œuvre est loin d'être certaine.

Dans certains pays, comme les États-Unis, la cohésion politique est insuffisante.

Dans de nombreuses économies émergentes, cela peut être attribué à une marge de manœuvre limitée et à un manque de résilience financière.

**Le troisième** thème est l'urgence de soutenir les pays les plus vulnérables, qui doivent dépenser davantage pour la santé et d'autres secteurs sociaux.

Il soulignera à la fois l'importance d'élargir et d'étendre les délais de paiement de la dette accordés par de nombreux gouvernements du G-20 aux pays en développement les plus pauvres et la nécessité pour le secteur privé d'y participer.

Pourtant, il existe peu ou pas d'outils pour inciter le partage des charges entre les banques, les obligataires et les autres créanciers privés.

**Le résultat combiné mettra l'accent sur quatre défis à plus long terme que les économistes théoriques et pratiques, dans les secteurs public et privé, doivent relever de toute urgence:**

-1 Comment réorganiser la dynamique de la croissance mondiale qui, dans de nombreux cas, peut nécessiter une refonte fondamentale des modèles qui reposaient sur la mondialisation pour compléter les moteurs internes et faciliter les réformes favorables à la productivité.

-2 Comment faire face aux inégalités nationales et internationales qui, en raison de Covid-19, ont bondi de manière inquiétante des revenus et de la richesse pour inclure également une dispersion croissante et potentiellement dévastatrice des opportunités.

-3 Comment évaluer les risques à plus long terme posés à une politique monétaire efficace et à la stabilité financière résultant d'une dépendance excessive à l'égard des banques centrales et de l'absence de transferts politiques.

-4 Comment rendre l'architecture de la dette internationale plus souple dans un système mondial qui, du moins à court terme, est plus susceptible de faire face à de nouvelles pressions de fragmentation plutôt qu'à une coopération et une coordination renouvelées.

**Le lien entre hausse de la Bourse et liquidités repose sur une croyance, souvenez-vous en.**

**Bruno Bertez 13 octobre 2020**

L'idée que l'inflation va accélérer fortement lorsque les plaies du Covid seront passées se diffuse , même dans la presse.

On fait par ailleurs remarquer que la modération actuelle des indices de prix ne reflète pas la réalité car les compositions des indices ne traduisent pas les dépenses telles qu'elles sont maintenant: tout ce dont on a besoin augmente fortement alors que tout ce dont on n'a pas besoin baisse!

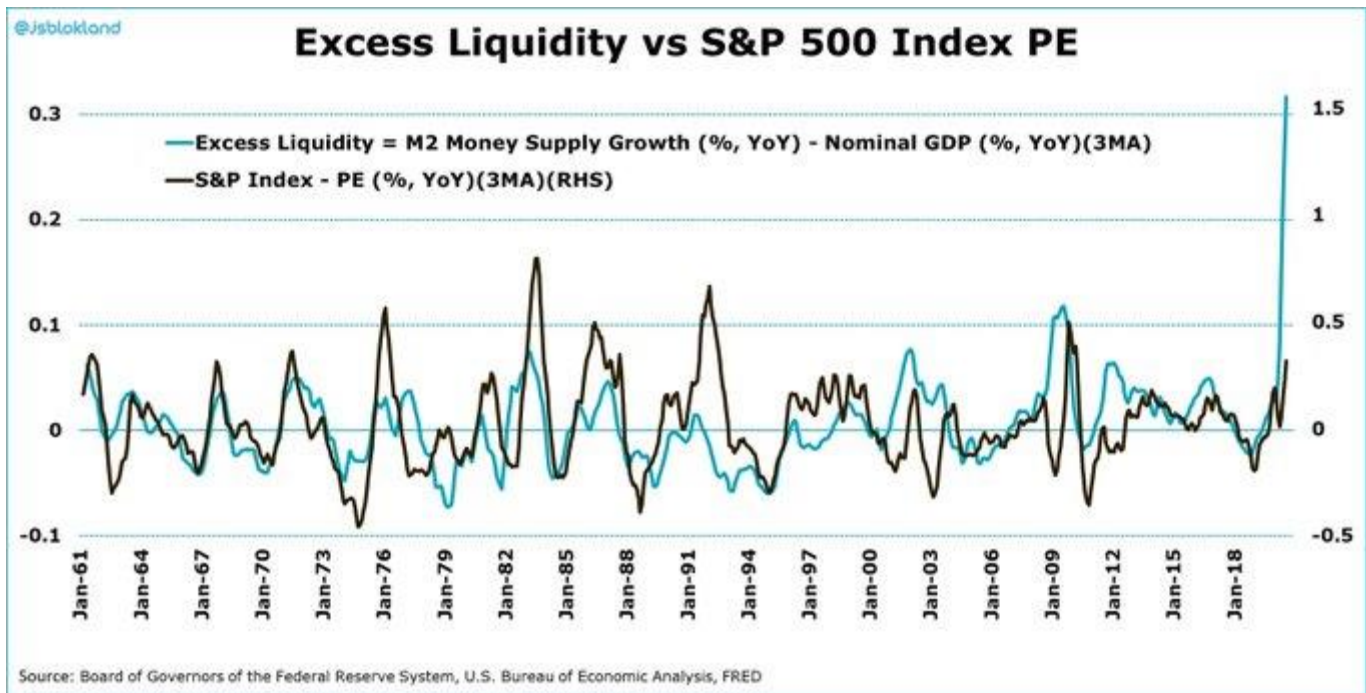
En fait le pouvoir d'achat réel baisse mais ceci n'est pas pris en compte par les relevés de prix .

### **Le lien magique entre la masse de liquidités et l'évolution des cours de Bourse.**

je dis « magique » car on n'identifie pas le lien organique entre les deux, ce qui explique que l'on parle de comportement de Pavlov et de signal.

Il y a des périodes où le signal des liquidités ne déclenche pas d'achats boursiers , la préférence pour la liquidité reste telle que l'on préfère la stocker.

Le lien entre hausse de la Bourse et liquidités repose sur une croyance, souvenez vous en.



L'Agence internationale de l'énergie basée à Paris a déclaré que la pandémie aurait un effet permanent sur la demande mondiale de pétrole.

Dans son dernier rapport, il prédit que la consommation de brut plafonnera vers 2030, mais à un niveau inférieur aux prévisions précédentes.

L'agence a également déclaré que parvenir à zéro émission nette de gaz à effet de serre d'ici 2050 serait une tâche gigantesque pour les gouvernements et les décideurs.

L'OPEP publie son rapport mensuel plus tard dans la journée et les PDG de certains des plus grands producteurs de pétrole du monde s'expriment aujourd'hui au forum Energy Intelligence.

## La saison des résultats aux USA

La saison des résultats bancaires commence aujourd'hui avec JPMorgan Chase & Co. et Citigroup Inc. rapportant leurs résultats avant la cloche.

Les analystes surveilleront le montant que les prêteurs mettent de côté pour les pertes sur prêts, les estimations compilées par Bloomberg suggérant que les banques américaines ajouteront environ 10 milliards de dollars aux provisions.

Apple Inc. organise plus tard un événement au cours duquel la société lancera une gamme d'iPhones 5G. Bien qu'Apple soit loin d'être le premier fabricant de téléphones à inclure la compatibilité 5G dans ses produits, de nombreux réseaux aux États-Unis n'ont pas encore déployé la technologie d'une manière qui prend en charge des vitesses de données toujours plus élevées.



**Les espoirs sur le vaccin ne sont plus ce qu'ils étaient!**

Bruno Bertez 13 octobre 2020

Johnson & Johnson a interrompu les essais cliniques de son vaccin Covid-19 après qu'un participant est tombé malade.

AstraZeneca Plc a rencontré un problème similaire le mois dernier, avant de redémarrer dans la plupart des pays, à l'exception des États-Unis.

Bien que les arrêts d'essais tardifs ne soient pas inhabituels, la pression pour trouver un vaccin signifie qu'ils gagneront beaucoup plus d'attention.

Les espoirs d'un vaccin le jour des élections ont été anéantis, car les mesures de sécurité de la Food and Drug Administration prolongent le délai d'approbation.

Il reste peu de signes que l'épidémie soit sous contrôle en Europe ou aux États-Unis.

## **La théorie qui va révolutionner l'économie**

**George Gilder 9 octobre 2020**

En avril 1998, alors que le prix était de 14,47 dollars, j'ai exhorté les lecteurs du Gilder Technology Report de l'époque à acheter Amazon (AMZN).

Après son introduction en bourse en 1997, Amazon avait atteint une capitalisation boursière de plus d'un milliard de dollars.



Jeff Bezos lui-même m'avait inscrit pour le service lors d'un dîner au château du scientifique de Microsoft Charles Simonyi sur le lac Washington à Seattle. En tant qu'inventeur de Word, Simonyi était une star de Microsoft, et son éclat se reflétait sur Bezos.

Au cours des treize mois qui ont suivi, AMZN est devenue une entreprise de dix sacs, atteignant 148,38 dollars le 11 mai 1999. Au cours des deux décennies suivantes, avec de nombreux hauts et bas, sa capitalisation boursière a été multipliée par plus de mille pour atteindre plus d'un trillion de dollars. Elle se situe maintenant à 1,54 trillion de dollars.

En raison de ce que j'appelle aujourd'hui le "scandale des transactions extérieures" - la règle de la SEC : "N'achetez rien de ce que vous connaissez" - je n'ai pas acheté ma propre liste. J'ai donc surtout tiré profit de ma propre entreprise de conférences et de bulletins d'information, qui comptait plus de 100 000 lecteurs à son apogée.

Parmi les nombreux premiers choix - d'Intel et Micron à Applied Materials et Qualcomm - ce qui m'intéresse dans mon choix d'Amazon aujourd'hui, c'est que j'ai explicitement expliqué AMZN avec ma théorie du temps.

## **Le prix du temps comme mesure**

Le temps, à mon avis, était la seule rareté significative dans un monde d'esprits et d'imaginations libres.

L'Amazonie, ai-je dit, était importante parce qu'elle était un "prolongateur de vie". Elle réduisait radicalement les temps de recherche et de récupération pour l'achat de livres et d'autres biens. Aujourd'hui, avec une concurrence beaucoup plus importante, elle fait des gains similaires dans la fourniture de services, comme la musique et la vidéo.

En vantant Amazon, j'étais sur le point de définir les prix du temps, mais je n'en ai jamais saisi toutes les implications jusqu'à ce que je découvre, il y a un an, l'effet historique Tupy-Pooley.

Membre senior du Discovery Institute, Gale Pooley enseigne à l'université Brigham Young et est le pionnier de l'économie du prix du temps. Professeur à Saint Andrews (Royaume-Uni), Marian Tupy est le co-auteur de *Ten Global Trends Every Smart Person Should Know*. Ensemble, ils révolutionnent les méthodes et les significations des statistiques économiques en reconnaissant la centralité du temps.

Ce faisant, ils démolissent les théories de la rareté matérielle qui dominent l'économie moderne.

L'économie ne peut ni mesurer ni expliquer l'innovation humaine tout en poursuivant la superstition matérialiste : la théorie de l'univers plat du déterminisme physique et chimique et de la rareté.

Sous l'emprise d'une psychologie mécanique des incitations matérielles - récompenses et punitions, plaisirs et douleurs, avidité et craintes - la "science sociale" néglige presque complètement l'action humaine.

Il ne fait aucun doute que nous connaissons la rareté. Mais c'est une pénurie de temps.

## **Renverser la science de la rareté**

Reconnaissant que l'argent est le temps - Pooley et Tupy détruisent toutes les illusions à somme nulle des concepts de "durabilité", de masse monétaire, de "taux d'intérêt zéro", d'"inflation" et d'"énergie de pointe" qui dominent l'économie académique actuelle.

Renversant la définition de l'économie de Lord Robbins comme la science de la rareté - de l'allocation de ressources rares à des fins compétitives - ils commencent par documenter la dynamique de l'abondance.

Dans la formule de Tupy-Pooley, le prix du temps de toute chose est le nombre d'heures qu'il faut pour gagner l'argent nécessaire à l'achat de cette chose. Les prix du temps sont les seuls véritables prix. Indice de progrès économique, ils combinent en un seul chiffre la hausse des revenus et la baisse des prix résultant de l'avancée de l'innovation.

Dans le passé, Pooley et Tupy ont limité leurs mesures et leurs observations aux années 1980 à 2018. Au cours de cette période, alors que la population mondiale a augmenté de 73%, les prix de 50 produits essentiels à la vie, mesurés en heures de travail pour les acheter, ont chuté de 71%, et leur abondance a augmenté de 518%.

Nulle part, il n'y a eu de preuve de "produits de pointe" ou de ressources non durables. Avec la croissance de la population, les produits de base ont augmenté encore plus par habitant. La population humaine ne pèse pas sur la planète, elle en fait proliférer les richesses.

Plus de personnes signifie plus d'abondance.

Comme Steven Pinker du MIT l'a documenté dans plusieurs livres, la période entre 1980 et 2018 a été une période de paix, de productivité et de longévité croissante sans précédent.

## Le bilan depuis 1850

Mais maintenant, Tupy et Pooley ont découvert une nouvelle série de prix des matières premières remontant à 1960 (Banque mondiale). Pour les États-Unis, ils ont également compilé des prix du temps remontant à 1919 (U.S. Bureau of Labor Statistics), 1900 (économiste canadien Davis S. Jacks) et même 1850 (également Jacks). Comme les États-Unis étaient ce que nous appellerions aujourd'hui un pays du Tiers-Monde en 1850, leur ascension au XIXe siècle est révélatrice de la tendance mondiale.

Ces nouvelles données couvrent la guerre civile américaine, la Première Guerre mondiale, la grippe espagnole, la Grande Dépression et la Seconde Guerre mondiale. La grippe espagnole en 1918 avait un taux de mortalité environ dix fois supérieur à celui de la COVID-19 aujourd'hui.

Ce que Pooley et Tupy ont constaté, c'est que l'innovation s'est déroulée sans trop de perturbations à travers toutes ces catastrophes. Dans les premiers temps aux États-Unis, le prix du temps s'est amélioré, en moyenne, d'environ 2 % par an, car les travailleurs devaient passer de moins en moins de temps à acquérir les biens essentiels de la vie.

Les prix du temps ont continué à s'améliorer, chutant de quelque 3,4 % par an, en plus de la période la plus récente.

Dans ma théorie économique de l'information, où la richesse est mesurée en termes de connaissances, la croissance en termes d'apprentissage et l'argent en termes de temps, les guerres et les fléaux ne pouvaient pas arrêter le processus de croissance et d'innovation.

Le verrouillage actuel et récent de COVID-19 représente la plus grave erreur de politique publique de tous les temps, ravageant les économies du monde entier et causant une estimation (probablement exagérée) par les

Nations unies de 260 millions de décès par famine dans le tiers monde, sans amélioration décelable des résultats des soins de santé.

Le carnage perpétré par une classe politique ignorante et ses experts moralisateurs est peut-être sans précédent dans l'histoire du monde. Mais tant que les héros humains que sont l'invention, l'apprentissage et la créativité pourront continuer, les perspectives de l'économie mondiale resteront meilleures que jamais.

## Le prix du temps fera l'histoire

Lorsque le monde aura pleinement absorbé la puissance de l'effet Tupy-Pooley, les investissements et les entreprises ne seront plus jamais les mêmes. Cela fera partie de l'histoire.

À mon avis, la première entreprise en matière de prix du temps peut encore être AMZN. Dans tout ce qu'elle fait, elle réduit le temps de livraison des biens et des services. Cela réduit le temps que tout travailleur doit passer pour gagner l'argent nécessaire à l'achat des biens et services d'Amazon.

À la fois rare et infini, le temps passe au paradoxe. L'argent est un temps symbolique. Sous une forme fongible, il exprime cette rareté ultime dans les transactions économiques.

L'argent n'a pas de limites ultimes au-delà de l'imagination créative des êtres humains. Dans un marché réel, les banques le développent en réponse à l'émergence de véritables opportunités poursuivies par leurs clients qui acceptent les risques d'échec et les épreuves de l'apprentissage.

La quantité d'argent ne répond qu'à la créativité et à l'investissement des entrepreneurs sans aucune garantie de l'État, si ce n'est le droit à la propriété et la liberté de surprendre le monde avec de nouvelles inventions.

L'innovation est un processus d'apprentissage accompli par l'entreprise et l'expérimentation technologique. La mesure clé est la courbe d'apprentissage - la tendance des coûts à baisser de 20 à 30 % à chaque doublement des ventes unitaires - qui est la donnée la plus largement documentée dans l'histoire des affaires.

## Redéfinir l'argent

L'intégration du cadre temps-prix de Pooley et Tupy dans la stratégie d'entreprise permettrait de mettre en place des paramètres pour mesurer la vitesse de l'innovation et donc les performances financières. Une multitude d'outils d'apprentissage approfondi et d'IA apparaissent aujourd'hui pour aider les entreprises à innover plus rapidement.

En voici les principaux : L'histoire des prix du temps est sur le point d'exploser, avec la mise à feu imminente du nouveau livre de Tupy et Pooley en 2021. Parmi les effets de Tupy et Pooley, il y aura une transformation de la compréhension de l'argent en tant que temps symbolique.

Les données les plus récentes de Tupy et Pooley ouvrent aux investisseurs de vastes horizons mondiaux qui éclipsent les ratés et les gaffes politiques de 2020. Ce que les investisseurs doivent faire, c'est trouver les entrepreneurs les plus innovants et créatifs et les soutenir.

## Élection US : que vont faire les actions ? (2/2)

rédigé par [Jim Rickards](#) 13 octobre 2020

*Les mesures de relance monétaires et budgétaires perdent de leur efficacité, et les marchés ne tiennent que par la grâce d'une poignée d'actions : 2021 s'annonce délicate pour les investisseurs.*



Un nouvel effondrement des marchés est possible, [disions-nous hier](#) – pour plusieurs raisons, aussi bien politiques que boursières.

Après avoir abaissé les taux d'intérêt à zéro et indiqué qu'ils ne bougeraient pas avant 2023 (ou plus tard), la Fed n'a plus de marge de manœuvre pour les abaisser. Techniquement, elle pourrait entrer en territoire de taux négatifs mais elle a indiqué qu'elle ne le souhaitait pas. Selon les preuves les plus tangibles, les taux négatifs n'ont pas plus d'effet stimulant que les taux à zéro.

Légalement, la Fed pourrait élargir son bilan, mais il semblerait qu'il n'y ait aucune pénurie de liquidité restant à combler. Les banques ont des milliers de milliards de dollars de réserves excédentaires en dépôt à la Fed et n'ont pas besoin d'en avoir plus.

### Le véritable problème

En outre, le problème au sein de l'économie réelle n'est pas la masse monétaire, qui est abondante, mais la **vélocité** (la vitesse de circulation de l'argent dans les transactions).

Voici pourquoi...

La vélocité est en baisse depuis 1998 et s'est effondrée au cours de la crise actuelle. La Fed n'a pas le pouvoir d'augmenter cette vélocité (l'émission d'argent frais n'y peut rien). La Fed a fait tout ce qu'elle pouvait. L'effet de sa politique a été positif de mars à septembre, mais il ne peut plus être stimulant. De fait, la Fed a botté en touche et n'est plus utile aux marchés actions.

C'est également vrai pour le Congrès US. Les mesures de sauvetage en réponse à la pandémie ont été colossales, mais ne peuvent être renouvelées. Lorsque les 3 000 Mds\$ auront alourdi une dette publique s'élevant déjà à 22 000 Mds\$, et que l'on aura revu à la baisse le PIB par rapport à cette nouvelle dépression, le ratio dette/PIB des Etats-Unis devrait rapidement atteindre 135%.

C'est le ratio le plus élevé de l'histoire des Etats-Unis (supérieur à celui de la fin de la Seconde guerre mondiale) et il place les Etats-Unis au même niveau que des pays super endettés tels que le Japon, le Liban, la Grèce et l'Italie.

## Il n'y a plus d'effet stimulant

Ce ratio dette/PIB de 135% représente plus qu'un chiffre élevé. Après tout, légalement, rien n'empêche d'augmenter encore les niveaux d'endettement, si le Congrès le souhaite. Le problème, c'est qu'il n'y a plus d'effet stimulant, juste davantage de dépenses.

Les études montrent qu'un ratio dette/PIB de 30% est soutenable et que, même à 60%, le fameux multiplicateur keynésien est supérieur à 1. C'est-à-dire que, dans ce cas, 1 \$ emprunté et dépensé crée plus de 1 \$ de PIB, du moins temporairement.

Une fois que le ratio dette/PIB dépasse les 90%, le multiplicateur chute en-dessous de 1. Dans ces circonstances, lorsque vous empruntez et dépensez 1 \$, vous créez moins de 1 \$ de PIB.

C'est le stade auquel une augmentation des dépenses ne produit pas plus de croissance, et où l'on va simplement se retrouver sur la paille. Les seules façons de sortir de cette spirale infernale de la dette, ce sont les défauts de paiement, l'inflation ou une fiscalité confiscatoire qui pénalisent encore plus la croissance.

Pour anticiper ces éventualités, les citoyens dépensent moins et épargnent plus. Cela tue la consommation et la croissance. Bref, le Congrès ne pourra pas emprunter pour s'extirper de la Nouvelle Dépression.

## Attention aux grandes valeurs technos

Le biais des grandes valeurs technologiques, sur les marchés actions, est une source de danger supplémentaire. Alors que les principaux indices ont effacé les pertes enregistrées lors de la crise de la pandémie, ce n'est pas le cas de la plupart des actions.

Les indices S&P 500 et Nasdaq 100 sont tous les deux pondérés des capitalisations (selon des formules différentes). L'indice DJIA n'est pas pondéré des capitalisations, mais 40% de ses 30 valeurs appartiennent aux secteurs technologiques, du divertissement ou de la finance, soit les moins affectés par la pandémie.

Résultat de cette concentration (soit par acteur, soit par capitalisation), les principaux indices boursiers reflètent véritablement la performance d'une poignée d'entreprises.

Environ 30% de la performance du S&P 500 ne repose que sur les six actions mentionnées plus haut. Les 494 autres actions du S&P 500 n'ont pas enregistré de gains significatifs depuis les plus bas du 23 mars. Le Nasdaq 100 est encore plus lesté de valeurs technologiques que le S&P 500.

## Tout dépend des Big 6

Ce risque de concentration extrême se transpose dans le monde de l'investissement passif et indiciel. Lorsque les investisseurs achètent un fonds indiciel (basé sur le S&P 500, en général), ils achètent en réalité les six grands acteurs technologiques (« Big 6 ») et les 494 valeurs qui sont à la traîne.

On a l'impression que cela fonctionne bien quand les Big 6 sont en hausse. Mais la situation peut rapidement s'inverser. Si les Big 6 fléchissent, les indices de marché et les fonds indiciels fléchiront également.

Qu'est-ce qui pourrait faire fléchir les Big 6 (et les dizaines d'autres grandes valeurs axées sur les technologies, les services numériques et le streaming) ? La liste est longue.

Une fois que les marchés se rendront compte que la Fed n'a plus de munitions et que le Congrès est en panne de stimulus, les pires effets économiques de la pandémie – qui ont largement été évités au printemps 2020 – réapparaîtront.

La guerre technologique avec la Chine s'intensifie de telle sorte qu'elle va priver les fabricants de semi-conducteurs américains de la possibilité de vendre leurs produits à des géants des télécommunications tels que Huawei et ZTE.

De plus, à mesure que la situation s'aggravera en Chine, les entreprises américaines vont perdre de vastes opportunités de croissance.

La prudence s'impose pour l'investisseur boursier.

## **Notre économie simulacre**

**Charles Hugh Smith Lundi 12 octobre 2020**



Dans le casino hyperréaliste, tout le monde a accès aux terreurs de la perte, mais seuls quelques-uns connaissent les joies des jeux truqués qui garantissent à dessein quelques gros gagnants.

Les lecteurs m'ont un jour reproché de trop utiliser le simulacre pour décrire notre économie et notre société. Le problème, c'est que ce mot décrit parfaitement l'économie et l'ordre social creux et truqué dans lequel nous vivons et que les synonymes ne suffisent donc pas : ce n'est pas la même chose que la simulation, l'imitation ou la contrefaçon.

Mon utilisation (ou surutilisation) remonte à la publication en 2009 de mon livre Survival+, qui comprenait un chapitre intitulé Simulacrum and the Politics of Experience. J'utilise le simulacre pour décrire une représentation soigneusement construite d'un système autrefois authentique qui est destiné à modeler notre comportement en fonction des intérêts de ceux qui construisent le simulacre.

Le simulacre a l'aspect et la convivialité du système authentique, mais il est conçu pour profiter aux quelques personnes dont les intérêts sont mieux servis par le simulacre que par un système authentique.

Comme je l'ai écrit dans Survival+ : Un simulacre est utilisé pour déformer une réalité qui, une fois révélée, amènerait le public cible à agir d'une manière qui ne servirait pas les intérêts de ceux qui déploient le simulacre.

Le but d'un simulacre est d'imiter un système authentique de manière suffisamment réaliste pour que personne ne remarque qu'il est truqué pour profiter à quelques-uns au détriment du plus grand nombre. C'est différent d'une simulation - par exemple, un simulateur de vol - qui modélise l'expérience réelle.

Ce n'est pas non plus une fausse copie ou une contrefaçon du système authentique ; c'est un remplacement qui est réel à tous points de vue.

Le livre du postmoderniste français Jean Baudrillard, publié en 1981, intitulé Simulacre et simulation, tente de différencier Simulacre et simulation en notant qu'**un simulacre n'est pas une copie d'un original (c'est-à-dire une contrefaçon) car l'original n'est plus accessible**. En conséquence, le simulacre devient non seulement réel mais aussi hyperréel.

Prenons par exemple le capitalisme qui, dans sa forme classique, consiste à risquer le capital pour générer des gains financiers et sociaux qui n'étaient pas possibles dans une économie pré-capitaliste.

La main-d'œuvre et les matériaux nécessaires à la construction d'un grand canal, par exemple, étaient hors de portée des villages ou même des villes, et leurs économies restaient donc localisées et pauvres en raison de l'impossibilité d'atteindre des marchés éloignés et plus lucratifs.

Une fois que les capitaux ont pu être rassemblés en quantité suffisante, les économies locales et fragmentées ont été unifiées par le canal, et le commerce s'est développé de façon exponentielle en conséquence, profitant à tous ceux qui avaient accès au canal : ouvriers, agriculteurs, artisans, commerçants et ceux qui ont risqué l'argent pour construire le canal.

Comparez cette forme authentique de capitalisme avec la version monopole-finance-État que nous habitons, un simulacre de capitalisme authentique qui conserve suffisamment de similitudes superficielles avec l'original

pour que la grande majorité des participants ne se rendent même pas compte que leur expérience de ce simulacre est entièrement différente d'une expérience de capitalisme authentique.

Plutôt que de tirer des bénéfices de cette version hyperréaliste monopole-finance-État, la grande majorité des participants sont exploités, car la valeur de leur travail et de leur capital est extraite par la version simulacre du "capitalisme" qui répartit la valeur extraite entre les monopoles/cartels qui contrôlent la plupart des activités économiques de valeur, le secteur financier qui se nourrit parasitairement de l'économie réelle et l'État, qui extrait la richesse pour alimenter son vaste réseau de dépendants, d'exécutants et de gardiens du système tout entier.

Dans ce simulacre hyperréaliste, une vaste fortune n'est jamais plus qu'à quelques jeux d'argent, clips TikTok ou vidéos YouTube près. Ou pour ceux qui se méfient du casino, l'énorme hypothèque contractée à vie promet l'accès aux richesses de la bulle de Tout.

Dans le casino hyperréaliste, tout le monde a accès aux terreurs de la perte, mais seuls quelques-uns connaissent les joies des jeux truqués qui garantissent à dessein quelques gros gagnants et quelques chanceux qui sont tombés dans le jeu à un moment propice.

Comme Baudrillard l'avait prévu, la version originale authentique du capitalisme n'est plus accessible. Le simulacre que nous appelons le capitalisme est truqué, et les mécanismes sont si habilement obscurcis que la grande majorité des participants se laissent volontiers exploiter, désarmer ou marginaliser parce qu'ils n'ont aucune expérience ni même aucun point de référence de la version originale authentique, telle qu'elle n'existe plus.

**<L'inflation ; nous ne nous souvenons plus des quantités originales (en grammes ou en onces) des produits offerts au supermarché, donc nous nous faisons exploiter... à l'os.>**

Tout ce qu'ils connaissent et expérimentent - les modèles économiques, les symboles, les signifiants, les récits, les publicités, etc., et leurs propres conceptions de la valeur et de l'agence, ont tous été si complètement débauchés qu'ils n'ont aucune idée que l'original authentique a été perdu.

**Le problème est que notre système ne survit qu'en cannibalisant ses parties les plus faibles, et une fois qu'elles ont été consommées, le système ne peut plus se maintenir et il expire.**

Les Simulacres ne sont pas des faux, mais ils sont profondément instables et susceptibles de s'effondrer. Tout ce qui colle le système monopole-finance-État se défait à cause des excès d'extraction et d'exploitation que le système a perfectionné.

~~Une fois que le système truqué s'effondrera, nous aurons l'occasion d'assembler une économie authentique, un nouvel original qui ne soit pas truqué pour profiter à quelques-uns au détriment du plus grand nombre. C'est ce dont je parle dans mon nouveau livre "A Hacker's Teleology" : Sharing the Wealth of Our Shrinking Planet, (extrait gratuit (PDF).~~

**<Charles Hugh Smith ne sait donc pas que nous sommes, surtout, dans une crise énergétique et que notre civilisation industrielle est dans sa phase finale, donc qu'elle ne redémarrera plus jamais ? >**

# Ancienne économie contre Nouvelle économie

rédigé par [Bill Bonner](#) 13 octobre 2020

*L'une décline, l'autre brûle de fièvre : des deux maux, quel est le moindre ? Les autorités ont fait leur choix, en tout cas...*

L'Ancienne économie décline lentement...

La Nouvelle économie est dans une bulle dangereuse...

L'une refroidit. L'autre est trop brûlante pour qu'on puisse y toucher.

Que faire ?



## Pas d'amis

Les économies évoluent en permanence – et les gouvernements tentent toujours de voir l'avenir pour l'empêcher de se produire.

L'avenir n'a pas d'amis. Il ne génère pas de revenus. Il ne paie pas d'impôts.

Il ne peut pas voter... Il ne peut pas aller manifester dans les rues... Il ne peut même pas écrire au courrier des lecteurs.

Le présent, en revanche, est M. Populaire en personne. Il engendre des plus-values, verse des salaires... et a des poches profondes. Après tout, il possède 100% de la richesse des Etats-Unis.

Il a aussi des lobbyistes, des syndicats, des partis politiques et des membres du Congrès prêts à faire ce qu'il ordonne.

Qui plus est, l'enfer, c'est dans l'avenir. La planète surchauffe ! Deux millions de morts du Covid-19 ! La Chine prend le pouvoir sur le monde ! Des robots nous volent nos emplois !

Oh... et voilà qu'[une récession nous arrive droit dessus](#) !

## **Weimar, toute !**

Quelle que soit la menace, les autorités se mobilisent pour y mettre fin... avec des subventions pour les énergies vertes, des taxes douanières, des sanctions, des confinements, des aides à l'embauche... le Patriot Act... ou le PPP, le [programme de protection de salaires](#) mis en place par l'administration Trump.

Naturellement, les autorités cherchent par-dessus tout à stopper une dépression.

Cependant, elles n'admettront pas qu'elles ont eu le moindre rôle dans son apparition... ou que leurs propres politiques (taux d'intérêt ultra-bas et fausse monnaie) ont créé des excès qui doivent être purgés.

Ne vous attendez pas non plus à ce qu'elles confessent que leurs remèdes de charlatans ([encore plus d'impression monétaire](#)) rendront la correction finale pire encore.

Pour l'instant, au cours de ce siècle, elles ont retardé trois corrections majeures.

Entre octobre 2000 et juillet 2003, elles ont sabré 5% de leur taux directeur, déclenchant l'effondrement de la finance hypothécaire de 2008-2009.

Ensuite, elles ont à nouveau entravé cette correction, réduisant une fois encore leur taux directeur de plus de 500 points... et imprimant 3 600 Mds\$ supplémentaires.

Cette année, elles sont en mode « [Weimar, toute](#) », avec des taux de retour à zéro... et 3 000 Mds\$ de nouvel argent supplémentaire.

## **L'Ancienne économie va mal...**

Malgré tous leurs efforts, cependant, le monde continue de tourner. L'avenir arrive malgré tout. Il prend simplement une autre forme.

Leurs efforts pour empêcher des changements et corrections nécessaires dans l'Ancienne économie – en inondant Wall Street de *cash*, par exemple – ont créé une bulle dans la Nouvelle économie.

La plupart des actions de l'Ancienne économie sont en baisse sur l'année. En termes d'or – la seule mesure à laquelle nous croyons – les actions du Dow ont perdu environ 19% de leur valeur depuis janvier.

## **... La Nouvelle économie prospère**

Regardez ce qu'il se passe dans la Nouvelle économie, en revanche. Les quatre leaders – [Apple](#), [Amazon](#), [Microsoft](#) et [Google](#) – valent un total de quelque 6 000 Mds\$. On ne trouve que deux pays au monde avec un PIB plus important – les Etats-Unis et la Chine.

Amazon à elle seule est valorisée à 43% du S&P 500. Tesla vaut maintenant presque autant que le plus gros distributeur des Etats-Unis, Walmart, même si le constructeur ne représente que 5% de ses ventes.

Le confinement idiot des autorités et leurs maladroites tentatives d'empêcher une correction très nécessaire n'ont fait qu'accélérer le passage de l'Ancienne économie à la Nouvelle.

Les chouchous internet – Zoom, Amazon, Netflix, etc. – ont gobé le nouvel argent comme un ivrogne évadé d'une clinique de désintoxication.

Et d'un seul coup, une bonne partie de l'ancienne infrastructure économique est devenue obsolète.

A suivre...